
L'exode rural et l'agriculture paysanne. Enquête exploratoire pour le canton de Jipijapa, Equateur

Auteur : Watterman, Alan

Promoteur(s) : Ozer, Pierre

Faculté : Faculté des Sciences Sociales

Diplôme : Master en sciences de la population et du développement, à finalité spécialisée
Coopération Nord-Sud

Année académique : 2016-2017

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/3408>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

NOM :

Prénom :

Matricule :

Filière d'études :

Malgré les coutumes en vigueur, ce mémoire est imprimé en recto-verso par souci d'économie de papier.

Remerciements

Je tiens tout d'abord à chaleureusement remercier mon promoteur, Monsieur Ozer, pour m'avoir accompagné depuis ces deux années de master et pour m'avoir aidé dans la recherche de mon stage.

Je remercie également mes deux lecteurs pour m'avoir suivi. Plus particulièrement, merci à Monsieur Poncelet pour ses conseils sur les entretiens à mener et merci à Monsieur Lebailly pour ses références bibliographiques.

Monsieur Houtart m'a apporté matière à réflexion lors de notre rencontre à Quito et m'a également offert des livres fort intéressants. C'est pourquoi je tiens à le remercier encore. Il me semble que le monde le regrettera.

Madame Fettweis m'a également soutenu et apporté de précieux conseils. Un tout grand merci à elle. Merci aussi à Monsieur Lafleur pour ses références.

Ce mémoire n'aura pas été possible sans l'équipe UPOCAM que j'ai pu suivre pendant trois mois. Un tout grand merci à eux !

Merci également à MATM pour m'avoir mis en contact avec eux et pour les formations données.

J'aimerais également montrer toute ma gratitude à la famille Sanchez qui m'a accueilli à bras ouverts chez eux. Je sais que j'ai désormais un deuxième foyer dans la forêt de Pisloy. Merci également à Azuzena et Mariana, heureux hasard d'avoir rencontré votre maison pour m'héberger les dernières semaines de mon séjour.

J'aimerais aussi citer toutes les personnes qui ont pris le temps de me parler un peu de leur vie. Angel, Casandra, Eduardo, Mariana, William, Guilda, Jeferson, Thomas, Briala, Hugo, Celena, Bryan, Patricio, Fabian, Karen, Martha, Edison, Sonia, Franklin, Adrian, Ana, Nestor, Edison et Nicole. Merci à vous !

Plus généralement, merci à toutes les personnes rencontrées lors de ce séjour en Equateur qui en ont fait quelque chose d'inoubliable.

Il me reste à remercier mes parents pour m'avoir ouvert les yeux sur le monde et avoir rendu possible toutes ces années d'université et ces cinq mois à l'étranger. Et je ne remercierai jamais assez ma mère pour tous les travaux qu'elle a relu en dernière minute.

Table des matières

Remerciements.....	3
Introduction.....	6
1 L'exode rural : première approche.....	7
1.1 Les théories de la migration.....	7
1.1.1 La migration en général.....	7
1.1.2 Les approches classiques et leur suite.....	7
1.1.3 La migration comme stratégie familiale.....	8
1.1.4 Les autres déterminants non-économiques de la migration.....	9
1.1.4.1 Migration environnementale.....	9
1.1.4.2 Approches psychologiques.....	9
1.1.4.3 Approches sociologiques.....	9
1.1.5 Conclusion.....	10
1.2 Quelques conséquences de l'exode rural.....	10
1.3 L'Équateur et son exode rural.....	13
2 Description du terrain de recherche.....	14
2.1 Jipijapa.....	14
2.2 La UPOCAM.....	15
2.3 Les communautés.....	16
2.3.1 Agua Dulce.....	16
2.3.2 Cantagallo.....	17
2.3.3 Casas Viejas.....	17
2.3.4 Chade.....	17
2.3.5 El Matal.....	18
2.3.6 Pisloy.....	18
2.3.7 San Francisco de Paján.....	18
2.3.8 San Pascual.....	19
2.3.9 Commentaires généraux.....	19
3 Méthodologie.....	20
3.1 Récolte des données et séjour prolongé sur le terrain.....	20
3.2 Entretiens et observations.....	21
3.3 Biais potentiels.....	23
4 Analyse des entretiens.....	24
4.1 Ce qu'ils disent de la campagne et de la ville.....	25
4.1.1 Les aspects positifs de la campagne.....	25
4.1.2 Les caractéristiques de la ville par rapport à la campagne.....	26
4.1.3 Les aspects négatifs de la campagne.....	28
4.1.4 Conclusion.....	30
4.2 Ce qu'ils veulent de la vie.....	31
4.2.1 Étudier et trouver un travail.....	31
4.2.2 Salir adelante – Aller de l'avant.....	32
4.2.3 Autres raisons.....	32
4.2.4 Ce que les parents veulent pour les enfants.....	33
4.2.5 Les obstacles à leurs désirs.....	33
4.2.6 Conclusion.....	35
4.3 Pourquoi partent-ils ?.....	35
4.3.1 Le manque d'opportunité.....	35
4.3.1.1 Au niveau de l'emploi.....	35
4.3.1.2 Au niveau de l'éducation.....	36
4.3.1.3 Conclusion.....	38
4.3.2 Aider la famille.....	39
4.3.3 Les causes environnementales.....	39
4.3.4 Les obstacles à la migration.....	40

4.4 Ce qu'ils disent de la migration.....	41
4.4.1 Leurs appréciations chiffrées.....	41
4.4.2 Les conséquences.....	42
4.4.3 Partir pour revenir.....	45
4.4.4 Pour aller où ?.....	46
4.4.5 Différents cas de figure.....	47
4.5 Ce qu'en dit la théorie.....	48
4.6 Ce qu'ils disent de l'agriculture.....	49
4.6.1 Les revenus de l'agriculture.....	50
4.6.2 Le soutien des institutions aux grandes exploitations.....	50
4.7 Leurs pistes de solution.....	51
4.7.1 Améliorer leurs conditions de vie.....	51
4.7.2 Soutien aux paysans.....	52
4.7.3 Générer de l'emploi.....	53
4.7.4 Lutter et changer la mentalité de la population.....	55
4.8 Réflexions sur les pistes de solution avancées.....	56
4.8.1 L'agriculture paysanne comme une piste de solution.....	56
4.8.1.1 Définition de l'agriculture paysanne.....	56
4.8.1.2 Développement de l'hypothèse.....	56
4.8.1.3 Les obstacles pour une agriculture paysanne.....	58
4.8.1.4 Les pistes de solution pour l'agriculture paysanne.....	59
a) Améliorer la commercialisation.....	60
b) L'accès au crédit.....	62
4.8.2 Développer les petites villes.....	63
4.8.3 Générer de l'emploi.....	64
4.8.4 Apports possibles des pouvoirs publics.....	65
4.8.4.1 Politique actuelle en Équateur.....	65
4.8.4.2 Politiques à mettre en place.....	68
Conclusion.....	69
Bibliographie.....	71
Annexes.....	75
A) Tableau récapitulatif des théories de la migration selon Piguet (2003 : 15).....	75
B) Cartes de Jipijapa et de ses communautés :.....	75
C) Photos.....	77

Introduction

« *Mais où sont les jeunes ?* ». C'est avec cette question, restée en tête pendant toute une après-midi lors d'une formation dans une communauté paysanne, que ce mémoire a commencé. San Francisco de Paján est une des nombreuses communautés équatoriennes qui connaît un important exode rural de ses jeunes. Ce phénomène, qui a lieu dans beaucoup de pays en voie de développement, sera exploré ici dans le cadre du canton de Jipijapa, ville près de la côte, au nord de Guayaquil.

Ce travail se basera essentiellement sur des entretiens auprès de jeunes et de moins jeunes pour essayer de mieux comprendre la décision de partir de sa campagne natale pour se rendre en ville. L'hypothèse au début de l'enquête de terrain était plutôt dirigée vers des raisons liées aux manques du milieu rural par rapport à certains avantages de la ville : internet, transport facile, centre commercial, plus d'animation, les salaires etc. Mais nous verrons que cette réalité est plus compliquée. Nous chercherons alors à réellement comprendre la situation dans laquelle se trouvent les personnes vivant en milieu rural.

Premièrement, nous nous contenterons d'une rapide approche des théories de la migration. Les conséquences de l'exode rural seront également explorées dans cette première partie qui se terminera sur le cas spécifique de l'Équateur. Deuxièmement, nous aurons le descriptif du terrain pour avoir une bonne idée du contexte. Viendra en troisième position, la méthodologie empruntée. Avec le quatrième point, nous rentrerons alors dans le vif du sujet avec l'analyse des entretiens. Il a semblé important, avant de demander le pourquoi de la migration, de se questionner sur la vie de ces jeunes. C'est pourquoi nous allons d'abord parcourir leur vision de la campagne et de la ville et ce qu'ils veulent de la vie avant de parler migration. La théorie nous aidera également à comprendre le phénomène. Ensuite, il sera temps de penser aux pistes de solutions envisageables pour contrer cet exode rural. Pour cela, les avis ressortant des entretiens et les données de la littérature seront explorés. L'agriculture paysanne sera, dans cette dernière partie, largement étudiée.

1 L'exode rural : première approche

Cette section constitue simplement à une première approche du phénomène. Nous survolerons ainsi rapidement les théories de la migration de manière générale. Les conséquences de l'exode rural dans les pays en voie de développement seront ensuite exposées, pour terminer avec une présentation de l'Équateur, de sa population rurale et de sa migration.

1.1 Les théories de la migration

1.1.1 La migration en général

L'idée de base pour les théories de la migration est le simple modèle des « Push-pull ». Il y aurait des facteurs poussant les gens à partir, les facteurs « Push », comme par exemple la guerre, la répression politique, la croissance démographique, le manque d'opportunités économiques, le faible niveau de vie ; et les facteurs « Pull » qui attireraient la population, comme la demande de main-d'œuvre, la disponibilité des terres, les libertés politiques ou de bonnes opportunités économiques (Castles *et al.*, 2003).

1.1.2 Les approches classiques et leur suite

La question du pourquoi de la migration a été étudiée à maintes reprises, et ce depuis longtemps. Les premiers courants explicatifs se basaient principalement sur la rationalité et sur les facteurs économiques. On parle alors de théories classiques de la migration (Piguet, 2013),

Selon les premières théories, le facteur le plus important de la migration est toujours la motivation économique. Le migrant, personne rationnelle, chercherait à maximiser son utilité et comparerait sa situation économique avec celle qu'il lui serait possible d'avoir ailleurs (*Ibid.*). La différence des salaires serait alors ici la motivation à migrer. C'est ainsi que les régions à bas salaire se videraient pour les régions à haut salaire, jusqu'à modifier l'offre et la demande de travail. L'équilibre serait ensuite trouvé lorsque tout le monde serait payé de la même manière ; plus personne n'éprouvant alors d'insatisfaction (*Ibid.*).

Cette base de réflexion a été amendée ou approfondie. Tout d'abord, la théorie de Harris-Todaro, en 1970, ajoute la notion de salaire espéré et la probabilité de trouver un travail en ville. Les caractéristiques de chacun sont ainsi prises en compte car tout le monde n'a pas la même attitude face aux risques ou les mêmes informations, par exemple (Piguet, 2013). Cet ajout de la probabilité explique donc que des mesures pour augmenter le taux d'emploi urbain, pour lutter contre le chômage par exemple, va augmenter la migration. De même pour les salaires, si ceux-ci augmentent, les ruraux seront plus attirés (Meka'a, 2011). Ensuite, la pure rationalité des théories économiques a été revue. La recherche de la « maximisation » a été remplacée par la recherche de la « satisfaction ». Ainsi, une destination, même si elle ne maximise pas le besoin, peut être acceptée car elle le satisfait simplement (Piguet, 2013).

Ces théories individualistes où la décision serait prise de manière individuelle et de manière rationnelle, ont été remises en cause. Elles ne tiendraient pas compte de l'hétérogénéité de la main-d'œuvre. Tous les migrants sont vus comme un ensemble homogène. Or, ceux-ci ont des caractéristiques propres et viennent de régions différentes qui favorisent ou non la migration (Meka'a, 2011 ; Piguet, 2013). De plus, il a été remarqué que ce ne sont pas toujours les personnes les plus pauvres qui migrent (Castels *et al.*, 2003). D'autres facteurs doivent donc être pris en compte

D'autres dimensions vont ainsi être ajoutées, comme le parcours de vie. L'attrait de la migration changerait en fonction de l'âge et de la situation de la personne (Piguet, 2013). Un homme en début de carrière aurait ainsi plus tendance à chercher un meilleur salaire qu'un homme approchant de la retraite. Le mariage aurait aussi tendance à diminuer la migration (Meka'a, 2011). De même, l'approche capital humain montre, également, qu'il faut voir la migration sur plusieurs années. En effet, les expériences et les compétences influencent la propension à migrer, et peut être aussi un objectif de migration (Piguet, 2013). L'éducation pousserait donc à la migration. Elle serait considérée comme un investissement en capital humain (Meka'a, 2011). En outre, le manque d'information ainsi que le coût doivent être pris en compte (qualité de vie ailleurs, valeur des compétences là-bas, etc.). C'est ainsi qu'une personne qui a déjà voyagé migrera plus facilement. Mais le manque d'information amène, également, parfois à des idées trop optimistes qui poussent au départ (Piguet, 2013). Les théories de « residential stress » quant à elles essaient de mieux prendre en considération l'effet de la communauté locale ou les caractéristiques des lieux de départ et d'arrivée sur la migration (*Ibid.*). Enfin, des auteurs ont démontré que le sexe et le genre jouent un rôle important (Meka'a, 2011).

Petit à petit, nous pouvons voir donc que le contexte social et d'autres mécanismes ont été mieux pris en compte et qu'on sort de la vision de l'acteur isolé et rationnel qui veut simplement augmenter son revenu.

1.1.3 La migration comme stratégie familiale

Vers 1990, on change de cadre. Globalement appelées « La nouvelle économie des migrations », les théories de ce courant changent l'acteur de référence : on passe de l'individu au ménage. La prise de décision serait donc prise au sein de la famille et en fonction des bénéfices et des coûts pour l'ensemble de celle-ci (Piguet, 2013). De plus, il a été découvert que la migration peut être considérée comme une stratégie pour diminuer les risques, et non plus pour maximiser les profits. En effet, il s'agirait d'une assurance contre les possibles problèmes auxquels la famille devrait faire face. Dans ce cas de figure, il est avantageux, voire même vital en cas d'absence totale de récolte, d'avoir un membre de la famille en ville avec un salaire plus régulier qui enverrait de l'argent à la famille restée sur place (Piguet, 2013). Les différentiels de revenus ne constituent donc plus une condition obligatoire pour expliquer la migration. Celle-ci serait utilisée pour diminuer les fluctuations des revenus de la famille (Meka'a, 2011). Nous pouvons alors parler alors d'investissement migratoire.

Cette prise de décision déplacée au niveau du ménage ne veut pas dire pour autant que la décision n'est pas imposée par le chef de ménage (*Ibid.*). Tous les membres de la famille n'étant pas égaux devant les négociations, il faut considérer les rapports de genre et les relations de pouvoir entre les différents membres de la famille ou même de la communauté (Herrera, 2002).

1.1.4 Les autres déterminants non-économiques de la migration

Les auteurs suivants souhaitent tous quitter une vision de la migration comme une décision rationnelle et basée sur les coûts-bénéfices. Bien qu'important, le manque d'opportunité sur le lieu d'origine ne peut expliquer entièrement la prise de décision.

1.1.4.1 Migration environnementale

Les sécheresses, inondations ou encore saisons dérégulées peuvent amener les paysans à migrer car ils ont, soit perdu toutes leurs cultures à la suite d'une catastrophe naturelle, soit la diminution des récoltes est telle qu'il n'est plus possible d'en vivre (Habitat III., 2016). Les changements climatiques déjà à l'œuvre vont même empirer la situation.

1.1.4.2 Approches psychologiques

Les approches psychologiques sont peu nombreuses et ont été peu prises en compte. Cependant, selon les recherches en théorie de la motivation, la migration serait composée d'individus plus motivés à la recherche de la réussite et ceux-ci auraient moins besoin de se sentir appartenir à un ensemble par rapport aux non-migrants. Il y aurait trois sortes de motivation pour migrer : la recherche de la sécurité, le développement personnel et l'amélioration financière (Piguet, 2013). Ensuite, les théories des attentes et des valeurs s'intéressent plutôt au « processus de décision dans un contexte social donné » (Piguet, 2013 : 149). Cette décision se ferait en fonction des attentes et des valeurs que l'individu se donne. Celui-ci ne pourrait d'ailleurs choisir librement car des facteurs structureaux, tel que le genre, interviendraient.

1.1.4.3 Approches sociologiques

Les approches sociologiques et géographiques se concentrent plus sur le lien entre le migrant et son environnement social. C'est ainsi que la théorie des réseaux refuse de voir la migration comme une rupture mais plutôt comme un espace transnational qui se forme. Le migrant fait donc partie d'une structure sociale, constituée de sa famille restée sur place, les personnes originaires de son village ou de son pays ou du même groupe culturel ou religieux de là-bas, etc. (Piguet, 2013). Ces réseaux sont une source d'aide et de soutien pour l'acteur. Les risques et les coûts du déplacement diminuent aussi pour celui-ci. (Meka'a, 2011). C'est ainsi que la migration s'auto-entretient : les réseaux mis en place aident ensuite d'autres personnes à migrer et se forment alors des canaux migratoires. Ces canaux peuvent perdurer même si la situation sur place a changé (Piguet, 2013).

Ensuite, la notion d'imaginaire géographique explore le fait que la décision de migrer est prise selon une certaine idée du monde ; idée propre à une période historique ou une culture, ou encore à l'expérience de l'individu (*Ibid.*). Les représentations du monde, formées avec les relations avec la famille et les amis ou la télévision et les journaux, influencent la décision ; le succès personnel pouvant être vu seulement possible ailleurs. La croyance que la migration est le seul moyen d'avancer et l'imagination entourant cette idée de se voir vivre dans un autre endroit sont des facteurs à considérer (Herrera, 2002).

En outre, après une étude réalisée aux États-Unis, des chercheurs ont présenté que la relation avec la localité d'origine influence les comportements migratoires. Ainsi, les villages où existe un engagement associatif et où les activités économiques sont au profit des environs connaissent un taux de migration faible. Les églises, les entreprises locales ou les lieux de sortie favoriseraient la création d'une localité intégrée avec des réseaux sociaux importants. Les habitants, intégrés dans la vie de leur village, auraient plus de mal à quitter celui-ci. Pour ces auteurs, la décision de migrer ne peut être expliquée qu'avec des facteurs économiques ou des caractéristiques personnelles. Il faut également prendre en considération l'influence du milieu et les structures sociales locales (Irwin et *al.*, 2004)

1.1.5 Conclusion

Nous pouvons donc déjà voir clairement que la migration est un phénomène complexe et qu'il n'existe pas qu'un seul facteur explicatif. La diversité des migrations requiert donc un pluralisme théorique. Il est important de souligner que la différence de salaire n'est pas toujours le déterminant le plus important et peut en cacher d'autres (Meka'a, 2011). Comme le dit Piguet (2013), « Certaines conditions sont nécessaires sans être suffisantes pour déclencher le départ. » (p.153). Les théories peuvent donc être complémentaires ou mixées pour expliquer un cas spécifique. En résumé, Piguet (2013) nous donne ce tableau récapitulatif, visible dans les annexes.

1.2 Quelques conséquences de l'exode rural

Un seuil symbolique a été franchi en 2007 quand la population mondiale urbaine a dépassé celle des campagnes (Bianco, 2007). Cette étape est due essentiellement à deux phénomènes ayant lieu dans les pays en voie de développement depuis cinquante ans : l'urbanisation importante et rapide et la fuite massive des paysans de leurs campagnes (Bricas & Seck, 2004). A la différence des pays européens, qui eux aussi ont connu un exode de leurs campagnes, la fuite des paysans dans les pays en voie en développement ne s'est pas faite de façon progressive mais a engendré, et engendre toujours aujourd'hui, des conséquences économiques et sociales importantes jusqu'à perturber le développement même du pays. La forte concurrence entre les agriculteurs suite à la volatilité des prix des produits agricoles, l'absence de la modernisation des exploitations, les mesures libérales, la révolution verte ou les catastrophes naturelles ont amené des millions de paysans à quitter leur terre (Bianco, 2007 ; Houtart & Laforge, 2016). C'est ainsi que les grosses villes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine se retrouvent avec cinq millions de nouveaux habitants chaque mois

encore aujourd'hui (Jacquet, 2012). Depuis les années quatre-vingt, le taux d'urbanisation était de cinq pourcent, amenant la population des villes à doubler tous les quinze ans (Bricas & Seck, 2004). D'immenses métropoles se sont ainsi constituées à grande vitesse, entraînant des conséquences importantes sur l'agriculture, le vivre-ensemble, l'alimentation, la sécurité, etc.

Tout d'abord, la croissance trop rapide des métropoles est difficilement maîtrisable par les pouvoirs publics et modifie leur physionomie (Isaaka, 2015). Cette extension non contrôlée complique l'installation de services adéquats. La ville grandit plus rapidement que sa capacité à installer l'eau courante, les égouts, des espaces verts, l'électricité ou garantir la sécurité des citoyens par exemple (Jacquet, 2012 ; Habitat III, 2016). De plus, la population, n'ayant déjà pas toujours les moyens pour se payer une habitation salubre, s'agglutine dans les bidonvilles s'étalant autour des métropoles (Houtart & Laforge, 2016). Pour prendre une image, Isaaka (2015) nous parle de « l'installation au centre et à la périphérie de la ville d'une population démunie à la recherche de la pitance quotidienne » (p.225). Dans cette situation, il est difficile également de construire une politique de redistribution. Les inégalités et disparités empirent alors au sein de la population (Jacquet, 2012).

Cette pauvreté urbaine augmente aussi par le fait que les citadins ont moins de marge de manœuvre pour négocier leur salaire. En effet, la migration urbaine, amenant toujours plus de personnes voulant travailler, le marché du travail est saturé. Par conséquent, les salaires diminuent (Houtart & Laforge, 2016). Les centres urbains ne peuvent plus absorber de manière productive les migrants de la campagne (Abramovay, 1998). De plus, ces nouveaux arrivés sont essentiellement des personnes peu qualifiées ou pauvres. Sans perspective d'emploi, elles travaillent dans le secteur informel (Vigil, 2015). L'ampleur de la migration massive vers les villes a donc souvent dépassé leur capacité à accueillir les nouveaux arrivants, impliquant un chômage important (Phélinas, 2004).

Les violences, les vols sont aussi en augmentation dans ces grandes nouvelles villes. D'une part par le manque de structure de surveillance mais aussi par le manque d'opportunités. La délinquance juvénile est en augmentation chez les jeunes migrants car ils ne se retrouvent pas dans ce nouveau milieu qui ne peut que peu leur apporter (Houtart & Laforge, 2016). La ville n'arrive pas à satisfaire ces jeunes à la recherche d'une vie meilleure. L'absence d'emploi et de perspective peuvent les conduire à adopter des comportements inciviques ou à tomber dans la drogue (Isaaka, 2015).

Ensuite, l'urbanisation est vue aussi comme un facteur de dépendance alimentaire. Les citadins consommeraient plus de produits provenant de l'importation, au dépens de l'agriculture vivrière locale. De plus, la crainte dans les années quatre-vingt était que cette dernière n'arrive pas à suivre le rythme de cette montée de population ; que les petites exploitations, vues comme peu productives, allaient disparaître devant l'agriculture intensive, elle vue comme productive (Bricas & Seck, 2004). Bricas et Seck (2004) nous disent cependant que, pour l'Afrique, cela ne s'est pas avéré dans les faits : il n'y a pas eu de dépendance alimentaire accrue et la petite agriculture rurale a su globalement répondre à la demande alimentaire des villes. De plus,

il n'y pas eu de pénuries alimentaires dans les grandes villes, exceptés dans les pays en guerre ou contrôlés entièrement par l'État. Cette augmentation de l'offre face à la demande s'est faite, également, sans grande entreprise intermédiaire chapeautant le tout, mais bien avec toutes les petites activités informelles. Les deux auteurs nous disent que les citadins, bien qu'ils aient diversifié leur alimentation, n'ont pas rejeté l'agriculture paysanne. La ville pourrait ainsi entraîner l'agriculture (Bricas & Seck, 2004).

Cette situation vaut cependant pour l'Afrique et, malgré ces bonnes nouvelles, les auteurs ajoutent qu'il existe d'autres peurs par rapport à l'urbanisation mondiale. Tout d'abord, par rapport à la demande en viande des villes qui augmente, nous pouvons nous questionner sur la durabilité de ces changements de consommation. Ensuite, concernant la situation nutritionnelle, l'obésité est devenue un aussi gros problème que les carences alimentaire. La vie en ville augmenterait la consommation de produits transformés, plus gras et avec une haute teneur en sel, et diminuerait également les activités sportives. Les conséquences seraient donc les maladies cardio-vasculaires et le diabète, en hausse dans les pays en voie de développement (Bricas & Seck, 2004). Enfin, les villes, étant plus ouvertes sur le monde, privilégieraient la société de consommation des pays industrialisés (Bricas & Seck, 2004). Il y a donc également une augmentation de la consommation des produits importés. A grande échelle, cette situation n'est pas souhaitable pour la stabilité d'un l'État (Bianco, 2007).

L'urbanisation crée également un phénomène d'acculturation. Les nouveaux citadins doivent s'adapter à vivre en ville et, pour quelqu'un qui vient de la campagne, ce n'est pas toujours facile (Marquez, 2015). Franklin, qui a quitté son village d'Amazonie pour se rendre dans la ville d'Iquitos, nous dit par exemple que « *la vie à la ville est totalement différente du village. Il faut s'habituer.* » (Franklin, 1/06/2017). Certains textes parlent d'une diminution des traditions rurales (Gray, 2009). Par exemple, un professeur péruvien, travaillant dans les zones reculées d'Amazonie, m'a raconté que ses élèves ne voulaient plus se rendre en ville avec leurs chaussures traditionnelles ou avec leurs plumes sur la tête. Ils avaient honte et avaient peur de la réaction des citadins. Cette honte, Franklin la voit également quand des personnes provenant de la jungle taisent leur origine. « *A Lima, beaucoup de personnes disent "Je suis d'Iquitos¹. De la ville-même ? Oui oui, de la ville même". Mais ils viennent comme moi d'un petit village. Ils ont honte de dire d'où ils viennent, où ils sont nés. Même si la famille vit toujours dans le village, ils disent "Non ce n'est pas ma famille". Il leur manque un peu d'identité, de se sentir fier de l'endroit d'où ils viennent. C'est une bonne quantité de gens qui disent ça.* » (Franklin, 1/06/17). Pour certains auteurs, c'est l'intégration à l'imaginaire mondiale grâce à internet qui engendre ces changements, surtout chez les jeunes. Ils modifient alors leur manière de vivre, de s'habiller, leurs loisirs, etc. Le modèle occidental les pousserait ensuite à partir de leur village (Hernández & Phélinas, 2012).

¹ Grande ville au milieu de la jungle péruvienne, à la naissance de l'Amazone, sans aucun accès terrestre.

Ces différences entre citadins et ruraux peuvent amener à la discrimination. Les nouveaux arrivants ne se sentent pas à l'aise : des femmes andines, arrivées à la ville avec leurs habits traditionnels, peuvent se sentir recluses et jugées (Marquez, 2015) ; ou comme les élèves du professeur, exemple cité ci-dessus. Des quartiers métissés voient parfois le jour, empêchant la diversification et le vivre ensemble (Murillo, 2012).

1.3 L'Équateur et son exode rural

Plus petit pays d'Amérique latine, l'Équateur possède trois régions principales : la côte, l'*Oriente* pour la partie amazonienne et la *sierra* pour la partie andine. Ces trois régions sont fortement différentes au niveau de la géographie ou de la population mais toutes sont touchées par l'exode rural ; mais, certes, plus fortement dans les communautés andines. Considéré comme un des pays avancés sur ce continent, son taux de pauvreté était néanmoins de 23,70 % en 2016 (Houtart & Laforge, 2016 ; Liendo, 2017). De plus, comme le reste de l'Amérique du Sud, l'agriculture paysanne reste importante dans ce pays. Au niveau du continent, entre 27 % et 67 % de la consommation alimentaire est produite par cette agriculture, et entre 57 % et 77 % de la population s'y dédie. Au niveau de l'Équateur cependant, la population agricole serait descendue à 24 % en 2014, au profit du secteur manufacturé et de la construction. Au sein du secteur cependant, l'agriculture paysanne reste majoritaire avec 75 % du total des unités de production. Soixante pour cent de l'alimentation du pays est également produite par celle-ci (Houtart & Laforge, 2016). Mais le pays reste encore dépendant des importations agricoles depuis plus de vingt ans, mettant en péril la stabilité de l'État (Rebaï, 2011).

Cette importante agriculture paysanne reçoit toutefois un appui insuffisant de la part de l'État. Celle-ci est également affectée par son haut niveau de pauvreté, par le vieillissement de sa population à cause de la migration et par la féminisation de sa campagne (Houtart & Laforge, 2016). Des disparités surtout existent entre le milieu rural et le monde plus urbain. Le taux de pauvreté est, par exemple, de 15,64 % en ville tandis qu'il est de 40,91 % en milieu rural (Liendo, 2017). Une inégalité existe également entre petits et grands producteurs. L'agriculture paysanne possède 17 % des surfaces (Houtart & Laforge, 2016). En terme de propriété, 47,7% des petits propriétaires possèdent seulement vingt pour cent de la terre agricole, tandis que 3,32% des grands propriétaires monopolisent 42,57% de celle-ci (Liendo, 2017). A ceci s'ajoute que, seulement sept pour cent du paysannat a accès au crédit formel ; le même petit pourcentage reçoit du soutien technique ; tandis que moins de quinze pour cent des terrains de moins de 20 hectares sont irrigués.

Ces conditions, conjuguées à d'autres phénomènes, ont engendré un exode rural important en Équateur, visible également dans toute l'Amérique latine d'ailleurs et même dans la plupart de pays en voie de développement. Les ruraux, principalement à la recherche de nouvelles possibilités d'existence, ont migré vers les villes ou à l'étranger. Les politiques néolibérales et les crises environnementales, comme le *el niño*, ont accentué encore ce phénomène (Sepúlveda, 2013). La migration rurale-urbaine s'est donc amplifiée lors des deux crises économiques en 1980 et fin des années nonante (Bigda, 2013). De 1990 à 2001, sept des vingt-deux provinces d'Équateur ont connu un déclin des ses populations rurales pendant que la population

totale a augmenté (Gray, 2009). Pour les départs à l'étranger, plus facilement calculable que la migration interne, un million d'Équatoriens auraient pris la décision de partir pour des pays comme l'Espagne ou les États-Unis (Gray, 2009). Une politique de la part du gouvernement Correa a d'ailleurs été lancée pour favoriser le retour des migrants internationaux (Bigda, 2013).

Cette fuite des campagnes a généré une urbanisation rapide et importante depuis 50 ans en Équateur (Gray, 2009). Le taux d'urbanisation du pays est de 63 % (Jimenez, 2014). Et ce sont également les bidonvilles, encerclant des grandes villes comme Quito, Guayaquil ou Cuenca, qui s'étendent (Rebaï, 2011).

Nous parlerons principalement de Guayaquil dans le cadre de ce mémoire. Cette ville est le port principal du pays et, avec Quito, elles sont les deux plus grandes villes du pays. Son taux de croissance est monté jusqu'à 123 % en 1998 (Gallegos & Ramirez, 2005). De plus, Guayaquil possède également seize pour cent de la population nationale, avec ses deux millions six-cent mille habitants (El Telegrafo, 2017). C'est elle qui détient le taux de migration interne le plus élevé et est considérée par les migrants comme la ville avec le plus d'opportunités. Considérée comme dangereuse par la population, celle-ci fait également souvent parlé d'elle dans les journaux avec ses vols violents. Les conséquences de cette urbanisation galopante sont le chômage, les services basiques inexistantes pour une tranche de la population, drogue, alcoolisme et exploitation de la main d'œuvre (Gallegos & Ramirez, 2005 ; Garcia *et al.*, 2014).

2 Description du terrain de recherche

Ce mémoire se concentre principalement sur des données qui proviennent d'un terrain de recherche, se situant dans le canton Jipijapa, dans le cadre d'un stage. Il est important de d'abord bien connaître les lieux avant de rentrer plus loin dans l'analyse. Ce section a donc pour but de présenter Jipijapa et ses communautés ainsi que l'organisme d'accueil du stage, la UPOCAM. Des cartes et des photos se trouvent également en annexe pour se donner une meilleur idée.

2.1 Jipijapa

Jipijapa est située dans la province de Manabí, à deux ou trois heures de bus de Guayaquil, au Sud, et à une heure de Portoviejo, au Nord. Située non loin de la côte pacifique, elle se trouve également à une heure de route de Puerto Lopez, connu pour attirer les touristes nationaux et étrangers. D'une superficie de 1420 km², le canton de Jipijapa compte une population principalement agricole de plus ou moins 71 000 habitants. Plus ou moins deux cents communautés s'y partagent le territoire (MATM, 2015).

Avec un climat tropical chaud, les températures oscillent entre vingt et trente degrés Celsius toute l'année. Cette dernière est coupée en deux saisons : la saison sèche, ou l'été, de juin à décembre et la saison des pluies, l'hiver, de janvier à avril-mai. Cette saison des pluies fut beaucoup plus forte cette année dans cette région de l'Amérique du Sud et a tendance à devenir de plus en plus imprévisible. Par rapport à la végétation, il s'agit de forêts tropicales humides et sèches, à certains endroits encore assez préservées grâce

au parc naturel de Machalilla (MATM, 2015).

L'économie présente est principalement basée sur l'agriculture et l'élevage de petits animaux (poulets et cochons). Chaque unité de production, une *finca*, souvent gérée par la famille, comporte entre un à dix hectares de terre; la maison pouvant contenir entre trois ou quatre générations. Peu diversifiés, les produits récoltés sont généralement le café ou le maïs, parfois seules sources de revenu pour la famille. Auparavant riche de sa production de café, Jipijapa est désormais un des cantons le plus pauvre de la province et du pays : 97,2 % de la population vit avec moins de 79 \$ par mois. Pour avoir une idée de grandeur, le panier de la ménagère est de 500 \$ par mois en Équateur (MATM, 2015).

Historiquement appelée *la sultana del café* dans les années septante et quatre-vingt, Jipijapa a vu ensuite les prix chuter en 1995. Quelques années plus tard, les producteurs ont dû faire également face à l'effet *el niño*. Ces inondations importantes ont achevé la détermination des producteurs, sans terre pour cultiver ni de toit pour habiter. La population a dès lors migré vers les grandes villes aux alentours.

Désormais, la production de maïs, plus intéressante économiquement, a supplanté celle du café avec les conséquences suivantes : augmentation de la déforestation ainsi que de l'usage des pesticides et appauvrissement du sol avec la culture intensive. Les familles sont devenues également extrêmement dépendantes de la récolte ; cette dernière elle-même dépendante des tombées pluviométriques durant l'hiver. En conséquence, avec la saison de pluie irrégulière de ces dernières années, avec ses époques de sécheresse ou d'inondation, la seule ressource financière des paysans est gravement compromise. Peu adaptée aux changements climatiques, la famille se retrouve sans récolte et s'enferme alors dans une spirale de dettes.

C'est ainsi que la UPOCAM, organisation décrite ci-après, voit, avec les conséquences du réchauffement planétaire, l'abandon de la campagne progresser après chaque phénomène climatique. En conclusion, « *Así la región sufre de una baja producción agrícola debida a la vez a los cambios climáticos y a los métodos de producción agrícola, a la falta de infraestructuras de riego, al bajo acceso al crédito y a la asistencia técnica. Las consecuencias son menores ingresos de subsistencias, la inseguridad alimentaria y nutricional.*² » (MATM, 2015).

2.2 La UPOCAM

La *Unión Provincial de las Organizaciones Campesinas de Manabí-UPOCAM*, est l'organisation où j'ai réalisé mon stage de deuxième master en sciences de la population et du développement. Vu que les données pour élaborer ce mémoire ont été en grande majorité collectées durant mon séjour là-bas, la UPOCAM et le projet FINCAR seront brièvement décrits ci-dessous.

2 « Ainsi, la région souffre d'une production agricole basse due à la fois aux changements climatiques et aux méthodes de production agricole, au manque d'infrastructure d'irrigation, au difficile accès au crédit et à l'assistance technique. Les conséquences sont moins de revenus de subsistances, une insécurité alimentaire et nutritionnelle. » (toutes les traductions sont selon Alan Watterman)

Existante depuis 1978, la UPOCAM est une plate-forme regroupant une vingtaine d'organisations paysannes de la province de Manabí. Ses sièges sociaux se trouvent à Jipijapa principalement, mais aussi à Rocafuerte et Portoviejo. Historiquement, le travail effectué était composé de projets d'alphabétisation, de redynamisation des acteurs locaux pour défendre leur droit ou la récupération des terres. A cela s'est ajoutée une école pour permettre aux enfants des paysans de combiner leurs études avec le travail dans les champs, des formations pour renforcer les acteurs, du tourisme communautaire, un centre de santé et le plaidoyer politique (Watterman, 2017).

Des projets d'amélioration et de diversification de la production, la souveraineté alimentaire et l'agroécologie sont également des objectifs de cette organisation, traduits par le projet FINCAR. Ce dernier, appuyé par l'Agence Wallonne de l'Air et du Climat (AWAC), l'ONG Mouvement d'Action à Travers le Monde (MATM) et des instances locales, est celui dans lequel je me suis inséré et qui m'a permis de recueillir mes données (*Ibid.* ; MATM, 2015).

Ce projet veut augmenter la production pendant la saison sèche grâce à la construction de puits pour emmagasiner l'eau, soutenu par un système d'irrigation. Des composts sont aussi installés pour fertiliser naturellement le sol. Par rapport à la diversification, des échanges de semences natives ont été organisés ainsi que des formations sur l'agroécologie. Le projet d'apiculture appuie également cette diversification. Enfin, la UPOCAM aide à trouver un moyen de commercialiser et de labelliser les produits nouvellement semés. Les conséquences espérées sont donc la diminution de la vulnérabilité des producteurs de la zone et une adaptation aux changements climatiques (MATM, 2015)

2.3 Les communautés

Toutes les communautés bénéficiaires du projet FINCAR ont été visitées durant ce stage et seront décrites brièvement ci-après pour donner une meilleure idée du contexte. Les descriptions se basent sur les observations réalisées lors des visites ainsi que sur des conversations. Celles-ci ont ensuite été consignées sur papier.

2.3.1 Agua Dulce

Pour arriver à Agua Dulce, il faut prendre un chemin de terre difficile d'accès pendant environ trente minutes. Celui-ci continue ensuite plus profondément dans la forêt. En tout, cette communauté se trouve à plus ou moins une heure de Jipijapa en transport motorisé. Des camionnettes de particuliers font, quelques fois par jour, la navette entre la ville et les habitations présentes sur ce chemin. Isolée et de taille modeste, Agua Dulce ne comporte quasiment plus de jeunes. Pour aller à l'école primaire, suite à la fermeture de celle existante par manque d'étudiant, il faut alors aller dans un autre village. Et le collège le plus proche se trouve à Jipijapa. Cette communauté principalement composée de maisons de bambou n'a pas de réseau également. Il existe une offre de tourisme communautaire grâce à une belle cascade, visite couplée parfois à une nuit sur place, mais celle-ci n'est pas beaucoup développée. Un projet pour améliorer leur culture de café était en

train de voir le jour. Les habitants désiraient vendre des grains de meilleure qualité pour en demander un prix plus élevé.

2.3.2 Cantagallo

Cantagallo est assez connu pour son sentier aux singes. Les touristes ont le droit de les observer le long d'un sentier aménagé avec un guide expliquant les différentes plantes de la région. L'accès à ce village est facilité car il est à cinq minutes de la route goudronnée près de Puerto Lopez et accessible via un chemin en terre en bon état. La présence de jeunes est assez forte.

2.3.3 Casas Viejas

Après avoir emprunté en moto ou en camionnette un chemin de terre jusqu'à son terme pendant une heure, se trouve la communauté de Casas Viejas. Situé dans la forêt sèche du parc de Machalilla, ce village est assez isolé et difficile d'accès, surtout en hiver à cause des pluies plus abondantes. En effet, il faut traverser la rivière *Awampe* pour y arriver et la longue route, parfois à flanc de falaise, peut devenir dangereuse. Dans cette communauté, peu de propriétaires de voiture mais des jeunes en moto. Cette présence de jeunes peut être expliquée par la présence d'une école primaire et d'un collège. Il est ainsi possible d'étudier en restant dans son village jusqu'à ses 17 ans. Il n'y a pas de signal téléphonique ni d'internet mais il existe la solution de grimper en haut de la colline. Après vingt minutes de marche, il est possible d'avoir du réseau. Des petits groupes, principalement de femmes, s'y rendent régulièrement. On peut aussi remarquer qu'une vie de village existe à Casas Viejas. Le tourisme communautaire y est également développé avec une maison pour accueillir des groupes de touristes et un sentier de promenade. Des scouts étrangers ont, par exemple, déjà passé leur camp là-bas pour un échange interculturel. D'autres projets communautaires sont envisagés.

2.3.4 Chade

A Chade, les maisons principalement en brique ont été construites le long de la route goudronnée reliant Jipijapa et le village de 24 de Mayo. Des camionnettes font régulièrement la navette jusque la ville pour cinquante centimes et ce, jusque 18h. Un transport est également assuré pour les étudiants de l'université à 19h30. Avec cette proximité avec la route, il existe quelques commerces de nourriture à emporter. Un *comedor*, une sorte de restaurant, communautaire a également ouvert. Ensuite, il n'y a pas de réseau téléphonique mais il est possible pour certaines familles de détenir internet. De plus, une école et un collège ont toujours leurs portes ouvertes et profitent aux étudiants des communautés aux alentours. Les jeunes sont encore assez présents dans ce village. Pour finir, il existe également une offre touristique, mais peu développée, d'atelier de cuisine traditionnelle.

2.3.5 El Matal

Perdu dans les hauteurs près de Jipijapa, El Matal est accessible avec un chemin en terre en mauvais état. Il faut plus ou moins vingt minutes de 4x4 pour y arriver. Aucune voiture, sauf privée, ne fait la navette. Les fermes, principalement en bambou, sont dispersées les unes des autres. L'école du village a fermé et les quelques élèves qui restent doivent donc aller jusque Jipijapa. Mais très peu de jeunes sont encore présents dans cette communauté. Il n'y a pas de moyen de communication et l'électricité fait parfois défaut.

2.3.6 Pisloy

Il existe trois Pisloy : Pisloy de Abajo et Centro et Pisloy de Arriba³. Les deux premiers étant un ensemble concentré de maisons principalement en briques, tandis que le dernier possède plutôt des maisons clairsemées le long du chemin, principalement en bambou et parfois composées de briques. Dans les deux cas, il n'y a aucune couverture réseau.

Concernant Pisloy de Arriba, les premières maisons se trouvent près de la route goudronnée reliant Jipijapa et 24 de Mayo. De l'entrée jusqu'à la ville, de nombreuses camionnettes coopératives font la navette. Il faut compter un dollar pour arriver à Jipijapa. Ensuite, le long d'un chemin de terre, traversé de nombreuses fois par des ruisseaux, se trouvent une quinzaine de fermes espacées d'environ deux cents mètres chacune. Pour arriver aux dernières habitations, il faut plus ou moins trente à quarante minutes de marche. De plus, Pisloy de Arriba possède un sentier touristique ainsi qu'une maison pouvant accueillir une famille de touristes. Un projet de serre à papillons est également en construction. Cependant, la demande est assez faible. Enfin, il existe encore une présence assez élevée de jeunes qui vont à l'école à Chade ou à Jipijapa.

Pour Pisloy de Abajo et Centro, la route goudronnée se trouve à quarante minutes de marche et il faut compter ensuite 75 centimes de bus pour arriver à Jipijapa. Il faut mentionner que de très fortes inondations en avril de cette année ont occasionné beaucoup de dégâts dans ce village. La majorité des paysans ont perdu toutes leurs cultures et leurs champs ne sont toujours pas stables à cause des coulées de boues. L'école primaire a également été détruite ainsi que la maison communale. Deux mois après la catastrophe, les habitants étaient toujours hébergés dans des auberges à Jipijapa et ne pouvaient toujours pas retourner vivre chez eux. La situation n'allait pas changer de sitôt car les autorités réfléchissaient à les déloger, vu la dangerosité du site avec les dévalèments de terrain.

2.3.7 San Francisco de Paján

L'idée de travailler sur l'exode rural des jeunes a commencé à émerger avec cette communauté-ci. En effet, il était flagrant que le village était déserté des jeunes de quinze à trente ans et que la majorité de la population s'en était allée. De plus, certains agriculteurs cultivent toujours leur terre à San Francisco mais habitent désormais la ville de Paján. Les maisons en bambou ont été construites principalement autour de la

3 Traduction : Pisloy d'en bas et du centre et Pisloy d'en haut

place du village. Le bâtiment de l'école est toujours présent mais il a fermé faute d'élèves. Les étudiants vont donc jusque la ville de Paján en empruntant un chemin de terre pendant vingt à trente minutes en camionnette. Mais seulement des camionnettes privées font la navette et il en existe peu. Il existe également un sentier de trois heures pour rejoindre la ville. Cette communauté est donc assez isolée avec son accès difficile, et d'autant plus en hiver. Il semblerait qu'il soit possible de trouver parfois du réseau téléphonique mais il n'existe aucun accès à internet. Dernièrement, une cascade reliée par un sentier ramène quelques fois des touristes mais peu nombreux.

2.3.8 San Pascual

A vingt, trente minutes à pied de la route goudronnée, San Pascual est une communauté avec des maisons principalement en bambou, parfois avec des ajouts en brique. Pour arriver à Jipijapa, il faut encore quinze minutes de bus après avoir atteint la route. Les étudiants doivent faire ce chemin pour aller au collège mais une école primaire est toujours présente dans le village. L'électricité fut installée il y a quinze ans mais il n'y a pas de couverture réseau.

2.3.9 Commentaires généraux

En conclusion, la majorité des communautés est isolée et difficile d'accès mais certaines d'entre-elles peuvent néanmoins compter sur des camionnettes privées ou coopératives. Durant la saison des pluies, les routes sont en mauvais état ou le débordement des rivières peut bloquer certains villages pendant plusieurs jours. L'accès à la communauté se fait principalement par des chemins en terre.

Ensuite, par rapport aux services collectifs, il n'existe aucune couverture réseau dans aucune des communautés. Il est seulement possible d'avoir internet à Chade qui est le long de la route. De plus, il n'est organisé nulle part des récoltes des déchets. Ils sont donc soit jetés à la rivière ou brûlés dans les feux de la cuisine. Il n'existe pas non plus d'évacuation des eaux usées ni d'égouts. Pour ce qui est de l'eau potable, l'eau de la rivière est récoltée et bouillie ou alors les habitants achètent des grands bidons d'eau. L'électricité a été installée partout mais il persiste régulièrement des coupures, qui durent parfois pendant plusieurs jours, surtout en hiver.

Par rapport aux écoles, beaucoup de communautés l'ont perdue faute d'un nombre suffisant d'élèves pour l'ouvrir. Seulement les villages de Chade et Casas Viejas ont leur propre collège ; le premier car il attire les étudiants des environs et le deuxième car il possède encore assez de jeunes. Pour l'université, il en existe une à Jipijapa. Des transports sont organisés dans certaines communautés afin que les étudiants puissent s'y rendre et retourner chez eux après leurs cours du soir.

En outre, les cultures sont essentiellement le maïs et le café. Ensuite, des arbres fruitiers (*zapote*, *papaya*, banane, mangue, etc.) produisent mais les oranges, les bananes plantains et les avocats sont les principaux fruits vendus. Depuis le projet FINCAR, plus de paysans ont leur propre potager pour subvenir à

leurs besoins (concombre, poivron, cacahuète, haricot, *yuca*, etc.). Dans ce cas, la culture se fait presque sans aucun intrant chimique. Tout autour de la maison, se trouvent les poulets et canards, élevés pour leurs œufs et leur viande tandis que les cochons sont plutôt tués pour les grandes occasions. Certains paysans possèdent un cheval mais il s'agit surtout d'âne. Il faut également mentionner que le système de *minga*, le travail communautaire, existe encore dans quelques communautés, principalement pour les projets de tourisme communautaire.

Ensuite, les maisons sont construites principalement avec du bambou, les *cañas*, et parfois des briques ou du ciment viennent appuyer la construction. Ce type d'habitation a permis durant le tremblement de terre de 2016 d'occasionner peu de dégâts et aucune victime. De plus, la *caña* est un matériau abondant de la région. Le mobilier présent dans la maison est assez sommaire mais une grosse chaîne Hi-Fi et une télévision occupent souvent une place importante dans la pièce commune. Habituellement, toute la famille vit dans la même maison qui possède de deux à trois chambres. Les grands-parents ou les petits-enfants habitent également souvent dans la même habitation.

Dernièrement, la vie de village varie extrêmement d'un cas à l'autre. Cela dépend de l'étendue de la communauté, du nombre de jeunes et la disposition, concentrée ou dispersée, des habitations.

3 Méthodologie

La section suivante s'attardera sur la méthodologie qui a été empruntée pour récolter les données nécessaires à ce travail. Ce dernier s'appuie sur une vingtaine d'entretiens et des observations de terrain qui ont eu lieu durant un stage de deuxième master en Équateur. Celui-ci s'est déroulé du mois de février 2017 jusque fin avril. Dans une moindre mesure, des conversations avec les locaux et d'autres remarques lors d'un voyage au Pérou et en Équateur, dans la *sierra* et l'Amazonie, ont également aidé à la réflexion. Les données sont donc principalement qualitatives. A cela, s'ajoute un travail de recherches bibliographiques antérieures et postérieures au stage.

Cette recherche a été menée selon les préceptes des cours de méthodologie que j'ai suivi durant mon parcours universitaire (Jacquemain, 2015 ; Lejeune, 2015 ; Vranken, 2012) et l'ouvrage de référence *Manuel de recherche en sciences sociales* de Van Campenhout et Quivy (2011). De plus, l'ouvrage de Olivier de Sardan (2003) m'a procuré quelques conseils du point de vue des entretiens et de l'observation socio-anthropologique.

3.1 Récolte des données et séjour prolongé sur le terrain

Tout d'abord, un point à souligner qui a aidé à la récolte des données sur bien des aspects est mon séjour prolongé sur place. Celui-ci m'ayant permis de m'insérer de manière prolongée dans la vie de mes informateurs, nous pouvons dès lors parler d'observation participante.

Un premier aspect positif de cette immersion est que, avant de commencer mes entretiens et d'endosser mon costume de « chercheur », les habitants des communautés m'avaient déjà vu grâce aux visites hebdomadaires des communautés des employés de la UPOCAM. Ainsi, même si je n'ai pas habité leur village comme l'encourage la démarche anthropologique, j'ai travaillé avec eux à la confection de leur potager et compost ou participé avec eux aux formations qui leur étaient données. Dans certains cas, je suis allé manger ou passer la soirée chez eux. C'est ainsi que j'ai pu commencer à m'intéresser à ma problématique d'abord avec de simples conversations et observations avant de réellement demander aux locaux un entretien plus formel. De même pour l'équipe de la UPOCAM, celle-ci m'a côtoyé assez longtemps pour être vraiment à l'aise face à mes questions. Comme le dit Olivier de Sardan, « *On ne peut simplement descendre de voiture, faire trois entretiens, et repartir [...]. C'est dans la durée que les gens s'habituent au chercheur; et commencent à lui faire confiance.* » (2003, p. 5).

De plus, durant mon séjour à Jipijapa, j'ai habité avec une famille de paysans, à Pisloy qui est une communauté assez reculée et sans signal téléphonique ou internet. Il me semble que cela m'a permis de comprendre comment ceux-ci vivaient, loin des clichés que l'on pourrait avoir sans avoir vécu l'expérience. En ayant partagé leur vie pendant 2 mois et demi, j'ai ainsi vécu leur quotidien et participé à quelques tâches agricoles. Cette famille était composée, entre autres, de deux garçons de 21 ou 23 ans qui étudiaient à l'université de Jipijapa ainsi que de deux autres frères et sœurs partis à Guayaquil pour travailler. Les conversations autour du repas et les marches pour se rendre à la ville avec eux étaient donc des moments propices pour en apprendre davantage sur le contexte local de manière informelle. J'ai pu également tester ma grille d'entretien grâce à leurs conseils et leur faire part de mes réflexions qu'ils pouvaient commenter.

Cette vie prolongée sur place avant de mener mes entretiens m'a également permis de comprendre comment me tenir ou me comporter de manière adéquate. En effet, connaître le langage informel ou savoir la manière dont poser correctement une question sont des conditions nécessaires pour une interview réussie. (Olivier de Sardan, 2003). Le langage à proprement parler a cependant été une difficulté non négligeable. En effet, j'ai interrogé mes informateurs dans leur langue maternelle. Ne maîtrisant pas suffisamment encore l'espagnol à mon arrivée sur place, il m'a fallu quelques mois pour être capable de mener une conversation dans cette langue. Néanmoins, ayant le temps de l'apprendre correctement et de m'habituer à l'accent local, il me paraissait intéressant de procéder de cette manière. Je ne voulais pas passer par un traducteur ou un questionnaire écrit qui aurait, soit faussé la conversation, soit réduit ma recherche à quelques questions fermées.

3.2 Entretiens et observations

Du point de vue des entretiens, j'ai opté dans la mesure du possible pour des semi-directifs pour chercher le point de vue de l'interviewé (Olivier de Sardan, 2003). La conversation était lancée avec une question assez large pour récolter d'abord le récit de vie de la personne et ensuite des questions de la grille d'entretien étaient posées en fonction des éléments que je recevais.

Vu le temps pouvant être consacré à ce mémoire, il n'a pas été possible d'établir un échantillon strictement représentatif de la population pour recueillir les données. Mais, comme le cas ici est une méthode de travail avec entretiens semi-directifs, il est préférable de plutôt miser sur la diversité maximale des individus interrogés (Van Campenhout & Quivy, 2011). La préoccupation a donc été d'interviewer des personnes les plus différentes possibles selon certains critères. Ainsi, l'attention portait sur le fait de questionner des hommes et des femmes, des jeunes et des moins jeunes, des personnes de communautés différentes, de familles différentes, possédant plus ou moins de ressources etc. Connaissant le terrain et ayant déjà parlé avec un certain nombre d'individus, j'ai également essayé de choisir mes interviewés selon l'apport supplémentaire qu'ils pouvaient m'apporter. Ainsi, selon qu'ils avaient une envie de migrer ou non, qu'ils avaient déjà une expérience dans ce domaine, qu'ils aient une bonne connaissance du phénomène de l'exode rural, etc. Certains ont été interrogés pour leurs connaissances ou avis plus approfondis et d'autres plutôt pour récolter leur expérience personnelle. Les entretiens ont donc balancé entre consultation et récit de vie (Olivier de Sardan, 2003).

En conséquence, il en est ressorti dix-neuf entretiens, répartis comme ci-dessous, dans l'ordre chronologique :

- 1 Angel, homme, 50 ans, de la UPOCAM et Casas Viejas
- 2 Casandra, femme, 28 ans, de Casas Viejas
- 3 Eduardo, homme, 32 ans, de Casas Viejas
- 4 Mariana, femme, plus de 50 ans, de Casas Viejas
- 5 William, homme, 14 ans, de Casas Viejas
- 6 Guilda, femme, 17 ans et Jeferson, homme, 18 ans, de Casas Viejas
- 7 Thomas, homme, 32 ans et Mareza, femme, 17 ans, de Casas Viejas
- 8 Briala, femme, 16 ans, de San Francisco
- 9 Hugo, homme, 78 ans, de San Francisco
- 10 Celena, femme, 20 ans ; Bryan, homme, 18 ans ; Patricio, homme, 46 ans ; et Fabian, homme, 15 ans, de San Pascual
- 11 Karen, femme, 21 ans et Martha, femme, plus de 45 ans, de Chade
- 12 Edison, homme, 27 ans, de Pisloy et travaillant à Guayaquil
- 13 Sonia, femme, 26 ans, de Pisloy et travaillant à Guayaquil
- 14 Franklin, homme, 25 ans, d'un village de l'Amazonie péruvienne et d'Iquitos
- 15 Adrian, homme, 20 ans, de Pisloy

16 Ana, femme, 24 ans, de Chade

17 Nestor, homme, 28 ans, de la UPOCAM et El Matal

18 Alfredo, homme, 50 ans, de la UPOCAM et Pisloy

19 Nicole, femme, 18 ans, d'un village près de Jipijapa et travaillant à Jipijapa

A ces entretiens s'ajoutent des observations pendant les cinq mois sur place. Même si leur apport réel est moindre, elles ont permis de penser ou repenser ma grille d'entretien et de voir ce qu'il était intéressant de creuser. S'ajoutent aussi toutes les conversations informelles ou commentaires que j'ai pu entendre pendant mon séjour à Jipijapa mais également pendant mon voyage en Amazonie péruvienne. Ces données ont été retranscrites dans la mesure du possible pour ne pas les oublier.

3.3 Biais potentiels

Comme toute récolte de données, des biais peuvent être trouvés dans le cadre de cette recherche. Comme on ne peut y échapper, il faut tenter de les minimiser ou, au moins, de les contrôler (Olivier de Sardan, 2003).

Premièrement, le choix de mes informateurs n'a pas été le fruit du hasard. Les personnes ont déjà été choisies en fonction des visites de la UPOCAM. Celles-ci se déroulant en journée jusque 15h – 16h, je n'ai pas souvent eu accès aux jeunes revenant du collège par exemple. Ceux-ci revenaient dans les communautés plus tard dans la journée. De même, les étudiants ou travailleurs revenant seulement le week-end chez eux ont rarement été interrogés. Dernièrement, il fut compliqué de trouver des personnes parties à Guayaquil car celles-ci ne reviennent qu'occasionnellement. Mais les fêtes de famille permettaient d'inclure dans l'échantillon quelques personnes qui avaient déjà émigré. Sinon, l'histoire racontée par leurs parents a pu néanmoins apporter un éclairage supplémentaire.

Il faut également mentionner le fait que la tenue des entretiens a été conditionné aux de visites de terrain que réalisait l'équipe de travail de la UPOCAM. Par exemple, des interviews intéressants ont coupé court car la voiture de l'organisation devait rentrer à Jipijapa avant que la nuit ou la pluie ne tombe; ou les personnes que je voulais interroger n'étaient pas présentes lors de notre venue dans la communauté.

Ensuite, durant certains entretiens, le lieu n'était pas idéal : beaucoup de bruit, de passage ou de proximité avec d'autres gens. De plus, certaines personnes, dont parfois des parents, se sont rajoutés à la conversation, parfois seulement pour écouter, parfois pour y prendre part. Dans ce cas, certaines réponses n'ont pas été complètement sincères ou une gêne supplémentaire s'installait.

En outre, déjà citée plus haut, la barrière de la langue et l'accent fort prononcé de la côte équatorienne ont aussi rendu, bien que toujours possible, difficile certaines conversations. Cependant, comme je savais que je revenais de nouveau fin juin à Jipijapa, j'ai gardé les entretiens les plus importants pour ce moment-là. Mon espagnol s'étant alors bien amélioré, la discussion est devenue plus fluide et naturelle.

Un autre point, « l'enclichage » selon Olivier de Sardan (2003), n'est pas négligeable. Ce biais est qu'un chercheur s'insère dans un certain réseau et pas dans d'autres. Les données proviendront donc majoritairement de cette « clique » qui se forme au fur et à mesure des rencontres. Dans le cas présent, comme je venais avec la UPOCAM et que la majorité des rencontres que j'ai faites l'ont été grâce à cette organisation, il est évident que j'ai eu accès qu'à un certain réseau. Les différentes personnes se connaissaient et partageaient plus ou moins les mêmes valeurs. Il s'agissait d'agriculteurs déjà sensibilisés sur l'agroécologie par exemple. De plus, aucun habitant de la ville même de Jipijapa n'a été interrogé. Leur avis aurait été très intéressant à récolter cependant.

Néanmoins, des conversations fortuites dans les transports en commun ou en marchant dans la rue ont permis d'ouvrir les yeux sur certaines autres problématiques ; comme ce jeune rencontré dans le bus qui revenait de Guayaquil vers sa communauté d'origine pour une cure de désintoxication et pour retrouver un travail loin de ses « erreurs de jeunesse », ce guide amazonien lors d'un voyage ou cette jeune domestique dans une auberge de jeunesse.

Enfin, les entretiens ayant souvent été dans le cadre de la UPOCAM, je ne pouvais me défaire du titre qu'on me donnait. J'étais peut-être le stagiaire étranger qui travaillait pour la UPOCAM, organisation qui appuie un projet pour ma communauté et y amène des ressources. Les entretiens furent peut-être biaisés dans le sens que les informateurs ne se sentaient pas à l'aise et faisaient attention à ce qu'ils disaient.

4 Analyse des entretiens

Nous voici arrivé à la partie la plus intéressante de mémoire, l'analyse des entretiens. Ce section sera coupé en huit parties. Premièrement, nous nous intéresserons à ce que les interviewés disent de leur campagne et de la ville, les aspects positifs et négatifs. Ensuite, nous nous pencherons sur ce qu'ils veulent de la vie. Seulement alors, nous parlerons de l'exode rural et nous verrons leurs raisons de départ. Enfin, nous ferons une petite pause théorique pour voir les différences et ressemblances entre notre cas et ce qui peut se trouver dans la littérature. Nous reprendrons ensuite les entretiens pour en faire ressortir la vision de l'agriculture selon les interrogés. Il sera temps alors de passer aux solutions proposées par les habitants du canton de Jipijapa pour endiguer l'exode rural de leur territoire. Pour terminer, la dernière partie, plus théorique, sera une réflexion sur les pistes de solutions avancées par les entretiens, en lien avec la littérature.

Les extraits entretiens ont été directement traduits de l'espagnol au français pour faciliter la lecture.

4.1 Ce qu'ils disent de la campagne et de la ville

Une problématique qui semblait importante à creuser était comment les habitants de la campagne, surtout les jeunes, voient leur cadre de vie. L'hypothèse était qu'ils allaient d'abord parler des points négatifs, de tout ce qui n'allait pas et ce qu'il fallait améliorer ; comme l'absence de signal empêchant de communiquer avec ses proches, l'état des routes, les difficultés pour se déplacer, etc. Dans les faits, bien que de telles données aient été recueillies, l'accent est d'abord porté sur les aspects positifs de la campagne par rapport à la ville. C'est ainsi que la tranquillité et la Nature de leur endroit de vie sont valorisées avant de parler des routes en mauvais état et du manque de communication.

4.1.1 Les aspects positifs de la campagne

Tout d'abord, à la question de savoir ce qu'il pensait de leur communauté, le terme revenant le plus souvent est la tranquillité : « *Il n'y a pas de bruit* (Edison, 30/04/17) ; *Tout est tranquille* (Briala, 24/04/17) ; *Mais tu as vu le confort, la tranquillité, le silence* » (Sonia, 30/04/17) ». Ensuite, leur environnement avec la Nature, composée de ses forêts, rivières et animaux, est mentionné. L'air pur et non contaminé est également un aspect important. « *C'est joli parce qu'il y a la Nature et l'air est pur* (Casandra, 21/04/17) ; [*Ce que j'aime c'est*] *les arbres, le ruisseau où je peux me baigner* (William, 21/04/07) ; *Les oiseaux* (Adrian, 26/06/17) ; *L'air propre* (Sonia, 30/04/17) ; *L'environnement et il n'y a pas de contamination* (Celena, 25/04/17) ; *L'eau ici est meilleure* (Hugo, 24/04/17) ». Enfin, la sécurité et le fait de savoir que l'on ne risque rien sont cités. « *Il n'y a pas de mauvaise personne et on ne doit pas faire attention à tout* (Hugo, 24/04/17) ; « *Ici, je peux aller au ruisseau sans problème, personne ne me volera. Il ne se passera rien. Je peux aller où je veux, personne ne me traitera mal* (Mariana, 21/04/17) ». Alfredo nous raconte d'ailleurs cette anecdote où, après avoir travaillé chez lui avec son cousin qui, lui, habite en ville, ce dernier veut rentrer les outils dans la maison. « *Je ne comprenais pas ce qu'il faisait. Il m'a alors expliqué qu'on allait les voler si je les laissais dehors, à la vue de tous. J'ai rigolé et je lui ai expliqué qu'ici il n'y avait pas de voleur.* ». Il termine en disant que « *c'est une chance que nous avons d'avoir la sécurité. Beaucoup de gens nous envieraient là-dessus.* » (Alfredo, 29/06/17).

Pour ceux qui avaient déjà quitté leur communauté pour Guayaquil, ils aiment y revenir ou aimeraient revenir plus souvent. En effet, pour Sonia, « *Ici, quand tu reviens de la ville, c'est comme se relaxer. [...] C'est peut-être petit et peut-être que je ne le valorisais pas avant. Mais maintenant, si. Tu es avec ta famille et personne vient t'embêter pour le travail ou quoi. C'est confortable. [...] C'est une question de repos.* » (Sonia, 30/04/17). C'est ainsi qu'elle et d'autres sont nostalgiques de leur village. « *Mon village me manque beaucoup. J'ai beaucoup de souvenir là-bas, de la maison où nous étions avant. Pisloy est la maison où je veux chaque fois revenir.* » (Ibid.). Ils sont tout simplement attachés à leur terre. « *Là bas, c'est où j'ai été élevé, où il y avait ma grand-mère, mes parents, mes frères. Mon grand père est mort ici* (Ibid.) ; *J'ai toujours vécu ici* (Casandra, 21/04/17) ; *J'aime parce qu'ici j'ai grandi, c'est ma terre* (Hugo, 24/04/17) ;

Si je dois partir, ce qu'il va me manquer, c'est ma famille et ma terre (Guilda, 21/04/17) ».

Ensuite, les agriculteurs interrogés ont bien entendu parlé de la qualité de leur sol mais les jeunes également m'ont parlé de l'agriculture comme un bienfait de la campagne. « *Les récoltes* » (Nicole, 29/06/17) sont ainsi un aspect positif mentionné ; ou de tels propos ont également été recueillis : « *Nous vivons mieux ici : on sème tout, on récolte tout. Là-bas, on doit acheter pour manger. Ici, on l'a ici même, on la produit. Et sans produit chimique. Je suis contente de venir ici. Tu manges ce que tu produis sans produit chimique, ou tu peux la vendre au marché.* » (Ana, 28/06/17). De plus, Alfredo, repris par Hugo, nous raconte aussi leur admiration devant la production qu'il est possible d'avoir : « *De tout ce que nous semons, il y a une production ensuite, il y a une récolte. [...] Nous avons tous les fruits que nous voulons.* » (Alfredo, 29/06/17). De cela ressort une vision de la campagne comme endroit où il est moins onéreux de se nourrir. On peut y trouver de quoi manger partout, *a contrario* de la ville où il faut tout acheter. « *Ici, rien ne s'achète, c'est les produits que nous produisons. C'est l'avantage que nous avons ici. La ville, on doit tout acheter* (Eduardo, 21/04/17) ; *[A la campagne], il y a de l'eau, des fruits, des légumes. En ville, tu dois acheter et aller au marché. Tu dois avoir de l'argent pour tout* (Sonia, 30/04/17) ; *L'eau, ça ne se paie pas chez nous* (Hugo, 24/04/17) ».

En conclusion, avec les éléments cités plus haut, les personnes interrogées n'ont pas réellement donné une impression de vouloir quitter leur communauté. « *Ici, comme on est pour le moment, on est bien* (Guilda, 21/04/17) ; *Je préfère la campagne* (Nestor, 28/06/17) ; *La ville ne m'est pas agréable. J'aime aussi mais pas pour vivre* (Adrian, 26/06/17) ; *Si, [la ville] c'est très joli mais moins que la nature* (Casandra, 21/04/17) »). Ceux qui ont migré aimeraient même y revenir. « *Avec mon mari, on pense toujours à ici si on a l'opportunité et l'argent de bouger de Guayaquil.* » (Sonia, 30/04/17). Il semblerait donc qu'il faut pondérer l'idée, que nous pouvons parfois avoir du jeune qui veut absolument sortir de sa campagne pour aller en ville, où celui-ci serait attiré par les lumières de la capitale.

4.1.2 Les caractéristiques de la ville par rapport à la campagne

Toutefois, il existe des discours également avantageux pour la ville. Par exemple, lors de la remontée de l'Amazone en bateau, un jeune péruvien m'a demandé en riant si je voulais vivre dans ce village qu'on venait de quitter. Ce village était réellement au milieu de la jungle, composé d'une vingtaine de cabanes et l'accès n'était possible qu'en bateau, à une demi-journée de la « ville » la plus proche. Il n'en était pas question pour lui, alors qu'il venait lui-même d'un village indigène. C'est aussi le cas d'Ana qui a dû revenir dans son village après avoir travaillé à Guayaquil. « *Si j'avais l'opportunité, je resterais en ville.* » (Ana, 28/06/17).

Par-dessus tout, ce sont les opportunités de la ville qui sont les plus valorisées. « *La ville], c'est bien mieux que le village parce qu'il y a du travail. Il n'y a pas que l'agriculture* (Ana, 28/06/17) ; *Mais je dois étudier ailleurs [=en ville] pour me spécialiser et avoir une carrière* (Adrian, (26/06/17) ; *Guayaquil est*

dangereux mais, au moins, tu peux rencontrer de tout. Il y a des opportunités (Edison, 30/04/17) ». Ce point sur les opportunités de travail en ville mérite cependant une section particulière et sera approfondi plus tard dans ce travail. Les quelques autres points positifs de la ville qui rentrent dans un autre registre sont « *Les centres commerciaux et les marchés* (Nicole, 27/04/17) ; *Des bonnes routes* (Ana, 28/06/17) ; *Tout est près. Tu peux trouver de tout* (Sonia, 30/04/17) ».

Néanmoins, la ville est considérée à l'exact inverse de l'image de la campagne que nous avons vue auparavant. La tranquillité, la beauté et la pureté de la campagne sont opposés au bruit, à la pollution et à la dangerosité de la ville. « *L'air pur, la Nature, il n'y en a pas en ville* (Eduardo, 21/04/17) ; *[A Casas Viejas], il n'y pas autant de bruit, il n'y a pas autant de pollution qu'à la ville* (Guilda, 21/04/17) ; *[On est en sécurité à Paján.]. Ce n'est pas comme d'autres endroits en ville, où juste passer 4 rues, ben putain...* (Hugo, 24/04/17) ».

La vie stressante de la ville est également opposée à la tranquillité de la campagne. « *C'est très stressant la ville. Tu cours beaucoup, et ce n'est pas un sentiment naturel. Les gens ne disent pas bonjour. Et tu peux être bousculé et la personne ne dit rien, parce que sinon il va arriver en retard au travail. Le travail t'exploite, tu dois réaliser tes huit heures de travail par jour. Tu arrives alors à la maison fatigué. Et en plus, il y a beaucoup de bruit, beaucoup de klaxons, beaucoup de fumée, de pollution.* » (Nestor, 28/06/17). Sonia nous parle de son travail et, elle trouve également que « *c'est fatiguant d'être en ville. J'ai mon travail, je sors à six heures et je reviens à dix-huit heures. Tu arrives super fatiguée. Tu veux partir de là et ne jamais revenir.* » (Sonia, 30/04/17). C'est pareil pour le guide péruvien. « *C'est beau quand tu es dans la jungle, tu sens la paix, c'est beaucoup plus tranquille. C'est beaucoup plus bruyant en ville. Il y a le moteur des motos et des taxis. Les personnes sont avec la musique par ici par là. Il faut faire attention à l'insécurité aussi. Je n'aime pas, c'est très stressant.* » (Franklin, 1/06/17). Un dernier point mentionné est la distance et le temps de transport, pourtant existant aussi à la campagne. « *Mon travail est à une heure trente de ma maison. Et celui de mon mari aussi. Il y a beaucoup de gens, la première chose qu'ils achètent, c'est une moto ou une voiture pour une question de distance. Guayaquil est grand. En bus, c'est encore plus long.* » (Sonia, 30/04/17).

C'est pourquoi Adrian, bien qu'il n'aura pas le choix pour continuer à étudier, ne veut pas partir pour Guayaquil : « *Je n'aime pas cet environnement et l'insécurité qui y règne. Pour le moment, je suis à la ville seulement pour étudier.* » (Adrian, 26/26/17). Et quand Adrian pense à son futur, celui-ci rêve de « *travailler à la ville et revenir à la campagne. Mais pas toujours vivre dans la ville. Travailler là-bas et vivre ici.* » (Ibid.).

Certaines personnes trouvent alors des solutions. « *Mon père reste un ou deux mois à Iquitos, puis toute une semaine dans son village. Il a gardé un champ là-bas. Tu as ainsi une vie dans la jungle, une à la ville. C'est plus facile. Celui qui a une vie seulement à la ville, ça doit être assez stressant. [...] Pour ma part, j'aimerais vivre dans la jungle et mon travail me donne cette satisfaction. Mais je dois revenir voir ma*

famille à IQUITOS. » (Franklin, 1/16/17). Nestor, quant à lui, nous informe que peu de gens vendent leur ferme bien qu'ils aient migré. « *Parce qu'ils reviennent les fins de semaine, passer un ou deux jours ici. Ils préfèrent la maintenir [=la ferme]. Ou, avec le peu qu'ils gagnent en ville, certains paient d'autres personnes pour nettoyer autour de la maison. Comme ça, ils ont un endroit où ils peuvent vivre quand ils reviennent par moments. C'est pour ça que les gens ne vendent pas, ils reviennent.* » (Nestor, 28/06/17).

Pour son cas personnel, il se considère comme un migrant temporaire. « *Je sors le matin pour travailler à la ville [de Jipijapa] mais je reviens l'après-midi à la campagne* » (Ibid.). Mais ce n'est pas possible pour tout le monde. « *Je le suis car je suis dans un espace-temps réduit. Je peux retourner. Ce n'est pas soutenable non plus, car il faut des ressources pour bouger comme cela, pour payer les transports. Ce n'est pas soutenable pour la famille. Si tu n'as pas de ressources ou un emploi, ce n'est pas soutenable. Et alors, cela t'oblige à être migrant permanent car c'est plus facile de rester à la ville.* » (Ibid). C'est le cas d'Edison qui, lui, n'a pas eu cette chance. « *Je ne veux pas vivre toute ma vie à Guayaquil. [...] Si Pisloy était plus près de Guayaquil, je le ferais, vivre à Pisloy. Mais ça ne peut pas.* » (Edison, 30/04/17).

Un dernier point pour cette section est la différence qu'ils font entre Jipijapa, ville modeste et pauvre, et une ville comme Guayaquil. « *Jipijapa, ce n'est pas une ville. Ce n'est pas trop stressant. Tu peux sortir, marcher, rencontrer quelqu'un et le saluer. A la différence de Guayaquil où, quand tu marches, il y a le stress du trafic, les klaxons. Jipijapa ça ne se passe pas encore comme ça. [...] Ce n'est pas une ville très grande. On peut y vivre tranquille. [...] A 10 minutes, tu peux voir la nature. A la différence de la ville, à 10 min tu es toujours dans le centre. C'est une ville dont les gens de la campagne peuvent vivre un jour ou deux.* » (Nestor, 28/06/17). D'autres ont un avis plus tranché et font la différence entre Jipijapa et les autres villes en terme d'avancée. « *C'est une ville, comme je la vois, en 10 ans, ça n'a pas changé. C'est toujours la même ville. Il y a une chose qui ne fonctionne pas dans cette ville. Il n'y a aucune avancée comme dans les autres villes. Portoviejo, Manta, en 10 ans, ces villes de la province ont beaucoup changé. Jipijapa par contre suit toujours le même chemin.* » (Edison, 30/04/17).

4.1.3 Les aspects négatifs de la campagne

Après cette présentation positive de leur communauté, comment les interviewés expliquent-ils alors que celle-ci se vide de ses habitants ? En effet, ils sont conscients que des personnes s'en sont allés ou qu'eux-mêmes s'apprêtent à le faire ou encore vont voir leurs fils et filles le faire. Intervient alors tout le discours sur les opportunités non présentes à la campagne. « *Ici, à Jipijapa, il y n'a pas l'opportunité nécessaire pour rester.* » (Edison, 30/04/17) ; *Il est possible de travailler à Jipijapa mais ils ne vont pas te payer beaucoup. Tu peux rester ici et travailler mais pour la moitié de ce que tu peux gagner là-bas. C'est plus difficile de trouver un endroit aussi* (Sonia, 30/04/17) ; *[Pour ce salaire trop bas], ils ont décidé de quitter la campagne pour la ville* (Nestor, 28/06/17) ». Comme dit plus haut cependant, les déterminants de la migration seront explorés plus loin dans ce travail. Nous allons plutôt nous pencher ici sur les autres aspects négatifs ou à améliorer selon les interviewés.

Tout d'abord, à la question de ce qu'il manquerait dans la communauté, la réponse tourne principalement autour de « *la route et la communication. Deux choses essentielles pour la communauté.* » (Alfredo, 29/06/17).

Certains mettent en avant d'abord l'absence de routes en bon état, qui complique l'accès à leur village. La difficulté d'accès s'explique aussi par le peu de transport existant. « *Un aspect négatif de la campagne, c'est l'accès. Ici, il y a deux chemins : par Puerto Lopez et un autre par Montañita. Mais les deux sont mauvais. On doit le faire souvent à pied en plus. Et en hiver, c'est encore pire* (Cassandra, 21/04/17). Comme nous l'avons vu dans la partie « Description du terrain de recherche », certaines communautés se retrouvent réellement isolées. Sans voiture ou moto, il faut attendre qu'un voisin s'en aille et entrer à l'arrière de sa camionnette. Des transports informels sont néanmoins organisés. Mais ils dépendent des mois de récoltes et de l'activité du village. En effet, ils sont plus nombreux à faire la navette quand les paysans doivent vendre leurs produits en ville ou quand des étudiants doivent rentrer chez eux après les cours. A côté, il existe des coopératives de camionnettes mais peu des communautés visitées en profitent car celles-ci ne quittent pas la route goudronnée. « *Les camionnettes ne viennent pas jusqu'ici. On doit marcher. En hiver c'est pas cool.* » (Celena, 25/04/17). Ce problème de l'hiver est souvent cité aussi. En effet, avec les épisodes de pluies torrentielles, la route devient inaccessible avec les rivières qui débordent ou s'abîme et ne sera réparée que beaucoup plus tard, rendant l'accès encore plus compliqué. En conclusion, « *avant tout, il manque la route. Des choses ainsi, basiques. La communication, ça va après.* » (Adrian, (26/06/17).

D'autres préfèrent parler d'abord du signal téléphonique et d'internet. « *Il n'y a pas de signal, plus que tout, il n'y a pas de signal. Internet non plus. C'est la chose qui manque le plus, la communication. C'est une raison pour quitter son chez soi.* » (Ana, 28/06/17). En effet, la communication est essentielle dans le monde d'aujourd'hui, comme eux-mêmes nous le disent. « *Nous sommes dans un monde globalisé. Nous devons tous avoir la même chose. Donc, l'accès à internet, le signal téléphonique. Aujourd'hui, c'est primordial* (Edison, 30/04/17) ; *Maintenant, internet c'est vital* (Sonia, 30/04/17) ; *Avant, c'était un luxe d'avoir internet, d'avoir un téléphone, d'avoir du signal. Maintenant, c'est une nécessité, un instrument* (Nestor, 28/06/17) ». Et ce manque de communication cause le plus de tort aux jeunes, plus ouverts aux technologies tout d'abord, mais aussi pour leurs études. « *A qui est-ce compliqué cela ? Aux jeunes, qui doivent consulter pour les études, pour communiquer avec leurs potes. C'est pourquoi ils disent qu'ils n'aiment pas la campagne* (Nestor ,28/06/17) ; *Mes frères sont à l'université ici à Jipijapa. Mais à la maison, ils ne peuvent pas faire leurs devoirs. Plus que tout, c'est difficile pour les étudiants, pour les devoirs, pour les recherches. Tout est sur internet maintenant. On ne va plus à la bibliothèque* (Edison, 30/04/17) ; *Ils doivent parfois faire [leurs travaux] à la ville, parce qu'ici ce n'est pas possible* (Ana, 28/06/17) ; *Pour sortir et étudier, on a besoin de la technologie* (Sonia, 30/04/17) ». Ce problème est parfois renvoyé aux autorités ou à la responsabilité de la communauté mais ils sont conscients de la difficulté de la chose. « *Il y a peu de gens qui vivent là-bas, donc c'est plus compliqué de l'amener. Qui va investir pour avoir internet à la maison ?* (Sonia, 30/04/17) ; *Il manque l'argent pour le mettre. C'est possible oui, mais il*

faut payer (Bryan, 25/04/17) ».

A part ces deux éléments, l'accès et la communication, je n'ai pas recueilli beaucoup d'autres éléments négatifs sur les infrastructures. Premièrement, Nestor ajoute qu'il manque « *l'eau potable, la lumière, les égouts. Vivre à la campagne ne signifie pas que tu dois rester sans égouttage. Si, tu dois l'avoir. La récolte des ordures, il n'y en a pas. Donc, il manque les services basiques.* » (Nestor, 28/06/17). Étonnamment, seulement cet entretien a cité les sanitaires ou les ordures. Pour se laver, il existe des bidons, raccordés à des systèmes de récupération de l'eau de pluie ou c'est dans la rivière. Par rapport aux ordures, dans les communautés visitées, les déchets étaient soit brûlés dans le four de la cuisine, soit jetés dans le ruisseau. L'eau usée arrivait également directement jusqu'au ruisseau. N'ayant pas creusé le sujet sur place, je ne tirerai pas de conclusion là-dessus mais il m'a semblé que c'était par manque de connaissance et de sensibilisation. Par rapport à l'eau courante absente ou la lumière qui fait parfois défaut, seulement Nestor en a parlé également alors que c'est un fait réel dans la plupart des communautés. Ce sont peut-être des choses tellement habituelles et courantes que peu de gens s'en plaignent. Deuxièmement, Nicole ajoute qu'il « *manque des ressources pour le centre médical.* » (Nicole, 29/04/17).

En dernier point, mais il sera plus approfondi plus loin dans ce travail, mentionnons l'éducation qui a été régulièrement citée comme un manquement à la campagne. Quand les écoles ferment pour manque d'étudiants, il faut alors aller dans le village voisin. Sonia ne souhaite donc pas retourner à Pisloy pour le moment car son fils entre en primaire et « *il n'y a pas d'école pour mon fils là-bas, ou le collège. Et c'est plus difficile, avec la distance. C'est une question de distance et de la qualité de la route. Quand j'étais petite, je marchais une heure pour aller jusqu'à la route. Je me levais à l'aube, à quatre heures du matin, pour me rendre à l'école et je revenais tard. Je ne voulais pas ça pour mon fils.* » (Sonia, 30/04/17). Nous pouvons donc voir qu'il y a une relation entre l'accès aux communautés et l'éducation. « *En ville, il y a la possibilité d'étudier. C'est plus facile qu'ici. Ici, on doit attendre la voiture et partir très tôt.* » (Celena, 25/04/17).

En résumé, Nestor nous explique que « *les jeunes n'aiment pas la campagne pour les conditions qu'ils n'ont pas. Pas de bonne route, pas de bon signal, les conditions de travail sont pesantes. Ils préfèrent aller à la ville, pour chercher d'autres types de travail.* » (28/06/17).

4.1.4 Conclusion

En guise de conclusion, nous pouvons dire que les habitants sont conscients et critiques des aspects à améliorer de leur communauté. Mais si nous retirons la partie sur l'offre de travail, le discours général est positif. « *Il y a beaucoup de choses qui restent sans commentaire. Il n'y a pas spécialement que des aspects négatifs. Sans dire qu'il n'y en a pas, il y a plus d'aspects positifs que négatifs.* » (Alfredo, 29/06/17). Nous terminerons donc sur les mots de Hugo qui explique bien les deux versions du discours : « *Nous sommes bien ici, c'est l'unique chose.* » (Hugo, 24/04/17).

4.2 Ce qu'ils veulent de la vie

Après avoir exploré leur vision de la campagne, et avant de réfléchir à leurs raisons de départ vers la ville, penchons-nous sur les rêves et les espoirs de ces jeunes par rapport à ce qui les attend. Que veulent-ils donc de la vie ? Qu'est-ce qui est important pour eux ?

4.2.1 Étudier et trouver un travail

Ce qui ressort des entretiens, par rapport à ce qu'ils veulent faire plus tard, leurs rêves, ce qui est important pour eux dans la vie, tourne principalement autour de deux choses. Tout d'abord, les études : « *Ce qui est important dans la vie ? Étudier* (Celena, 25/04/17) ; [...] *Avoir un diplôme* (Nicole, 29/06/17) ; *Après avoir terminé le collège, je voudrais entrer à l'université* (Fabian, 25/04/17) ; *J'aimerais être policière. Pour l'instant, j'étudie au collège ici, à Casas Viejas. Mais après, il faut que j'aille à l'université* (Guilda, 21/04/17) ; *Je veux continuer d'étudier. Dans deux ans, je ne serai plus à l'université. J'aimerais continuer* (Adrian, 26/06/17) ». Ensuite, le travail : « [*Ce qui est important, c'est*] *trouver un travail* (Nicole, 29/06/17) ; *Travailler après avoir fini d'étudier. Ça, c'est important* (William, 21/04/17) ; [...] *étudier pour avoir une profession* (Jeferson, 21/04/17) ; *J'aimerais avoir un bon travail, des bonnes études* (Bryan, 25/04/17) ».

De plus, terminer des études déjà entamées, mais qui ont dû être interrompues, est un objectif qui ressort dans quelques entretiens. « *Je voudrais retourner étudier, quelque chose pendant un an ou deux que j'aime bien. Pour ne pas rester seulement à la maison. J'aimerais faire d'autres choses.* » (Sonia, 30/04/17). Pour Nicole aussi ; elle n'a pas pu terminer ses primaires et travaille depuis ses quinze ans mais aimerait bien reprendre les cours. « *J'aime enseigner. J'enseigne à mes frères quand ils ne comprennent pas. J'aimerais donc terminer le collège pour pouvoir travailler là-dedans. C'est possible de reprendre le collège, et tu termines en deux ans, ici-même, à Jipijapa.* » (Nicole, 30/06/17).

A la question de savoir ce qu'est pour eux de bonnes études, ceux-ci restent très vague. Des bonnes études seraient des études qui amènent à un bon travail. Un bon travail par contre serait un travail qui leur permettrait d'aller de l'avant, expression dont nous allons parler plus loin. Celena nous explique aussi qu'un bon travail, c'est « *un travail qui te permet de ne pas vivre avec tes parents.* » (Cassandra, 21/04/17). Patricio, qui s'est ajouté à l'entretien par après, nous fait cependant cette tirade, plus à l'intention des jeunes présents qu'à l'enregistreur : « *Un bon travail, c'est un travail qui te permet de survivre, rien de plus. Ça, c'est un bon travail.* » (Patricio, 25/04/17).

De plus, dans les éléments importants de la vie, la famille a souvent été citée ; le fait d'en avoir une ou de l'aider. Il est donc important d'avoir un travail pour aider ses proches. « *Dans la vie, il faut un bon travail, un bon travail pour appuyer la famille* (Thomas, 21/04/17) ; *Ici, il n'y a pas beaucoup de travail, ou pas avec un assez bon salaire pour aider sa famille. Avec un bon diplôme, un bon travail, on a des ressources pour aider sa famille* (Eduardo, 21/04/17) ».

4.2.2 *Salir adelante – Aller de l'avant*

Il a été remarqué à la suite des entretiens que la notion de *salir adelante*, que nous pouvons traduire comme « aller de l'avant », a été régulièrement utilisé pour parler du futur. Les jeunes veulent aller de l'avant, expression entrecroisée avec leur souhait d'une meilleure vie ou le besoin de se développer. Tous ces mots se recoupent dans leur discours.

Il y a tout d'abord le désir de dépasser les conditions de vie de leurs parents. « *Je veux arriver à un futur meilleur que celui de mes parents, que, eux, n'ont pas atteint* (Mareza, 21/04/17) ; *Je ne veux pas être paysan. Je veux être plus avancé que mes parents. C'est pourquoi je me prépare à ça. Je ne veux pas être comme eux* (Celena, 25/04/17) ». Les parents semblent d'ailleurs appuyer ce point de vue. « *Je pense que mes parents pensent ça aussi. C'est pourquoi ils veulent que j'étudie.* » (Ibid.) Ce père de famille nous le dit également : « *C'est quoi une vie meilleure ? C'est une vie qui n'est pas comme celle dans laquelle je suis né. La situation de mes parents n'ont pas fait en sorte qu'on puisse étudier. Nous travaillons la terre et c'est tout. Et j'aimerais que mes enfants arrêtent avec cette idée de la vie.* » (Thomas, 21/04/17).

On retrouve ainsi l'importance des études et de trouver un bel emploi dans cette recherche d'une meilleure vie, de meilleures conditions. « *Il n'y a pas assez d'opportunité ici pour travailler. Il y a seulement le travail d'agriculteur. C'est pourquoi je veux un diplôme : pour travailler ailleurs et être plus avancée.* (Celena, 25/04/17) ; *Les jeunes veulent un vrai diplôme. C'est pour avoir un bon travail ensuite, et une meilleure qualité de vie* (Casandra, 21/04/17) ; *Il faut étudier pour aller de l'avant, pour avoir un meilleur travail. Un meilleur travail qu'agriculteur* (Eduardo, 21/04/17) ; *Une meilleure vie, c'est avoir un bon travail, pour aller de l'avant* (Ana, 28/06/17) ».

En outre, il y a aussi la vision que les jeunes veulent plus d'indépendance et vivre par eux-mêmes. « *Les jeunes, quand ils commencent à avoir 15-16-17 ans, ils ont l'opportunité d'être indépendant. Mais la grande majorité vit encore sous le toit de leurs parents, ils mangent avec eux, etc. Mais il y en a qui disent : "Non, bon, à la ville, je pourrais vivre de ceci. Je pourrais travailler dans la construction ou dans un commerce. Et je pourrais me payer autant de choses". C'est attractif.* » (Franklin, 1/06/17). Certains interviewés, qui sont partis de leur communauté, sont, en effet, allés de l'avant en cherchant de la nouveauté, des défis ou l'indépendance. « *Je suis parti du collège et on m'a dit "Tu veux travailler ?" J'ai dit oui, car je voulais sortir, pour moi. Je voulais faire des nouvelles choses. Et je suis partie* (Sonia, 30/04/17) ; *Je voulais me développer plus, étudier plus, connaître plus de trucs* (Franklin, 1/06/17) ».

4.2.3 *Autres raisons*

Il y a aussi dans les entretiens une recherche plus matérielle. « *Je veux quelque chose à moi, comme une maison, un terrain, où je peux semer quelque chose* (William, 21/04/17) ; *Bien vivre c'est, selon moi, avoir sa propre maison, ses propres choses, savoir où je peux aller, avoir un terrain pour récolter* (Nicole, 29/06/17) ». Dernièrement, mentionnons ces deux autres désirs récoltés durant les entretiens, intéressants

également. « *J'aimerais travailler comme agriculteur* (William, 21/04/17) ; *Ce que j'aimerais, c'est vivre dans un lieu comme ici, tranquille* (Adrian, 26/06/17) ».

4.2.4 Ce que les parents veulent pour les enfants

Nous pouvons retrouver quelques-uns des mêmes souhaits, de la part des parents pour leurs enfants. « [...] *Qu'ils aient un meilleur futur, une meilleure éducation et une amélioration de leur situation économique* (Thomas, 21/04/17) ; *Qu'il étudie et aille de l'avant. Parce que maintenant, sans étude, on est rien* (Ana, 28/06/17) ». Enfin, Mariana, après s'être réjouie que tous ses fils et filles soient encore avec elle, celle-ci ajoute qu'elle désire « *qu'ils ne partent pas [à la ville].* » (Mariana, 21/04/17).

4.2.5 Les obstacles à leurs désirs

Quand ils réfléchissent à la faisabilité de leurs souhaits, ceux-ci répondent vaguement et renvoient aux possibilités et/ou aux opportunités qui s'offriront à eux. D'autres obstacles sont évoqués, comme la famille : « *On verra comment ça se passe. Mon mari a déjà fini ses études et n'appuie pas ce souhait [d'étudier].* » (Sonia, 30/04/17) ; L'argent : « *Possible ? J'espère que si, oui. S'il y a la possibilité. Mais il faut les ressources.* » (Nicole, 30/06/17) ; Ou l'administration : « *J'aimerais continuer les cours et les choses sont en train de suivre pour aller à l'université. Mais je dois encore attendre car ils ne me donnent pas de place à l'université. J'attends depuis 3 ans.* » (Celena, 25/04/17).

Plus particulièrement, les obstacles à l'éducation sont par contre évoqués. Premièrement, les communautés ne sont pas égales face à l'offre éducative. En effet, certaines sont équipées d'une école primaire, d'autres jusqu'au collège mais certaines aussi n'ont rien. Cela est dû au nombre d'élèves dans le village. « *Dans mon village, il n'y plus d'école. Car les jeunes sont partis et il n'y a pas assez d'étudiants. Donc la municipalité a arrêté l'école. C'est plus facile pour eux que les jeunes aillent dans une autre communauté ou à la ville, que payer un prof pour dix ou quinze étudiants. C'est quelque chose de logique pour eux. Le peu qu'il y a d'étudiants dans ma communauté, ils étudient dans les écoles aux alentours. Par exemple Chade ou Jipijapa.* » (Nestor, 28/06/17).

Par conséquent, des étudiants ne peuvent pas terminer leurs études. « *Mais il n'y a pas de collège ici. Il faut aller à Paján pour suivre le reste des cours. Comme c'est loin, je n'ai pas été. Mes amies, eux oui, certaines vont jusque Paján* (Briala, 24/04/17) ; *Moi je suis allé jusqu'à l'école primaire. Il y en a une dans mon village, mais pas de collège. Le collège est à Jipijapa et il n'y avait pas de ressources pour que j'étudie là-bas* (Nicole, 29/06/17). » Le problème est donc l'argent familial disponible pour l'éducation. Les trajets aller-retour peuvent creuser un trou non négligeable dans le budget. « *Il n'y avait pas les ressources pour moi et mon frère pour payer le trajet au collège tous les jours, parce qu'on habitait loin* (Sonia, 30/04/17) ; *Oui, il y a la possibilité d'étudier. Mais c'est difficile car il y a des voitures que jusque dix-huit heures pour revenir de Jipijapa.. Et c'est cher, trois ou quatre dollars. Et tous les jours ? Ce n'est pas possible* (Ana, 28/06/17) ».

Toutefois, même dans une communauté pourvue d'un collège, certains ne peuvent continuer les cours. Par exemple, Jeferson habite à Casas Viejas mais ne va au collège de son village. « *J'ai terminé les primaires mais je ne vais pas au collège. Je travaille. Ma mère m'a dit que nous n'avons pas assez de ressources pour que je continue* » (Jeferson, 21/04/17). Plus que les distances, aller à l'école retire aussi de la maison une personne capable de travailler. Ainsi, comme ce père de famille explique : « *Ils ont tous l'envie [d'étudier], ils se bougent pour les études. Mais ça coûte cher donc certains ne peuvent pas y aller. Eux ont envie, oui, mais les ressources ne suffisent pas.* » (Thomas, 21/04/17).

Des choix sont alors réalisés au sein des familles. Certains seront poussés à aller travailler pour payer les études des autres. « *Si ma sœur s'en va étudier, je ne sais pas si je pourrais continuer à étudier un jour* » (Jeferson, 21/04/17). Il n'est pas rare de remarquer que les enfants, qui étudient pour le moment, sont les derniers de la famille. Les aînés sont déjà partis travailler sans avoir terminé leur cursus. Ce sacrifice ou cette aide à la famille sera mentionné plus loin dans ce travail.

Il y a cependant un accord sur le fait que l'offre publique pour l'éducation s'est améliorée. « *A Chade c'est un collège public, donc gratuit. L'éducation là-bas s'est pas mal améliorée. C'est un meilleur niveau de qualité maintenant.* » (Sonia, 30/04/17). Sonia auparavant était dans un collège particulier de la UPOCAM à Jipijapa ; deux jours par semaine, le samedi et le dimanche. C'était une initiative de l'organisation paysanne pour pouvoir permettre aux jeunes d'étudier malgré les coûts des distances à parcourir et qu'ils puissent aider à la ferme pendant la semaine. Grâce à l'éducation qui s'est améliorée dans les collèges publics, et grâce aussi à un déménagement financé par sa migration que nous verrons plus loin, sa sœur a pu se rendre à Chade pour suivre le collège. De plus, l'éducation s'est démocratisée. « *Quand mes frères devaient étudier, l'éducation n'était pas comme maintenant, c'était payant. C'est pourquoi les collèges étaient chers. Et maintenant, l'éducation est meilleure. Beaucoup de choses ont changé. Il y a certaines vision de la part des collèges, il y a une vision de l'État.* » (Adrian, 26/06/17). Par conséquent, il semblerait que moins de personnes ne terminent plus leur cursus. « *Maintenant, tout le monde part étudier, au moins jusqu'au collège. Presque tout le monde le fait. Il y en a certains non, mais la majorité si. L'éducation publique est mieux agencée, ordonnée* » (Ibid.).

Les études universitaires également se sont démocratisées. Nestor, grâce à une bourse, est parti étudier au Venezuela. « *Pourquoi pas ici ? Le niveau universitaire public à ce moment-là n'était pas bon. Il fallait payer sinon. C'est pourquoi je n'ai pas étudié ici, ça allait être très cher. C'était mieux de partir là-bas avec une bourse qui me payait tout. C'était mieux pour moi.* » (Nestor, 28/06/17). Pour son frère cadet par contre, celui-ci s'est rendu à l'université de Jipijapa. « *Pour le cas d'Edwin, les études ici ont changé. Il y a des meilleures universités, des meilleurs professeurs. Avec le gouvernement de Correa, l'éducation est devenue gratuite et les études se sont améliorées. Mon frère a pu donc étudier ici.* » (Ibid.).

4.2.6 Conclusion

Nous pouvons donc voir que les études et un bon emploi semblent importants dans la vie d'un jeune de la campagne. Il s'agit de leur solution pour sortir d'une situation qu'ils ne veulent plus. « *Une vie meilleure, c'est sortir de la campagne, chercher une meilleure qualité de vie, en dehors de Casas Viejas.* » (Mareza, 21/04/17). Cette dernière phrase fait le lien avec la section suivante où nous nous pencherons sur l'exode rural des jeunes.

4.3 Pourquoi partent-ils ?

Après avoir vu ce que pensaient les interrogés sur leur cadre de vie et ce qu'ils voulaient de la vie, nous pouvons maintenant nous pencher sur les raisons des départs des jeunes vers la ville. Les sujets racontent ici, soit leur propre histoire, soit celle de leurs enfants et connaissances, soit simplement des raisons selon leur propre vision. Les trois cas paraissaient intéressants à investiguer.

4.3.1 Le manque d'opportunité

4.3.1.1 Au niveau de l'emploi

Premièrement, la raison principale de la migration des jeunes, selon les interrogés, est la recherche d'un travail qu'il serait impossible à trouver dans la campagne ou à Jipijapa. « *Les gens qui partent, principalement, ils partent pour le travail, parce qu'ici il n'y en a pas* (Adrian, 26/06/17) ; *Ils sont partis pour motif de travail, parce qu'il n'y en avait pas dans la communauté. Toute la jeunesse a migré. Rares sont ceux qui sont restés, à cause du manque de travail* (Mariana, 21/04/17) ; *Ils ne reviennent pas à la campagne parce qu'ils rencontrent un travail là-bas* (Alfredo, 29/06/17) ; *Quand j'avais 18 ans, ils sont partis. Pour le travail. A la campagne, ils n'avaient pas de quoi de travailler. Ma sœur et mes frères ont donc opté pour sortir de la communauté, de la maison. Ils sont partis vivre à la ville, à Guayaquil.* (Nestor, 28/06/17) ; *Ils sont partis pour travailler, personne n'est resté. Ici, il n'y a pas de travail, non il n'y en a pas. Donc qui va revenir ici ?* (Hugo, 24/04/17). » Rappelons-nous que les entretiens ont montré que l'aspect négatif le plus important de la campagne est cette absence de travail.

Cette migration pour trouver du travail est souvent un choix pris en dernier recours ou pris de mauvais cœur. « *Si les conditions ne se maintiennent pas, je migrerai vers la ville. Je devrai bouger même si je ne veux pas. Si cela ne s'améliore pas, oui, je devrai migrer* (Nestor, 28/06/17) ; *Peut-être qu'on partira pour le travail. Mais pas spécialement. Et si oui, seulement un moment et on reviendra ici après. Je me sens bien, ça sera difficile de partir. Car ici, c'est nos terres et on est habitué. Mais il n'y a pas de travail et pour survivre, il faut chercher là où il y en a* (Guilda, 21/04/17) ; *Tu ne vas pas à Guayaquil avec l'idée de rencontrer un travail que tu aimes mais celui que tu trouves* (Sonia, 30/04/17). » Mais ce n'est pas vraiment un choix non plus mais plutôt une nécessité. « *La migration, je le lie à la nécessité. Par exemple, si un*

adolescent s'en va à seize ans, c'est pour une question de nécessité. Pour travailler. Pour chercher une meilleure qualité de vie mais j'imagine que c'est pour aider ceux qui sont restés, ses parents. Eux, c'est des personnes qui ont vécu ici, et qui ne pensent pas partir d'ici (Sonia, 30/04/17) ; C'est ma responsabilité pour mes enfants, pour qu'ils aillent étudier (Thomas, 21/04/17). »

Pour certains cependant, il est possible de trouver une source de revenus à la campagne. « Il y a l'agriculture, l'élevage » (Adrian, 26/06/17). Mais deux problèmes se posent alors. D'un côté, il semblerait que les jeunes ne désirent pas travailler dans ce secteur. « Il y a du travail mais que personne ne veut faire. Bien sûr, il y a du travail à Jipijapa, mais tu dois faire qu'une seule chose alors [=l'agriculture] » (Adrian, 26/06/17). De l'autre côté, les revenus ne seraient pas suffisants. « Je rectifie. Il y a du travail à la campagne, oui il y en a. Mais il ne génère pas assez, ce n'est pas suffisant pour survivre. [...] Le peu qu'on peut gagner à la campagne n'arrive pas à remplir le panier de base. [...] De plus, ici, c'est une zone cafetière, et le prix du café n'arrive pas à payer une journée à un employé. Cela n'atteint pas le minimum pour vivre. (Nestor, 28/06/17) ; Parce qu'il n'y a rien à faire à la campagne. Si, il y a quelque chose à faire mais je n'ai pas rencontré quelque chose de bien rémunéré (Edison, 30/04/17) ».

Il en ressort une vision de Jipijapa et de ces environs par ses habitants peu glorieuse. « On y vit simplement, avec seulement l'agriculture et la pêche de la rivière. » (Thomas, 21/04/17). Un endroit où il n'est pas possible « d'aller de l'avant » (Ana, 28/06/17). Nous avons déjà lu l'avis d'Edison qui considère sa ville de naissance comme en retard. Elle n'avance pas, pas comme les autres villes de la province. Il renchérit en disant : « Pour l'analyse, de pourquoi les gens partent d'ici, c'est pour la situation économique. C'est la triste réalité de la famille de Manabí et de Jipijapa. La situation économique t'oblige à partir, à migrer. [Pour ma part], il n'y avait pas la force économique des autres endroits. C'est l'aspect économique qui m'a poussé à partir. » (Edison, 30/04/17). Ce qu'il manquerait donc à Jipijapa, ce sont des opportunités car il n'y aurait pas moyen de construire quelque chose. « Plus que tout, il manque des opportunités. » (Adrian, 26/06/17). Adrian prend l'exemple de l'agriculteur qui doit vendre ses produits : « Si tu t'occupes de produire, après tu as besoin d'un marché pour vendre ton produit. Pour le moment, ça n'existe pas à Jipijapa. Ce n'est pas possible. Seulement samedi et dimanche mais c'est complexe. » (Ibid.). Edison est d'accord avec cela. « Il faut que Jipijapa se développe. [...] Se développer, c'est créer une économie qui se fait ici même. Par exemple, de ce que je connais de Jipijapa, il n'y a pas d'industrie. Ceux qui vivent ici ne travaillent pas ici mais en-dehors. Ils viennent dormir et les autres jours s'en vont travailler. Si tu te dis, je vais faire un commerce ou une entreprise ici à Jipijapa, mais de quoi ? S'il y a rien qui bouge ? »

4.3.1.2 Au niveau de l'éducation

Deuxièmement, une autre raison de migration souvent évoquée sont les études. Il existe différents cas de figure en fonction de la présence d'une école ou non dans la communauté, en cas de fermeture de celle-ci ou s'il y a l'opportunité d'aller, ou de continuer d'aller, à l'université. De plus, dans cette migration pour l'éducation, il existe la migration solitaire mais aussi familiale, où toute la famille change de maison.

Tout d'abord, il y a le cas d'une communauté avec un accès difficile pour se rendre au collège. A la fin de leurs primaires, les élèves ont parfois la chance de pouvoir continuer leurs études dans un collège de leur propre village ou un collège voisin qui n'est pas trop éloigné. Mais, dans certains cas, la communauté est trop isolée, et ceux-ci doivent arrêter les cours. Certaines familles, désirant que les enfants continuent les études, migrent alors. « *J'ai décidé de venir ici parce que ma dernière fille était partie de l'école [primaire] et elle devait aller au collège. Elle devait chercher la camionnette à cinq heures du matin pour Jipijapa. C'était un problème pour elle car, premièrement, c'est une fille. Deuxièmement, elle devait s'y rendre toute seule, ses frères étant partis.* » (Alfredo, 29/06/17). Dans le cas de cette famille, elle n'a pas dû migrer très loin. L'épouse avait des terres, toujours à Pisloy, mais plus près de la route pour Jipijapa. Mais cela a néanmoins été dur pour le père. « *Ici, c'est le terrain de ma femme. On a décidé de changer de site car ici on est plus près et elle peut partir à six heures du matin et revenir plus tôt. C'est pour cette nécessité que nous sommes partis de ces lieux où j'ai pu rester quatorze ans si heureux, jusqu'à maintenant. Ce n'était pas par nécessité très importante mais c'était pour chercher le confort, pour que les études soient plus faciles.* » (Ibid.).

Dans le cas de cette famille de San Francisco, ils ont également migré dans la ville voisine. « *Mais [mon fils] est parti étudier car il voulait. C'est pourquoi on est allé à Paján. Il a alors terminé toutes ses secondaires.* » (Hugo, 24/04/17). Nous pouvons voir ici que ce n'est pas toujours sur la décision du chef de famille que la famille migre. Dans le cas de la famille Sanchez aussi, ce sont les enfants qui ont poussé les parents à changer de maison. « *Quand on a décidé de partir de là-haut, ça été notre décision [des deux aînés]. Mon père ne voulait pas, il était là-bas depuis longtemps. Mais on a décidé de partir pour que les choses soient plus faciles. [...] Mon père ne voulait pas, mais nous on le voyait comme une obligation et on a donné de l'argent pour construire la nouvelle maison.* » (Sonia, 30/04/17). Sonia ne voulait que sa sœur vive la même situation qu'elle mais elle a trouvé également d'autres éléments pour convaincre ses parents. « *On devait monter jusqu'en haut [pour rentrer de l'école], c'était un peu loin. C'était aussi une nécessité : pour le travail de mon père, l'éducation de ma sœur et pour la proximité du transport.* » (Ibid.). Ils ont trouvé un terrain d'entente en déménageant dans une maison, toujours à la campagne, mais plus près de la route. « *[Il y avait] toujours l'idéal de rester là-bas, pas de partir de tout.* » (Ibid.).

Mais ce déménagement proche n'est pas possible partout. Franklin, par exemple, a quitté son village de la jungle pour Iquitos, une ville fort éloignée. Il n'y retourne d'ailleurs plus très souvent. « *La première raison pour laquelle je suis parti sont les études. Mon village était si petit, j'avais seulement l'opportunité d'aller jusqu'en secondaire. Et quand je suis parti, les deux dernières années de la secondaire se sont fermées. [...] On [la famille] a donc bougé pour étudier. On a une petite sœur aussi qui avait presque terminé le secondaire et qui devait continuer à étudier aussi. La principale raison de la migration, c'était que mes parents voulaient qu'on étudie.* »⁴ (Franklin, 1/06/17).

4 Franklin ne vient pas du canton de Jijijapa mais de la jungle péruvienne. Cependant, son histoire apportait un plus et ressemblait beaucoup à celles que j'ai pu écouter durant mon séjour à Jipijapa.

Ensuite, il existe la décision personnelle de migrer que les jeunes prennent à la fin du collège pour aller à l'université. « *Ils sont tous partis pour étudier comme ils sont sortis du collège* (Briala, 24/04/17) ; *Il s'en vont tous pour étudier et pour avoir un titre. Et ils vont ensuite chercher un travail ailleurs* (Ana, 28/06/17) ». Les jeunes encore au collège y pensent déjà. « *J'aimerais aller à la ville pour terminer mes études* » (Casandra, 21/04/17).

Cependant, la suite de cette migration ne se passe pas toujours de la manière espérée. « *Je suis parti les premières années étudier. Mais, par nécessité, j'ai dû travailler après. C'était trop compliqué de faire les deux, travailler et étudier. Trop compliqué quand tu dois veiller à ta famille, étudier et travailler* (Sonia, 30/04/17) ; *[Mon frère] a étudié après mais il n'a pas terminé non plus. Il lui manque un an. [Mes frères] devaient travailler pour avoir une source de revenus. C'est pourquoi ils ont arrêté. Et aussi parce qu'ils se sont mariés. Il fallait aider la famille* (Nestor, 28/06/17) ».

Il faut également mentionner que certains migrent sans avoir terminé leurs études. « *[Dans ma communauté], presque personne n'est parti pour les études. Ils ont seulement terminé le collège et ils sont restés comme ça. Deux personnes sont professionnels dans ma communauté, le reste n'a pas continué les études. Mes amis n'ont pas terminé le collège. Il y en a même un, que le primaire. Et ils ont commencé à travailler à la ville, plutôt qu'étudier* (Nestor, 28/06/17) ; *La majorité des jeunes s'en vont, parfois sans avoir terminé les études secondaires* (Alfredo, 29/06/17). »

Dernièrement, l'université elle-même pousserait à migrer. « *Je le pense comme ça. C'est un peu les carrières qu'offre l'université. Elles ne permettent pas de rester à la campagne. Par exemple, les différentes carrières proposées sont liées aux entreprises, à l'économie, à l'éducation, à la santé. C'est pousser directement les étudiants vers la ville, et pas tant que ça vers le milieu rural Et aussi, pour étudier tu dois aller en ville.* » (Adrian, 26/06/17).

4.3.1.3 Conclusion

En conclusion, l'expression qui revient extrêmement souvent dans le discours est « l'opportunité ». « *Je suis allé à Iquitos pour étudier et avoir une carrière, et là j'ai rencontré l'opportunité de travailler* (Franklin, 1/06/17) ; *C'est pourquoi beaucoup de gens vont travailler à la ville, c'est plus facile. Il y a plus d'opportunités* (Adrian, 26/06/17) ; *Je suis partie directement. Je n'ai pas essayé de chercher ici parce que j'ai eu l'opportunité de partir* (Sonia, 30/04/17) ; *C'était l'opportunité de me développer, de travailler* (Edison, 30/04/17) ; *Ils cherchent l'opportunité de trouver un meilleur travail, ou plutôt l'opportunité de trouver une meilleure rémunération économique* (Nestor, 28/06/17). » Nous pouvons voir que ce mot est utilisé à deux sens. Premièrement, il n'y aurait pas d'opportunité à la campagne, par rapport à la ville où il serait plus facile de *salir adelante*. Deuxièmement, certains sont partis grâce à une opportunité qui s'offrait à eux et qu'il fallait saisir.

4.3.2 Aider la famille

Nous avons déjà vu le cas de Sonia et de son frère qui sont partis travailler en ville pour, entre d'autres raisons, envoyer de l'argent à leurs parents. Ces derniers en avaient besoin pour construire leur nouvelle maison plus proche de la route. Les revenus de la migration ne sont donc pas utilisés entièrement à des fins personnelles. « *Avec le peu qu'ils gagnent, ils aident leur famille.* » (Alfredo, 29/06/17). Nicole a dû par exemple partir travailler à Jipijapa à quinze ans en tant qu'aide-ménagère pour que ses frères et sœurs puissent continuer d'aller à l'école. « *Je n'étudie pas pour le moment car j'ai mon travail ici et j'ai mes frères et sœurs qui étudient. Pour appuyer ma famille, je devais travailler. Pour que mes frères et sœurs puissent étudier à Jipijapa.* » (Nicole, 29/06/17). Elle-même a seulement terminé ses primaires alors que ses frères et sœurs sont maintenant au collège.

Cette décision est parfois prise personnellement. « *Depuis le début je voulais partir. Je voulais sortir, travailler, aider mes parents. Comme on était six frères et sœurs, il y avait beaucoup de nécessités. Adrian, Allan, Eberline étaient encore tout petits. Ce sont des choses qui te font sentir que tu as des obligations. Tu es grand, tu peux apporter quelque chose et appuyer ta famille. Tu peux envoyer de l'argent, les aider à acquérir des choses qui manquent. C'était un changement nécessaire. Je ne voulais pas que mes frères et sœurs passent par les mêmes nécessités que moi, surtout ma sœur. Adrian et Allan ont plus de facilité maintenant. Ils peuvent sortir et étudier. Ils ont plus d'opportunités que mon frère et moi avons eues.[...] Si tu as vécu dans une maison où il manquait parfois de nourriture etc. tu veux donner cela à tes parents. Tu te sens obligé à donner à tes parents ce qu'ils t'ont donné.* » (Sonia, 30/04/17).

Mais certains sont également obligés de suivre la décision familiale ; comme cette fille de seize ans, rencontrée sur le bateau pour se rendre à Iquitos. Elle quittait son village pour aller travailler en tant qu'aide-ménagère dans une ville à quatre jours de bateau de son village. Elle ne voulait pas partir mais ses parents lui ont dit qu'il fallait qu'elle les aide. Et cette sortie du village vers l'inconnu n'est pas facile quand ce n'est pas sous sa propre décision. Cette adolescente a souvent pleuré durant le voyage en bateau ; pareillement pour Nicole. « *J'ai pleuré parce que je quittais la maison. Quand je retournais chez moi, je ne voulais pas y aller. Je n'arrêtais pas de pleurer. Maintenant, j'ai pris l'habitude. Mais je ne voulais pas quitter mon village.* » (Nicole, 29/06/17).

4.3.3 Les causes environnementales

La migration environnementale est peu évoquée dans les entretiens, peut-être parce qu'elle ne touche pas spécialement les jeunes de la région. Mais les personnes plus âgées nous parlent alors du passé. Pour Alfredo, le phénomène d'exode rural actuel est plus important qu'auparavant. « *Il n'y avait pas ce problème-là. Il y avait de la migration pendulaire que je dis. Ils travaillaient un ou deux mois en dehors de la communauté, durant les mois de crise. Entre octobre et novembre et les mois de mars et avril. Les autres mois, il faut de la main d'œuvre ici pour semer, pour récolter. Durant ces quatre mois, il y avait de la*

*migration pendulaire. Ils partaient quinze jours, un mois. Puis ils revenaient dans la communauté. Donc, il n'y avait pas autant de migration que maintenant, et seulement durant ces mois-là. » (Alfredo, 29/06/17). Seulement durant les épisodes de grande sécheresse et les années de l'effet *el niño*, il y avait un taux de migration plus important. « Comme en 82 ou en 98, avec les sécheresses et l'effet *el nino*. Là, il y avait de la migration à cause de ces désastres naturels. » (Ibid.). A Casas Viejas, on se souvient aussi de ces années rudes pour l'agriculture. « Il y avait beaucoup de gens qui partaient. Parce qu'il n'y avait pas d'hiver et que les gens n'avaient pas de quoi semer. S'il y avait l'hiver, ils semaient. Mais sinon, ils ne produisaient rien. » (Mariana, 21/04/17).*

Mais, plus récemment, nous pouvons parler des inondations qu'il y a eu cette année à Pisloy de Abajo. Tous les habitants ont dû quitter leur village et vivre à Jipijapa. Les autorités craignaient encore des éboulements de terrain à la moindre pluie et avaient déclaré les terrains inappropriés pour vivre. Ceux qui avaient de la famille à Jipijapa ont trouvé refuge chez eux. Les plus riches ont loué des chambres d'auberge. Mais, pour les autres, ceux-ci ont dû vivre quelques temps dans une école. Les cours reprenant quelques semaines plus tard, il fallait trouver une autre solution. Deux mois après l'épisode, seulement quelques personnes étaient rentrées chez elles. Les autres vivaient toujours en ville, dans les auberges ou chez des connaissances. Les autorités pensaient les déloger de leur village et interdire l'accès à Pisloy, désormais trop dangereux. Mais se posait alors toute la question de la relocalisation. Il fallait trouver des terrains à toute cette population. Le problème était loin d'être résolu à mon départ et les habitants que je connaissais étaient opposés à ce projet.

Dans notre cas, nous pouvons nous demander qui va réellement revenir à la campagne après cet épisode. Les élèves ont perdu leur école, il n'y a plus de maison communale, les récoltes ont été perdues et les terrains ont été complètement ravagés. Après avoir vécu aussi longtemps en ville et en s'habituant à la vie là-bas, la question des retours des familles à Pisloy était réellement posée. Les familles avec des enfants ayant l'âge d'aller à l'école ou au collège, les jeunes qui ont peut-être trouvé un travail là-bas allaient-ils revenir ou rester à Jipijapa pour question de facilité ?

Nous pouvons aussi prendre pour exemple cette famille de paysans qui ont vu leur maison déclarée insalubre après le tremblement de 2016. Un an après, ils vivaient toujours à Jipijapa. Les fils revenaient régulièrement à la ferme pour s'occuper des animaux et faire le tour de la maison. Mais la famille n'avait pas l'air de vouloir revenir, ou avoir les moyens de revenir, dans leur campagne.

4.3.4 Les obstacles à la migration

Parlons maintenant des personnes qui sont restées dans leur communauté, que ce soit par choix ou par nécessité. Il existe des obstacles à la migration, le principal étant l'argent. Le mariage est également souvent évoqué. « A un moment je pourrai peut-être partir à la ville. Mais pour l'instant, je suis ici. Il faut de l'argent pour partir (Eduardo, 21/04/17) ; Je ne suis pas parti, car je n'avais pas d'argent. [...] Et puis je me

suis marié ici même. Mais je ne serais pas ici si j'avais trouvé quelqu'un à la ville (Patricio, 25/04/17) ; La moitié [de mes connaissances] est partie et est restée en ville comme moi. L'autre moitié est restée ici. Mais ils sont restés parce qu'ils se sont mariés avec quelqu'un d'ici (Sonia, 30/04/17) ; A Casas Viejas, les jeunes se sont mariés entre eux. Cela signifie que les gens vont rester. Sinon, ils vont aller chercher ailleurs. Alors là ils s'en vont (Angel, 20/04/17) ». La migration pour les études est difficile également pour ceux qui ont moins de revenus. « Les obstacles, c'est que c'est loin. Il n'y a pas assez de ressources pour y aller. » (Cassandra, 21/04/17). Par rapport au mariage, celui-ci peut pousser à l'exode mais aussi peut faire revenir une personne. En effet, ou bien, « Ils ne reviennent pas à la campagne [...] parce qu'ils se marient dans un autre endroit. » (Alfredo, 29/06/17) ; Ils travaillent un mois puis ils reviennent. C'est plus compliqué quand ils se marient et que la femme veut rester à la ville. Là, ils ne viennent plus à la campagne (Patricio, 25/04/17) ; Ou bien, « J'ai étudié seulement les primaires et puis je suis parti travailler à Guayaquil. Et puis, je me suis marié et je suis revenue ici. » (Ana, 28/06/17).

Il existe également le cas du retour après la migration. « Parce qu'ils n'ont pas trouvé l'opportunité là-bas, ils sont partis et sont revenus. J'imagine qu'ils n'ont pas trouvé un travail. Si tu pars et que tu ne trouves pas, le plus logique est de revenir. Pour beaucoup, ils n'ont pas atteint les espérances qu'ils avaient, pour certains oui » (Sonia, 30/04/17). C'est aussi le cas de Hugo. « J'ai essayé à Paján. Mais je n'ai rien trouvé donc je suis revenu. Je suis trop vieux, il y a plus de travail pour moi. » (Hugo, 24/04/17).

4.4 Ce qu'ils disent de la migration

Les habitants du canton de Jipijapa sont conscients de l'exode rural de leurs jeunes. « Beaucoup de personnes partent à Guayas travailler, étudier (Adrian, 26/06/17) ; Je vois ceux qui partent, ceux qui vont étudier (Hugo, 24/04/17) ; Ça se voit, même ici dans la famille (Edison, 30/04/17) ». Par rapport aux chiffres, il n'a pas été possible d'en trouver des précis sur l'exode rural de Jipijapa. Cependant, les habitants de certaines communautés ont une appréciation de l'ampleur du problème ; appréciation à prendre avec précaution évidemment. Ils ont aussi quelques idées des conséquences que cela peut avoir. Nous verrons d'ailleurs que certains réfléchissent vraiment au problème. Ensuite, les entretiens ont montré que la migration n'est pas toujours un aller simple mais parfois pensée comme un aller-retour. Enfin, nous chercherons rapidement les raisons qui les poussent à aller vers certaines villes et pas d'autres.

4.4.1 Leurs appréciations chiffrées

Pour avoir d'abord une idée de base, Hugo nous raconte que les « onze fils [de son frère], ils sont tous à Guayaquil ou à Quito. » (Hugo, 24/04/17). Pour Casas Viejas, Thomas, âgé de 33 ans parle de ses amis qui sont partis également. « Il y en a pas mal qui ont migré. Les amis de mon âge sont partis à Guayaquil, la moitié je dirais. Septante. » (Patricio, 25/04/17). Alfredo, quant à lui, nous montre la réalité de l'exode pour Pisloy. Il prend pour exemple son ancien lieu de vie, avant son déménagement plus près de la route. « Là-bas, on peut encore clairement noter qu'il y avait nonante familles auparavant. Cela fait trois

ans qu'on vit ici [dans sa nouvelle maison] et maintenant, il n'y a plus personne dans ce secteur. Des vingt-cinq personnes qui étaient restées là-bas quand nous sommes partis, il n'en reste aucune désormais. » (Alfredo, 29/06/17). Enfin, pour El Matal, *« Il y avait plus ou moins cinquante familles. Chaque famille a plus ou moins 5 personnes. Maintenant, il y a seulement dix familles. Quarante sont parties de la communauté. De quel âge sont ceux qui sont restés ? C'est des personnes vieilles de cinquante ans surtout. Les jeunes, de trente ans de là-bas, il en reste très peu. Autour de cinq ou six. Les autres ont tous migré. »* (Nestor, 28/06/17).

Il faut faire attention qu'il ne s'agit ici que d'appréciations qu'il ne faut pas prendre au mot. Cependant, la réalité ne doit pas en être très loin et, surtout, elles nous apprennent comment les habitants perçoivent l'exode rural qui se passe pour le moment chez eux. Malheureusement, ils parlent « d'auparavant » pour montrer la transition mais, avec les données récoltées, ce n'est pas possible de savoir à quelle époque ils se réfèrent.

4.4.2 Les conséquences

Moins nombreux, parlons tout d'abord des points positifs de la migration selon les premiers touchés. *« La migration est positive d'un côté, tu vas, tu grandis, tu te formes (Sonia, 30/04/17) ; Le chef de famille ne doit plus payer autant pour ses enfants. La migration diminue les coûts de la famille. Et il y a aussi l'envoi [par ceux qui partent] du peu d'argent qu'ils gagnent à ceux qui restent (Nestor, 28/06/17). »* Ces envois de fond ont été beaucoup étudiés dans les théories de la migration. Certains disent que la migration est un phénomène qui pourrait réduire la pauvreté et impulser le développement rural grâce justement à ces envois d'argent. Cependant, le lien n'est toujours pas très clair (Gray, 2009). Il est certain qu'ils peuvent être une aide non négligeable pour remonter la pente lors des aléas de la vie, lors des catastrophes naturelles ou lors de récoltes désastreuses (McKenzie, 2007). Cependant, Rebaï (2009) et Gray (2009) ne concluent pas sur la migration et de ses envois de fond comme solution pour lancer le développement rural. Il y a, certes, une rentrée d'argent supplémentaire qu'il est possible d'investir, mais le manque de main d'œuvre, dû à l'exode, peut faire périliter le projet. De plus, l'investissement se fait rarement dans l'agriculture mais plutôt dans le lancement d'un petit commerce ou d'un bus pour le transport. Le problème qui se pose alors est le manque de réel marché pour développer ces activités (*Ibid.*).

Un point à souligner par rapport à ces envois de fond des migrants est que cette thématique a été peu développée dans les entretiens, à la différence des textes scientifiques qui en font un thème de prédilection. Cette absence de cette thématique dans les histoires de mes interviewés peut trouver sa raison dans les questions posées qui n'ont pas creusé le sujet. Mais peut-être également car c'est une pratique moins courante dans le cas de la migration interne. En effet, les écrits qui explorent cette thématique parle principalement de la migration internationale. Cette dernière étant beaucoup plus coûteuse, la famille doit cotiser pour envoyer quelqu'un. Dans le cas de la migration interne, des jeunes partent parfois sans aucune aide familiale et ne se sont, par ce fait, pas autant attachés à aider financièrement leur famille.

Du côté des points négatifs de l'exode rural, nous avons Angel qui parle des problèmes de drogues et de prostitution pour les jeunes non préparés qui vont en ville. « *La jeunesse n'est pas préparée pour la ville. Elle est préparée pour la campagne, faite pour la campagne. En ville, il faut premièrement avoir la vision du travail. S'il n'y a pas la vision du travail, il tombe dans les vols ou la prostitution. Ce sont deux choses, la femme va se prostituer et l'homme va voler. Donc, cela fait que la jeunesse va vers la prostitution, la délinquance. Je peux le voir.* » (Angel, 20/04/17). Franklin appuie également cette idée : « *Il y a beaucoup de jeunes qui, pour mauvais amis, commencent à prendre des drogues. [...] Ils ont l'impression que seulement ce moment, c'est la vie.* » (Franklin, 1/06/17). Un jeune, rencontré dans la camionnette pour quitter Jipijapa, nous explique aussi qu'il est tombé dans la drogue en partant à Guayaquil. N'ayant pas trouvé de travail, il s'y est réfugié et a même volé pour acheter sa dose. Pour le moment, il est revenu dans son village natal et il aide ses parents dans les champs. Il compte, avant de repartir pour Puerto Cayo, reprendre un bon départ ici et s'occuper de son enfant (Journal de terrain, 30/04/2017).

Il y a ensuite la problématique des communautés qui se vident. « *Mais d'un autre côté, c'est abandonner ton pays. Certains ne reviennent pas près de leurs parents et restent là-bas. Et la communauté est alors complètement vide* (Sonia, 30/04/17) ; *La campagne restera seule. La maison, la ferme se perdent alors* (Patricio, 25/04/17) ; *Cette zone restera alors sans habitant* (Adrian, 26/06/17). »

Ce vide causé par l'exode rural engendre, en outre, la diminution des moyens octroyés à la communauté. « *L'apport du gouvernement central est par tête, pour chaque citoyen de la zone. L'argent va au conseil du canton ou de la région. Et de là, l'argent va vers les communautés* (Alfredo, 29/06/17) ; *Quand tu vas demander à une institution, à la municipalité par exemple, quelque chose, ils te demandent combien de personnes il y a dans ta communauté. Tu dis cinquante la première année, puis trente l'année suivante. Les ressources diminuent donc provenant de la part des institutions. Il y a donc de moins en moins de ressources pour la communauté* (Nestor, 28/06/17). Les infrastructures se perdent également comme les écoles ou les postes de secours, par manque de monde. « *On perd alors le poste de secours, les écoles, les collèges se ferment. Donc, les familles qui restent se voient obligées d'envoyer leurs enfants à la maison de la tante etc. à la ville ou dans un autre village.* » (Franklin, 1/06/17). Se crée alors un cercle vicieux. *Les ressources qui pourraient arriver à la campagne diminuent parce qu'il y a moins de gens [...] Mais comme les ressources diminuent, le nombre d'habitants diminue aussi. Mais le territoire de la communauté ne diminue pas, donc il ne faudrait pas diminuer les ressources. Il n'y a donc toujours pas de bonnes routes. Les jeunes ne restent pas et migrent. Ils font des enfants et, comme les conditions ne changent pas, ceux-ci restent en ville. Donc, il y a de nouveau moins de ressources pour la communauté. Donc moins de route, moins de services basiques, des conditions de vie médiocre. Tu migres aussi. C'est un cycle, jusqu'à ce que la communauté reste sans habitant, sans ressource de la part des institutions.* » (Nestor, 28/06/17).

Le même phénomène cyclique se passe par rapport aux écoles. Celles-ci ferment par manque d'élèves mais, pour ceux qui restent, c'est une raison de plus pour partir. Ces fermetures d'écoles n'arrangent donc pas les choses et accentuent même le phénomène d'exode. « *C'est plus facile et moins coûteux de vivre*

en ville que de faire les trajets tous les jours. » (Ibid.).

Ceux qui restent alors dans la communauté sont les personnes les plus âgées. « *La communauté s'est convertie en une communauté de vieux, où les habitants sont des adultes plus âgés (Alfredo, 29/06/17) ; Le futur de ma communauté ? Comme une main d'œuvre très avancée, vieille. Les personnes qui restent sont vieilles comme les jeunes sont partis. Des dix familles qui restent, ça va aller en diminuant. Mes amis partent aussi. Il reste les personnes adultes ou les quatre-vingt, nonante ans. Je le vois comme une diminution. J'espère que je vais me tromper. Mais plus tard, la communauté va rester avec très peu de familles (Nestor, 28/06/17) ».* D'un côté, cela signifie qu'en cas de réclamation, la demande est moins forte. Il est plus difficile de lutter. « *Maintenant, les personnes sont vieilles dans les communautés et nous n'allons plus manifester, ni réclamer. Le voisin ne peut plus marcher ; l'autre madame en haut, le mari travaille ailleurs. Il n'y a personne pour réclamer que les travaux se fassent. C'est un grave problème. » (Alfredo, 29/06/17).* D'un autre côté, cette absence de jeunesse veut dire aussi qu'il y a moins de force laborieuse. « *Il y a moins de main d'œuvre pour travailler à la campagne. Il faut que revienne cette main d'œuvre et que le peu de jeunes qui restent ne migrent pas (Nestor, 28/06/17) ; C'est une autre préoccupation que j'ai en tant que dirigeant et habitant de la communauté. Notre force laborieuse s'en va ailleurs et reste ailleurs. Notre force pensive, notre potentiel mental et étudiant aussi. C'est un danger pour la communauté (Alfredo, 29/06/17).* »

Il semblerait qu'Alfredo a déjà réfléchi à ce problème et parle alors de « dépaysonisation ». « *On commence à laisser la campagne sans paysan. Le paysan s'est converti en main d'œuvre bon marché à la ville. Je crois que le système a créé ceci. C'est une réflexion et je ne sais pas si c'est vrai mais : Quand, à la campagne, il ne reste pas de paysan, des grandes terres avec des grands propriétaires vont apparaître ensuite. Et ceux-ci vont acheter nos propres terres. Et le paysan, qui est à la ville, va devoir travailler à la campagne de nouveau. Et il va revenir comme main d'œuvre seulement, rien de plus. Je dis que c'est une intention du système, une intention planifiée. Premièrement, dégager les gens ; pour qu'ils reviennent de la ville comme main d'œuvre bon marché ; qu'ils perdent leurs terrains et qu'ils reviennent comme main d'œuvre et rien de plus. Et tu n'as pas d'autres choix. » (Alfredo, 29/06/17).*

Par rapport au terrain, celui-ci peut rester dans les mains de la famille. « *Il y a toujours le respect. Les plus vieux restent dans cette ferme jusqu'à ce qu'ils meurent. Avant, les enfants ne vendent pas la ferme. Et puis la ferme reste là, même inutilisée. Cinq pour cent, je pense, des gens qui sont partis vendent leur ferme. Le reste la maintienne. » (Nestor, 28/06/17).* Nous avons vu ci-dessus que peu de fermes sont vendues car les propriétaires y revenaient pour se détresser. Selon les observations de terrain, il est vrai que beaucoup de maisons étaient inoccupées mais, durant les jours fériés, celles-ci se repeuplaient alors. Cependant, il ne faut pas oublier que celles-ci doivent parfois être vendues quand il n'y a pas de successeur ou d'intéressé. « *Dans ma ferme, il n'y a plus personne. Ils sont partis. Je devrai donc la vendre. S'ils sont là-bas [à Guayaquil], ils ne reviendront pas. » (Hugo, 24/04/17).*

En outre, il y a aussi la partie émotionnelle. « *La famille est triste parce que s'en va les fils et filles ou les frères et sœurs* (Nestor, 28/06/17) ; *Il y a eu la tristesse. J'étais l'aînée. Mes frères et sœur m'ont toujours vue comme, non pas l'autorité, mais quand je dis quelque chose, c'est comme si c'était la loi, la chose idéale. Ce fut très triste pour eux et pour moi* (Sonia, 30/04/17) ».

Nous avons vu également au début que l'exode rural et l'urbanisation pouvaient créer un phénomène d'acculturation. Dans notre cas, les personnes interrogées n'ont pas montré une honte de leur origine et de leur culture, ou la revendique même. « *On n'oublie jamais d'où on vient. Mais je n'ai rien oublié de ma vie ici, je ne me suis pas oublié. Je suis loin maintenant mais je n'ai rien oublié de ce que j'ai appris ici [...] Un jour peut-être, je reviendrai, pour être paysan, pour semer* (Edison, 30/04/17) ; *Tu ne t'oublies pas, tu sais d'où tu viens. Parce qu'il y a ta famille là-bas* (Sonia, 30/04/17) ». De plus, une des choses importantes pour cette jeune de Casas Viejas est sa « *culture. Grâce à elle, on a toujours notre identité. On s'identifie grâce à elle.* » (Guilda, 21/04/17). Cependant, d'autres sont bel et bien partis, comme les enfants de Hugo de San Francisco qui ne reviennent plus. D'autres voient le même phénomène. « *Ils sont partis. Ils oublient leur communauté car ils ont travaillé là-bas* (Eduardo, 21/04/17) ; *Ils ne viennent plus. Ils se sont mariés là-bas et ne viennent plus* (Patricio, 25/04/17) ».

Pour terminer, certains nous ont parlé aussi du changement de paysage à cause de la migration. Pisloy, par exemple, était couvert de cultures de café et ce n'est désormais plus le cas. La forêt aurait donc repris sa place avec le départ des habitants. Des textes scientifiques montrent que l'abandon des terres peut amener à une reforestation. Cependant, cette théorie a été rediscutée ensuite et le lien n'est plus clair (Gray, 2009).

Le changement de paysage, c'est aussi les cultures de maïs qui ont pris le dessus sur d'autres cultures. La migration a donc également une conséquence sur les manières agricoles. La main d'œuvre s'en va premièrement, elle se féminise ensuite, et les pratiques changent en conclusion. Rebaï (2009) nous dit d'ailleurs pour les Andes équatoriennes : « *Sin duda, la migración constituye actualmente la dinámica más importante de los cambios en las prácticas campesinas andinas*⁵ » (p.22). Pour son cas, les superficies cultivées sont devenues plus petites et les espaces d'élevage ont augmenté. Les céréales ont maintenant plus d'importance que les tubercules et les parties les plus hautes retrouvent leurs arbres. Pour notre cas, nous ne sommes pas en mesure de dire précisément comment la production ou les cultures ont changé pour le canton de Jipijapa mais, selon les informations obtenues sur le terrain, elles ont bien été modifiées avec la migration.

4.4.3 Partir pour revenir

En parlant de l'exode rural, Adrian nous apporte également un aspect intéressant : le désir de partir mais pour revenir ensuite. « *Je voudrais bien partir pour découvrir, étudier ailleurs. Ça serait super. J'aimerais aller à l'orient. Mais pour revenir ici après. Quand tu vas étudier ailleurs, tu as une autre vision.*

⁵ Sans aucun doute, la migration constitue actuellement la dynamique la plus importante des changements dans les pratiques paysannes andines.

Tu peux comparer ce que tu connais ici avec ce qui se fait là-bas. Et faire une analyse de ce que tu peux faire pour améliorer ici. Etudier ailleurs donc, c'est pour comparer ce que tu fais avec ce que les gens ailleurs font, et améliorer ton chez toi. » (Adrian, 26/06/17). Adrian étudie le tourisme. C'est pourquoi il est intéressé d'aller dans la jungle, pour voir ce qu'il se fait là-bas. Casandra aussi est intéressée par cette matière et rejoint aussi l'idée de partir d'étudier pour aider sa communauté ensuite. *« Je veux travailler mais pour aider ma communauté. Donc étudier oui, mais revenir ici-même. Avec quelque chose qui peut aider. J'aimerais étudier ingénieur touristique parce qu'il y a une offre de tourisme communautaire ici. »* (Casandra, 21/04/17). Nous reparlerons de ce tourisme communautaire dans la section sur les pistes de solutions.

Plus largement, Adrian déplore donc le phénomène actuel où *« les gens vont faire des choses là-bas qu'ils pourraient faire ici. Ils vont même travailler l'agriculture, mais ailleurs, alors qu'ils pourraient le faire chez eux. Mais là-bas, c'est mieux payé donc ils s'en vont. Aussi, les jeunes s'en vont étudier. Tout s'en va ainsi que les opportunités. On abandonne toute cette zone de campagne. »* (Adrian, 26/06/17).

D'ailleurs, pour Alfredo, celui-ci recommande aux jeunes d'étudier. *« Je suis un convaincu que les personnes doivent se préparer et étudier, ce qui pourra aider les familles. Donc terminer l'école, le collège et, pourquoi pas, plus loin. Parce que cela ouvre des portes. »* (Alfredo, 29/06/17). Mais il ajoute qu'étudier ne veut pas dire s'en aller. *« J'ai toujours dit à mes enfants qu'ils ne doivent pas se préparer pour servir ailleurs, mais pour ce qu'il y a dans la communauté. Le capitalisme que nous vivons maintenant t'éduque pour que tu ailles servir en dehors de chez toi. Je ne le veux pas pour eux, donc je leur ai dit. Je converse aussi avec les gens de la communauté, que nous ne devons pas permettre à nos enfants qu'ils s'en aillent et qu'ils étudient simplement à servir. Étudier pour servir, oui, mais dans la communauté où ils vivent. Ce serait merveilleux si, de notre communauté, sortent des apprentissages et que les apprentis soient nos propres enfants et que nous pouvons les tenir près de nous. Et vivre en harmonie en famille, et en famille avec toutes celles de la communauté. C'est un défi qui doit mûrir. »* (Ibid.).

4.4.4 Pour aller où ?

La ville de Guayaquil a de nombreuses fois été citée comme destination de migration. Quito, Cuenca sont également des villes d'immigration mais il semblerait que ça soit moins le cas pour les habitants du canton de Jipijapa. *« Beaucoup vont à Guayaquil. Les autres vont à Manta ou Quito. Porto Viejo pas beaucoup. »* (Nestor, 28/06/17). L'émigration internationale n'a jamais été mentionnée par contre ; seulement pendant des conversations informelles où ils connaissaient de loin quelqu'un qui était parti en Espagne ou aux États-Unis.

Pour revenir à Guayaquil, cette ville serait vue comme celle possédant le plus d'opportunités. *« C'est la province la plus grande d'Equateur qui te donne le plus d'opportunités de travail. C'est une grande ville, avec le plus d'habitants. [...] Portoviejo et Manta, ce sont des endroits en croissance mais qui n'ont pas autant d'opportunités que Guayaquil* (Sonia, 30/04/17) ; *C'est une ville des plus importantes de la côte équatorienne, c'est le port principal. Donc, c'est là où c'est le plus facile de travailler. Il y a des entreprises*

et c'est une ville en croissance. Donc les gens vont dans ce type de ville. Dans ma communauté, El Matal, les villes d'émigration sont Quito et Guayaquil. Mais la plus grande partie de la famille et des amis sont là-bas, ont migré à Guayaquil (Nestor, 28/06/17). »

Un autre aspect pour choisir sa destination est la distance. « Avant d'y aller, je ne connaissais pas. C'était connu comme dangereux et je ne voulais pas. Mais j'ai consulté mes parents et c'est vrai que c'est plus près. Je l'ai choisi plus parce que c'était proche (Edison, 30/04/17) ; Premièrement, c'était le plus proche (Sonia, 30/04/17). »

Un dernier point sont les réseaux possibles. En effet, s'il y a déjà de la famille sur place, c'est plus facile de s'y rendre en connaissance de cause. « A Guayaquil, de la famille y vivait déjà aussi. Je n'allais pas être tout seul au début donc (Edison, 30/04/17) ; Si j'allais à Cuenca par exemple, je n'avais pas de famille là-bas. Quito, non plus. C'était donc le plus facile pour y aller, chercher du travail et commencer à s'établir. [...] La première chose à faire quand tu arrives, c'est te stabiliser. Et beaucoup de gens ne peuvent pas compter sur l'aide des parents. Mais moi, j'avais un endroit où aller, chez mes oncles. Pour ceux qui n'en ont pas, ils doivent d'abord trouver un travail, puis trouver un endroit où rester. Et entre temps, c'est loger dans des hôtels. Et seulement ensuite, ils peuvent commencer à aider (Sonia, 30/04/17). »

Ce dernier aspect a été beaucoup étudié dans les théories de la migration. En effet, les réseaux peuvent favoriser la migration et diminuer les coûts pour les migrants, comme vu ci-dessus. Guayaquil est la ville de prédilection pour la province de Manabí également pour ces réseaux donc, entre ceux qui sont déjà partis et ceux qui vont le faire. Sans pouvoir dire s'il existe réellement une culture de la migration pour cette ville, il est certain que la majorité des habitants de Jipijapa connaissent au moins quelqu'un qui est déjà parti à Guayaquil et qui peut l'aider. Une route migratoire existe donc entre ces deux villes (McKenzie, 2007).

4.4.5 Différents cas de figure

La vie d'un migrant peut être fortement différente d'un cas à l'autre. Certains peuvent rentrer souvent grâce à la distance moindre ou à leurs ressources plus abondantes. L'envie joue également aussi. *Je rentre toutes les deux semaines, le samedi. Et je reviens le lundi. La semaine, je dors ici-même [dans la maison dont elle s'occupe]* (Nicole, 29/04/17) ; *Maintenant je fais les allers-retours Iquitos-Lima [en avion]. Mon épouse est à Lima, J'ai une vie presque tout le temps comme ça. Sinon, je suis dans la jungle à faire le guide, pendant deux semaines environ* (Franklin, 1/60/17) ; *Quand je travaille à Guayaquil, c'était quinze jours de travail et tous les 15 jours je revenais* (Ana, 28/06/17). » Mais d'autres ne rentrent que pour les grandes occasions, en cas de jours fériés ou si les ressources le permettent.

Thomas, lui, ne se considère pas comme migrant alors que d'autres à sa place le considérerait comme tel. Les distances ici sont courtes. Il travaille au village de Pedro Pablo Gomez, qui se trouve juste à la fin du chemin de terre de Casas Viejas. Mais il n'a pas les ressources pour faire les allers-retours tous les jours. « *Je ne suis jamais parti. Je vais travailler trois ou quatre jours la semaine à San Pablo. La distance et la*

situation économique ne me permettent pas de partir le matin et de revenir l'après-midi. Je reste là-bas donc, c'est devenu une habitude. » (Thomas, 21/04/17).

Dernièrement, il y a le travail informel et saisonnier où les individus bougent tout le temps. « *[Ceux avec moins d'études] ont le travail informel. Donc, c'est des saisonniers, ils bougent. Ils viennent à Jipijapa, terminent le contrat comme charpentiers, maçons ou aident durant les récoltes. Puis ils vont dans une autre ville, pour le même type de contrat : la construction, le jardinage, etc. Ils vont toujours être dans le travail informel. Mais on les paie plus qu'à la campagne.* » (Nestor, 28/06/17).

4.5 Ce qu'en dit la théorie

Avant de reprendre les entretiens, penchons nous sur ce que peut apporter la théorie à ce stade.

Tout d'abord, nous pouvons retrouver dans les textes plusieurs faits dont nous avons parlé précédemment : L'exode rural diminue les institutions sociales (Gray, 2009) ; Les parents supportent la décision de leurs enfants (Gray, 2008) ; Ce sont parfois les enfants qui demandent de migrer et les parents suivent (Herrera Gioconda, 2002) ; Certains migrants veulent revenir au village (Cortes, 2000) ; Les longues distances entre le lieu de travail et le lieu de résidence amènent finalement les personnes à migrer (Cortes, 2000). L'argumentaire d'Alfredo, par rapport aux paysans qui ne reviendraient travailler à la campagne que sous la forme de main d'œuvre, se retrouve également dans les textes de l'organisation bien connue *La Via Campesina* (La Via Campesina, 2015). Selon cette dernière, les problèmes des communautés paysannes proviennent principalement des mesures capitalistes. En effet, elles sont en train de mettre sur les routes de la migration des milliers d'agriculteurs. Ruinés par ces politiques, ils quittent leur campagne et vont grossir la main d'œuvre bon marché pour les multinationales. *La Via Campesina* prend pour exemple l'agriculteur qui doit vendre ses terres pour travailler, ensuite, en tant que salarié pour une grande exploitation.

Cependant des divergences peuvent être observées entre la théorie et les données récoltées sur le terrain. Par exemple, la migration des aînés, pour obtenir un meilleur niveau d'éducation, peut obliger les cadets à arrêter l'école pour travailler et amener des revenus pour la famille (Durston, 1996). Ce cas diffère de celui de Sonia et de Nicole qui sont parties pour financer les études de leurs petits frères et sœurs.

Concernant les raisons de l'exode rural, nous pouvons retrouver dans les textes scientifiques sur l'Amérique latine des causes similaires à celles avancées dans les entretiens. Tout d'abord, il y a les explications économiques, comme la recherche d'un travail et les salaires plus attractifs de la ville. Pour Durston (1996), par exemple, les paysans migrent en faisant la balance entre les coûts de la migration et les possibilités de meilleures opportunités qu'ils peuvent avoir à long terme ailleurs. L'exode rural peut être expliqué aussi par l'attraction des salaires de la ville (Habitat III, 2016). Dans les journaux équatoriens, les causes avancées pour expliquer cette exode sont également les bas salaires dans les activités agricoles (El Comercio, 2011 ; El Comercio, 2012 ; Marquez, 2015).

Mais les opportunités d'emploi se sont pas les seules causes du départ selon les auteurs ; entrent également en jeu des facteurs sociaux et culturels. Le genre par exemple a une place central les études sur la migration (Gray, 2008 ; Herrera, 2002). L'aide aux familles est aussi citée, ainsi que la notion de stratégie familiale pour contrer les risques et diversifier les revenus (Gray, 2008 ; Herrera, 2002). En outre, les migrants chercheraient de meilleures conditions de vie. Le manque des services est, par exemple une cause des migration, comme les routes, les services médicaux, l'éducation déficiente ou son accès, le manque de professeurs, etc. (Alcascalá & Martinez, 2012).

Il y a une parfois une vision de la jeunesse un peu simpliste. Les jeunes plus éduqués partent car ils aspirent plus que ce que ne leur offre la campagne ou ils sont aussi vus comme désirant une vie plus occidentale et partent vers les villes (Hernández & Phélinas, 2012). La technologie aurait également poussé la jeunesse à migrer (Habitat III, 2016). Selon Herrera (2002), le fait de s'imaginer dans un endroit meilleur que là où nous sommes est fondamental pour expliquer la décision de migrer. Cette notion d'imaginaire aurait été plus facilement accessible grâce à internet. Ce dernier a élargi les possibilités et a accentué ce phénomène de migration chez les jeunes, plus axés sur la technologie (Herrera, 2002).

Le pourquoi de la migration dans la littérature et dans les entretiens se recourent donc beaucoup. Mais d'autres nouvelles raisons sont évoquées par les auteurs, comme la recomposition du ménage (Gray, 2008) ou le manque de terre (Durstun, 1996). L'accaparement des terres est également une cause importante de migration. « L'accaparement des terres est un exemple visible d'échec dans des choix d'investissement agricoles qui, à terme, pourraient transformer profondément les schémas des migrations dans le monde entier (Vigil, 2015 : 112). Jipijapa semble néanmoins encore être préservé de ce phénomène. Enfin, les facteurs environnementaux sont plus souvent cités dans les textes que dans le cas des entretiens (Habitat III, 2016 ; Alcascalá & Martinez, 2012).

En conclusion, la migration dans le canton de Jipijapa n'est pas extrêmement différente de ce qui se passe ailleurs. Cependant, il m'a semblé que les textes scientifiques ont plutôt tendance à montrer les migrants comme désireux de partir, pour s'affranchir des contraintes de la campagne ou pour les bienfaits de la ville. Dans le cas ici présent, ce ne fut néanmoins pas le cas. Pour penser aux solutions au niveau local à cette fuite des campagnes, il semble donc important de passer par le niveau micro. Avant de venir avec des théories, il semble intéressant de savoir ce que pense la population de son environnement et de ce qu'elle veut de la vie, pour traduire cela en des solutions efficaces et durables.

4.6 Ce qu'ils disent de l'agriculture

Cette section, avant de passer aux pistes de solution pour diminuer l'exode rural, a pour objectif de montrer la vision de l'agriculture et ses problèmes selon les interviewés. Les solutions ayant pour base principalement l'agriculture paysanne, cette section a pour objectif de nous faire mieux comprendre la relation entre les paysans de Jipijapa et leur agriculture.

4.6.1 Les revenus de l'agriculture

La première difficulté à laquelle doit faire face le paysan est le peu d'argent qu'il est possible de récolter avec l'agriculture. « *Nous semons des produits variés, de la yuca jusqu'au café et au cacao et aussi un peu de bois. Ceci nous permet de vivre, pas avec beaucoup de confort, mais au moins de survivre* (Alfredo, 29/06/17) ; *Ici, ce n'est pas si rentable* (Eduardo, 21/04/17). » La raison pour laquelle l'agriculture n'apporte pas beaucoup de richesse est principalement le prix de vente. « *On nous achète à petit prix (Ibid.) ; Par exemple, on produit le café ou des oranges. Mais qu'est-ce qui se passe avec ces produits ? Ils ne valent rien. On nous paie quasiment rien. Surtout le café. Le prix baisse quand il y a la récolte* (Hugo, 24/04/17) ; *Le café, il est possible de le récolter maintenant, à cette période de l'année. Mais, dans les magasins, personne n'en achète encore. Et les acheteurs n'en achète à aucun prix* (Alfredo, 29/06/17). »

Ce café était pourtant l'emblème de la région de Jipijapa. Mais la culture est devenue impossible à cause des prix. « *Un des produits forts et emblématiques était le café. Toute cette zone était cafetière : trois cents kilomètres carrés étaient semés de café. Maintenant, il n'y a plus aucune partie. Par exemple, à la ferme de mon père, maintenant, tout est abandonné. A cause de la peste du café mais surtout pour le prix* (Alfredo, 29/06/17) ; *Ici, c'est une zone cafetière mais le prix du café n'arrive pas à payer une journée à un employé. Qu'est-ce que je fais ? Je préfère voir cette ferme sans travail, sans production, mais qui me sort moins chère que si je produisais. Le prix qu'on me donne pour cette culture ne me permet pas de vivre. C'est pourquoi les gens préfèrent laisser le café. Et d'une région cent pour cent cafetière, dix pour cent ont été gardés. Le reste est perdu* (Nestor, 28/06/17). »

D'autres cultures ont alors vu le jour, comme les oranges ou le maïs. Mais le problème reste le même. « *C'est pareil pour les autres produits. Par exemple, les oranges. Les gens travaillent donc dans d'autres types d'activités, hors de l'agriculture.* » (Ibid.). De plus, d'autres surgissent alors. « *Les gens ont cherché d'autres solutions donc. C'est préoccupant car ils pensent à d'autres cultures. Ça veut dire le maïs. On utilise plus des pesticides alors. Et c'est périlleux pour la zone. Tu le vois ici ? On sème dans les zones élevées. Avec le ruisseau au centre et les cultures au sommet, ça provoque des éboulements de terrain. Tu connais l'expérience de Pisloy de Abajo de cette année. Il ne faut pas que ça se répète, c'est le chaos que peut causer la Nature.* » (Alfredo, 29/06/17).

En outre, à Casas Viejas qui se trouve dans un parc naturel, certains se plaignent car des règles doivent être respectées. « *On est dans le parc Machalilla. C'est une zone préservée. C'est plus dur, il y a des règles. On ne peut pas mettre beaucoup d'intrants chimiques.* » (Eduardo, 21/04/17).

4.6.2 Le soutien des institutions aux grandes exploitations

Face à ces difficultés, on déplore le manque de soutien institutionnel. L'agriculture paysanne ne serait pas une priorité. « *Les problèmes du paysan sont complexes. Mais l'agriculture n'est pas considérée comme quelque chose de primordial, par le gouvernement. Les projets qui sortent pour l'agriculture, ce sont*

des projets à grande échelle. Il n'y en a pas pour l'agriculture paysanne, presque pas. » (Adrian, 26/06/17). La priorité serait donc donnée aux grandes exploitations. « On aide les agriculteurs qui ont de grandes choses. Mais nous, on est petit. C'est difficile donc pour qu'on puisse aller de l'avant. (Ana, 28/06/17) ; Ils soutiennent les grandes fermes chimiques et les monocultures (Nestor, 28/06/17). »

Ce soutien de la part des institutions est donc mal vu par la population. Ils ne pensent pas d'ailleurs qu'il faut changer leur manière de faire et devenir plus intensif et passer en monoculture avec intrants chimiques. Nous avons vu dans la partie « Ce qu'ils disent de la campagne » que ceux-ci sont fiers de leurs cultures et de leur manière de faire sans produits chimiques. « *La monoculture, ce n'est pas le futur de l'agriculture. C'est la diversification des cultures, c'est avoir des cultures associées. Si on a ça, on peut donner l'alimentation aux citadins et on peut vivre. Parce que la ville ne mange pas du maïs. Elle ne mange pas qu'un produit, elle mange beaucoup de produits. Donc, la monoculture, ce n'est pas le futur. Mais bien la diversification des produits » (Ibid.). Nestor termine en valorisant le milieu rural. « C'est possible de développer la campagne. Et nous devons le faire. Car, ce qui donne la nourriture à la ville, c'est la campagne. Il faut améliorer nos conditions donc, car la ville est alimentée par nous. Ceux qui vivent à la campagne ont cette vision. C'est pourquoi ils ne bougent pas, même s'il n'y a pas les conditions. Car ils savent que c'est eux qui donnent à manger à la ville. » (Ibid.).*

4.7 Leurs pistes de solution

Après toute cette présentation, nous pouvons voir que le problème est complexe. Mais certains ont toujours confiance. « *Petit à petit, les gens vont vouloir revenir, ceux qui sont partis, à un moment. Mais une solution pour arrêter cela ? Non, ce n'est pas possible d'arrêter un effet comme cela. Les gens vont vouloir revenir car ils ont changé la manière de voir les choses ou ils n'ont pas trouvé de travail ou ils vont vouloir revenir car ils préfèrent vivre ici. Et ils ont raison. » (Adrian, 26/06/17). La confiance est spécialement donnée aux jeunes. « Comment on va s'en sortir ? Comme communauté, comme individu ? Jusqu'à maintenant, je n'ai pas vu de solution pour sortir de ce problème. Parce que si on attend que Dieu le fasse, rien ne va être fait. Si on réclame, qui peut le faire ? Il reste déjà peu de gens ou c'est des vieux. Donc, je reviens à ça : l'espoir, c'est les jeunes qui sont dehors, qui sont en train d'étudier ou en train de travailler. » (Alfredo, 29/06/17). Cette section se penchera donc sur les pistes de solution que proposent les habitants du canton de Jipijapa.*

4.7.1 Améliorer leurs conditions de vie

Tout d'abord, nous avons vu ci-dessus qu'une amélioration des conditions de vie en milieu rural apporterait déjà un plus. Il faudrait « *améliorer les conditions de vie : les services de base ; les routes ; l'eau potable ; la lumière, qu'il y ait réellement la lumière ; internet, ce n'est pas un luxe ; le téléphone, ce n'est pas un luxe. » (Nestor, 28/06/17).*

4.7.2 Soutien aux paysans

Ensuite, si nous prenons le problème en ces termes, « *Si la vie économique est meilleure à la campagne, avec un bon salaire, les gens reviennent. Mais sinon, si le fruit du travail n'est pas bien rémunéré, ils préfèrent partir.* » (Nestor, 28/06/17). La solution serait donc « *que le travail soit plus générateur de revenus, je pense que c'est ça.* » (Ibid.). Le problème alors est que, dans l'agriculture, les récoltes ne permettent pas d'atteindre ce minimum de revenus.

Ainsi, une piste de solution à penser également est le soutien aux paysans. « *Bien sûr qu'il y a des solutions. Premièrement, l'appui à l'agriculteur. Lui donner des ressources, lui donner de meilleurs conseils, [...], faire des projets productifs. [...] Il faut améliorer tout cela et les gens vont commencer à revenir à la campagne. Toujours quand il y a cela, les conditions basiques, des projets productifs, des ressources économiques, les gens vont revenir. Et aussi, que les produits qu'ils vont récolter aient un bon prix. S'il y a cela et le marché, les gens reviennent.* » (Ibid.). Concrètement donc, le soutien des paysans passe par des formations : « *Un aide serait des formations pour qu'on nous explique comment faire.* (Ana, 28/06/17) » ; ainsi que des projets visant la production : « *avec des projets, des projets productifs.* » (Nestor, 28/06/17). Le problème du crédit est également soulevé. « *Il nous faudrait un bon crédit, un bon taux d'intérêt. Il peut y avoir de très bons projets mais s'il n'y pas d'argent, la banque ne va jamais donner.* » (Ibid.).

Ce soutien est recherché du côté des institutions publiques ou privées. « *Le soutien doit venir des institutions publiques et des ONG. Qu'ils fassent plus de projets productifs, soutenables pour les agriculteurs* (Ibid.) ; *Maintenant il y a des projets qui font que les gens restent. Il n'y en avait pas avant, pas de projets que les institutions appuyaient* (Mariana, 21/04/17) ; *Il faut qu'il y ait un projet du gouvernement, qu'il vienne en milieu rural. Il y a beaucoup de terre ici pour travailler et faire quelque chose. Il faut qu'il vienne pour nous maintenir* (Celena, 25/04/17) ; *Le gouvernement et les personnes comme vous doivent s'occuper des communautés rurales comme ici. Nous sommes les derniers liens pour que les jeunes ne migrent pas* (Thomas, 21/04/17). » Ces institutions cependant sont parfois peu définies. « *Il faut demander aux institutions qu'elles nous appuient. Sinon, il n'y aura pas de travail ici. Les institutions de Jipijapa, de par là-bas* ».(Eduardo, 21/04/17).

Mais il ressort des entretiens qu'il y a une impression d'abandon de la part de ces mêmes institutions. « *Ici, il n'y a pas d'entreprise de l'Etat, rien* (Thomas, 21/04/17) ; *Le gouvernement ne vient pas ici* (Celena, 25/04/17) ; *On a aidé les autres [=les grandes exploitations], et nous on fait comment ?* (Ana, 28/06/17) ; *Je ne sais pas ce que font les autorités pour changer ça [=le développement de la région] mais en dix ans, les rues sont les mêmes etc. Rien n'a changé. Je ne sais pas s'ils donnent de l'importance à ça* (Edison, 30/04/17). » Mais la politique du gouvernement est saluée également par certains. « *Au moins, on a un gouvernement avec quelque chose de social, un gouvernement socialiste plus ou moins qui promotionne le crédit pour les jeunes, pour ceux qui veulent faire quelque chose dans leur communauté.* » (Alfredo,

29/06/17). On reconnaît par contre le travail de la UPOCAM. « *La UPOCAM nous aide assez* (Ana, 28/06/17) ; *La voiture de la UPOCAM est déjà venue avec ses projets* (Mariana, 21/04/7). »

La UPOCAM justement était en train de lancer un nouveau marché pour ses membres. Le but de cette foire, qui aurait lieu une fois par semaine, était de créer un nouvel espace de vente pour les producteurs. L'objectif également était de promouvoir le projet FINCAR et l'agriculture biologique. Par ce biais, les produits auraient une valeur ajoutée supplémentaire et les paysans pourraient en demander un juste prix plus élevé. Cependant, l'ouverture de ce marché semblait difficile à Jipijapa, étant donné la population plus pauvre. Puerto Lopez, plus près de la côte et plus riche, compte également plus de touristes. Le lieu paraissait donc plus indiqué pour créer cette foire. Nous pouvons voir ici un exemple de soutien aux paysans sous la forme d'un projet productif, comme le demande Nestor.

4.7.3 Générer de l'emploi

Il y a donc le soutien à l'agriculture paysanne. Mais il faut également générer des emplois dans d'autres secteurs. « *C'est vrai qu'il n'y a pas de travail mais, le travail, il faut le générer. S'il n'y a pas de travail, il faut le chercher, il faut le faire.* » (Alfredo, 29/06/17). Pour Alfredo, le problème doit être résolu par les habitants qui doivent lutter. « *Que pouvons-nous faire pour nous ? Le plus facile, c'est de partir et de trouver un travail et de laisser sa famille. C'est la porte la plus ouverte. De l'autre est de rester là et de lutter. [...] Je pense qu'on peut le faire. C'est ce que je dis aux jeunes : pour trouver du travail, chercher ce que pouvez faire autour de vous. Il y a beaucoup de choses autour de nous auxquelles nous ne pensons pas.* » (Ibid.).

Alfredo nous expose alors ses idées. « *La terre. Ça paraît bête mais on peut faire de l'artisanat. On a aussi les bambous [très souvent utilisés dans cette région pour construire presque tout], le bois. Il faut en faire quelque chose. Je parlais avec un monsieur un moment [...], il parlait d'un programme informatique pour ensuite mettre une belle photo sur des t-shirt. [...] Il me disait : "Ta communauté est belle. Tu peux prendre des photos avec des oiseaux, des paysages et vendre la chemise avec ces photos". Je ne connais pas bien tout ça, mais au moins, je l'ai compris. Mais moi, je ne peux pas le faire. Mais les jeunes peuvent le faire. Donc on a ça, de l'artisanat et l'informatique. Ce travail nous pouvons le faire ici et un jeune peut le vendre en ville. C'est des activités de la communauté.* » (Ibid.). Pour Alfredo donc, des emplois peuvent être créés dans le milieu rural grâce aux ressources qu'il y a là-bas. « *Mais nous avons besoin d'un appui. L'État peut donner une formation là-dessus. Ça pourrait se faire, mais pour l'instant, ça ne se fait pas. Je suis sûr qu'un apprentissage là-dessus pourrait donner beaucoup.* » (Ibid.).

Cet habitant de Pisloy a encore une autre idée en tête. Comme déjà dit, il existe une cabane pour accueillir des touristes à Pisloy. Il aimerait continuer à en construire pour développer ce tourisme communautaire. « *Nous avons une cabane, nous pouvons en faire une autre.* » (Ibid.). Pendant les périodes creuses, celles-ci auraient une autre utilité et créerait aussi une source de revenus. « *A Jipijapa, il manque*

des chambres pour que les étudiants de l'université restent. [...] Nous pouvons louer les cabanes pour les étudiants et leur donner deux repas : le petit déjeuner et le souper. Et on vend ce paquet. Et je suis sûr que les étudiants viendraient vivre ici pour étudier. Quinze étudiants tous les jours qui vont et viennent, partent le matin et reviennent le soir, quelqu'un avec un bus pourrait le faire. » (Ibid.).

Mais les obstacles sont connus. Il manque une route convenable, l'électricité sans défaut et internet pour promouvoir son projet. *« C'est les choses qui nous manquent. C'est internet et la communication. Parce qu'ils vont exiger cela. Si nous avons la route, internet et la communication, nous pouvons faire une promotion de ce projet. Mais j'espère que les autres communautés vont y penser. Chade peut le faire, il a internet et ils sont plus proches de la route et de Jipijaja. » (Ibid.).*

Un autre exemple, concret cette fois-ci, de projet non-agricole générateur de revenus, est ce restaurant communautaire à Chade. Quelques familles, avec l'aide de la UPOCAM, ont ouvert, ce qui ressemble d'abord juste à un espace couvert avec des tables ; mais cet espace s'anime tous les dimanches pour accueillir une vingtaine de personnes à manger des produits cultivés dans la région. Ce projet fonctionne bien d'ailleurs et bientôt des nouvelles toilettes et une nouvelle cuisine pour améliorer l'esthétique des lieux verront le jour.

Bien qu'il y ait une offre de tourisme communautaire, peu de personnes m'en ont parlé de prime abord. Cependant, ce secteur peut également créer de nouveaux revenus et de nouveaux emplois. Après avoir posé la question cependant, ceux-ci restent assez positifs. *« On est en train de travailler là-dessus, on travaille sur le chemin jusqu'à la cascade par exemple. C'est possible qu'il y ait un peu de travail là-dedans. Mais je ne sais pas (Hugo, 24/04/17) ; Le tourisme aide aussi. Ici, il y a eu des formations et on a commencé à faire du tourisme. C'est une alternative. Ça fonctionne bien ici jusque maintenant (Eduardo, 21/04/17) ; C'est une bonne initiative, il faut la renforcer (Adrian, 26/06/17). »*

Franklin, guide dans la forêt amazonienne nous explique son point de vue sur le tourisme. Pour lui, le tourisme est positif car il aide les personnes habitant les communautés. Dans son cas, son agence emploie pour son lodge des habitants du village d'à côté. *« On peut prendre l'exemple de Glimber [c'était le conducteur de la barque]. Il travaille au village mais il gagne des sous ici aussi. Les femmes aussi font de l'artisanat qu'elles peuvent vendre. Ils ont un peu plus de sous en attendant que l'eau descende pour les plantations. Ils ont des ressources supplémentaires. » (Franklin, 1/06/17).* C'est aussi une forme de sensibilisation des populations locales à préserver leur cadre de vie. *« C'est aussi une forme soutenable, de comment soigner ce que nous avons, la Nature. Des gens voient un animal et ne pensent qu'à le manger ou à le vendre pour gagner des sous. Avec le tourisme, on peut essayer de les conscientiser. » (Ibid.).*

Le danger selon lui, c'est le tourisme de masse. *« Le Machu Pichu par exemple. Il y a trop de monde là-bas. Il y a un impact négatif pour le futur de ce site. Dans certains endroits de la forêt aussi, il y a trop de gens. Il y a alors, par exemple, trop de répulsif pour les moustiques dans l'air. Les animaux le sentent et s'en vont alors. Mais il y a moyen de faire les choses bien. » (Ibid.).* Le tourisme peut amener aussi à des dérives

non soutenables. *« Il faut ménager la Nature. Certains la considèrent comme un commerce, quelque chose à vendre. Des os d'animaux, peaux d'animaux, etc. Ils utilisent aussi les arbres ou les plantes et les coupent. Mais ils ne pensent pas que bientôt il y en aura plus. » (Ibid.).*

4.7.4 Lutter et changer la mentalité de la population

Nous avons vu plus haut que certains, comme Alfredo, regorgent de motivation et d'optimisme. Il termine son exposé en me disant : *« Tu vois qu'il y a des choses à faire .S'il n'y a pas de travail, il faut le créer. C'est le défi que nous devons changer aussi, cette manière de penser. » (Alfredo, 29/06/17).*

Par rapport à cette manière de penser dont parlait précédemment Alfredo, il ressort des entretiens qu'il y a deux manières de voir les choses : de manière individualiste ou collective. Il faudrait s'en sortir en luttant personnellement pour Edison, chacun étant maître de son destin. *« Je pense que les personnes doivent penser à changer leur propre réalité. Tu es responsable de ta vie. Le changement doit venir des personnes qui vivent ici, qui vivent tous les jours ici. Mais ils suivent tout le temps la même chose, alors qu'ils voient que ça ne va pas. [...] Tout le monde est responsable de sa vie. Si tu veux quelque chose, tu dois lutter. Si tu as les outils, tu peux arriver à avoir ce que tu veux. Peut-être que ça sera un chemin difficile, oui » (Edison, 30/04/17).* En nous racontant une anecdote, Alfredo revendique plutôt une approche collective encore une fois. *« Je connais des jeunes qui s'en sont sortis. Ces jeunes maintenant, je ne sais pas si c'est bien ou mal, mais ces jeunes en tout cas, ils ont chacun leur propre maison et leur voiture. Et comment ils ont fait ? Je ne sais pas. Leur père vendait de l'alcool. Et ça ne permettait pas de faire vivre sa famille. Et les jeunes de ce monsieur ont commencé à travailler dans le terrain de leur père. A semer, à récolter. Et ils vendaient ici même, passaient avec la moto ou la voiture et vendaient à Jipijapa. Eux six, des jeunes car le plus vieux a trente ans, ensemble, ils ont travaillé et ont été de l'avant. Oui il y a des opportunités, mais pas individualistes. Rompre avec cet individualisme est le plus difficile. Nous devons travailler, mais travailler ensemble. » (Alfredo, 29/06/17).*

Les deux s'accordent cependant qu'il faut lutter et également changer cette mentalité défaitiste. *« Il faut changer le point de vue des gens, de la jeunesse. Quand tu vas étudier quelque temps, tu vois que la vie n'est pas facile mais si tu restes à penser ça, tu ne vas rien savoir. [...] On doit changer cette vision : être paysan, c'est être pauvre. On doit changer ça. A partir de ça, on pourra peut-être voir des changements. [...] [Pour lutter contre l'exode], il faut changer la situation du paysan et ce que les gens en pensent. Il faut changer les deux mais, premièrement changer la mentalité. » (Edison, 30/04/17).* Franklin qui nous vient de la jungle nous dit la même chose. *« Le premier truc qu'on peut faire, c'est leur donner une idée d'un bon futur [aux jeunes]. Tu pourrais avoir ton propre commerce par exemple. La grande majorité sinon se contentent avec ce qu'ils ont, rien de plus. » (Franklin, 1/06/17).*

4.8 Réflexions sur les pistes de solution avancées

Cette ultime section a pour objectif de réfléchir aux solutions trouvées dans les entretiens et de les confronter à la théorie. Des exemples venus de la littérature seront également explorés.

4.8.1 *L'agriculture paysanne comme une piste de solution*

Nous avons entendu que pour réduire l'exode rural de Jipijapa, il faut développer ce milieu rural et y générer des opportunités. Le parti pris ici, à la suite de ce qui est sorti des entretiens, sera de compter, d'abord, sur l'agriculture paysanne comme levier de développement. C'est en appuyant les paysans et en améliorant leurs conditions de vie que Jipijapa verra l'abandon de ses campagnes diminuer. Cette section aura donc pour but d'étayer théoriquement cette position.

4.8.1.1 Définition de l'agriculture paysanne

N'existant pas réellement de définition unique de l'agriculture paysanne, nous prendrons celle élaborée dans *Manifiesto para la agricultura familiar campesina e indígena en Ecuador* (Houtart & Laforge, 2016). L'agriculture paysanne est composée d'unités de production qui ont en commun trois caractéristiques. Premièrement, celle d'utiliser principalement de la main d'œuvre appartenant au foyer familial, ce qui a pour conséquence de limiter la taille des fermes. Deuxièmement, la rémunération ne se présente pas comme un salaire mais comme le résultat de la production. Et, troisièmement, les décisions se prennent en tenant compte des dynamiques transgénérationnelles et patrimoniales. En Equateur particulièrement, cette agriculture paysanne s'inscrit souvent dans un contexte de communautés où existent des relations d'entraide entre les habitants.

4.8.1.2 Développement de l'hypothèse

Tout d'abord, dans ce milieu rural, la majorité des personnes qui y habitent sont des paysans. (Hernandez & Phélinas, 2012). Nous avons vu précédemment d'ailleurs que l'Équateur compte toujours un pourcentage élevé de petits agriculteurs au sein de sa population. Le secteur agricole des pays en voie de développement est ainsi toujours majoritairement composé de petites exploitations. Pour information, quarante pourcent de la population mondiale est aujourd'hui active dans le travail de la terre (Fromentin, 2015). De plus, cultiver la terre est souvent le seul moyen de survivre pour les populations rurales, malgré leurs piètres conditions de vie. La majorité des revenus dans les PVD provient de l'agriculture (Gray, 2009). C'est l'agriculture paysanne qui produit également l'essentiel de la production alimentaire malgré ses rendements faibles. (Hernandez & Phélinas, 2012). Au niveau mondial, quatre-vingt pourcent de l'alimentation est produite par l'agriculture familiale (Fromentin, 2015). Une mesure importante à prendre serait donc d'inclure dans la politique de développement ces acteurs clés que sont les paysans (Liendo, 2017).

De plus, malgré tous les obstacles auxquels elle doit faire face, l'agriculture paysanne résiste toujours. Pour le cas de la Bolivie par exemple, il y a eu une réelle politique de dépaysonisation de la part du gouvernement. Comme cette agriculture paysanne était vue comme improductive, il fallait en sortir. L'exode rural était d'ailleurs la preuve pour les dirigeants que ce type de production n'était pas efficace (Cortes, 2002). Cependant, Cortes (*Ibid.*) nous démontre le contraire avec sa notion de mobilité migratoire. Cette dernière veut dépasser la notion de migration, qui voit l'exode rural comme une rupture et un phénomène figé. Les paysans qui ont « migré » n'ont cependant pas rompu avec leur ruralité mais sont juste rentrés dans une autre dynamique spatiale. La migration est considérée comme l'abandon d'un lieu vers un lieu d'arrivée, impliquant un changement de résidence. Cependant, c'est plutôt des passages de plus ou moins longue durée dans différents lieux. Les personnes partent travailler, reviennent parfois ou bougent encore. Les paysans partent donc mais ne quittent pas toujours leur terre. Ils continuent à la cultiver ou y reviennent pour se reposer (Cortes, 1998). Sepúlvera (2013) confirme également que la migration n'est pas une rupture complète et définitive avec l'agriculture. L'exode rural ne prouve donc pas que cette méthode de production et la ruralité est à abandonner.

Avec cette résistance des paysans boliviens, leur agriculture est ainsi restée importante au niveau économique en Bolivie et a continué à approvisionner le pays. Il faut également mentionner que l'agro-industrie n'a pas eu non plus tous les succès escomptés (Cortes, 2002). En clair, « le maintien relatif d'une forte ruralité malgré un incontestable mouvement d'urbanisation, tout comme le poids économique persistant de la petite exploitation familiale paysanne dans le système de production agricole nationale, méritent attention » (Cortes, 2002 : 104). Malgré ses rendements faibles, sa commercialisation limitée et ses cultivateurs les plus pauvres de la planète, il n'y a pas eu de disparition de cette agriculture paysanne (Hernández & Phélinas, 2012).

Ensuite, l'agriculture paysanne a également des avantages qu'il faut prendre en compte. Celle-ci a déjà beaucoup moins d'externalité négative que l'agro-industrie : moins d'intrants chimiques, plus grand respect des sols, production d'aliments plus sains et culture raisonnée (Houtart & Laforge, 2016). En outre, Rebaï (2011) nous avertit que l'Équateur connaît une grande dépendance aux importations agricoles, qui peut s'avérer dangereuse. Il faut donc maintenir cette agriculture paysanne. De plus, son domaine ne s'arrête pas qu'à la production. En effet, les producteurs ont souvent une vision holiste de leur travail et font le lien entre celui-ci et leur environnement. Il y a également une articulation entre les logiques familiales, économiques, sociales et environnementales. Cette forme d'agriculture crée ainsi une sorte de résilience. Dernièrement, la production est en rapport avec une localité. Cette dimension locale fait émerger des systèmes d'entraide (Hernández & Phélinas, 2012).

Enfin, pour rentrer dans le vif du sujet, le meilleur moyen pour soutenir l'économie dans son ensemble serait de compter sur le potentiel de la petite agriculture selon plusieurs analyses. Ce type de production est, en effet, plus demandeur en travail que les grandes exploitations. De plus, il semblerait également que les paysans dépensent plus sur le marché local, faisant ainsi fonctionner leur économie

(Hernandez & Phélinas, 2012). En outre, selon de Schutter, un des effets positifs importants de l'amélioration des conditions de vie des paysans est la diminution des migrations. En effet, la pauvreté à la campagne accélère l'exode. Mais, dans le cas où la situation s'améliore en milieu rural, grâce à une politique gouvernementale volontariste et une amélioration des infrastructures, il y aurait une diminution de la migration (Houtart & Laforge, 2016). Or, l'efficacité de l'agriculture est supérieure pour diminuer la pauvreté. Elle est d'ailleurs au centre de la stratégie de lutte contre la précarité (Bianco, 2007). De plus, la petite agriculture serait également le levier pour augmenter la production alimentaire (Hernández & Phélinas, 2012). Elle a donc le pouvoir d'assurer la sécurité alimentaire (Bianco, 2007). Dernièrement, pour enrayer les mouvements migratoires, selon Bebbington (1993), il faut aider les paysans à mieux capturer les bénéfices de la vente de leurs produits.

C'est ainsi que de nombreux auteurs demandent un plus grand soutien à l'agriculture paysanne pour sortir le monde rural de sa précarité. En conclusion, terminons avec ces mots de Houtart : « La promoción de la agricultura campesina es central, lo que está reconocido hoy en día a escala internacional. Ella tiene muchas funciones, desde el autoconsumo hasta la alimentación de la población urbana, pasando por la conservación de la biodiversidad y el cuidado de los suelos. Sin embargo, se deben crear condiciones de eficacia, es decir, organizar el acceso al riego, apoyar el carácter biológico de su producción, mejorar sus técnicas y abrir los circuitos de su comercialización, sin olvidar los aspectos del entorno social y cultural.⁶ » (Houtart & Laforge, 2016: 35-36).

4.8.1.3 Les obstacles pour une agriculture paysanne

Avant de chercher concrètement les mesures qui pourraient aider les paysans à améliorer leur quotidien, repassons tout d'abord en revue leurs difficultés. Celles trouvées dans la littérature se recourent avec celles des entretiens. Nous reprendrons donc seulement ici celles qui apportent un plus. Mais les obstacles sont principalement leur pauvreté et de leur inefficacité économique (Houtart & Laforge, 2016).

Tout d'abord, la petite agriculture se retrouve confrontée aux grandes entreprises et aux multinationales, qui ont pris les commandes au niveau de la distribution. En effet, l'approvisionnement se fait maintenant en grande quantité, mesure favorable aux grandes exploitations. Les centrales d'achat, pour raison d'économie d'échelle, traitent donc avec ces dernières, et non avec une multitude de petits agriculteurs (Bricas & Seck, 2004 ; Hernández & Phélinas, 2012). Ceux-ci se retrouvent donc en dehors du système car ils ne peuvent rentrer directement sur le marché conventionnel avec leur petit volume (Houtart & Laforge, 2016).

6 « La promotion de l'agriculture paysanne est centrale, ce qui est reconnu aujourd'hui à l'échelle internationale. Elle a beaucoup de fonctions, de l'autoconsommation jusqu'à l'alimentation de la population urbaine, en passant par la conservation de la biodiversité et le soin des sols. Toutefois, il faut créer des conditions efficaces, c'est à dire, organiser l'accès à l'irrigation, appuyer le caractère biologique de sa production, améliorer ses techniques et ouvrir les circuits de commercialisation, sans oublier les aspects de l'environnement social et culturel. »

De plus, ces intermédiaires ont une place privilégiée. Ils sont au-dessus de la mêlée et en face de nombreux producteurs. Ils peuvent ainsi négocier les prix. Les prix baissent donc pendant les récoltes, comme l'ont dit les agriculteurs de Jipijapa. Tous les producteurs doivent alors vendre leur production avant qu'elle ne périclite comme ils ne possèdent que rarement une possibilité de stockage (Houtart & Laforge, 2016).

En outre, les grandes firmes se retrouvent à la tête de la chaîne de distribution grâce aux changements d'alimentation en ville. Les citadins mangeraient plus de viande, de lait et de produits occidentaux. La ville a aussi favorisé l'essor de la consommation de produits transformés (Hernández & Phélinas, 2012 ; Houtart & Laforge, 2016). De plus, l'Equateur assiste actuellement à une consolidation de ses chaînes de grande distribution, ce qui ne favorise pas les petits paysans (Houtart & Laforge, 2016).

Les petits agriculteurs n'arrivent pas à rivaliser non plus avec leur productivité. Celle-ci est incapable de contrer la concurrence des grandes exploitations. Les coûts sont trop élevés avec l'achat des intrants, la vente de la production, les crédits nécessaires, etc. Le cahier des charges demandé par les chaînes de distribution est également trop conséquent pour le petit agriculteur. Des standards de qualité sont exigés, comme pour la certification par exemple, mais les règles sont trop contraignantes pour y répondre avec une petite production (Hernández & Phélinas, 2012). En effet, le suivi de la production peut coûter cher et les attributs de qualité sont de plus en plus compliqués (Bricas & Seck, 2004).

Ensuite, les coûts de la commercialisation sont élevés pour les petites exploitations. Celles-ci se trouvent souvent dans des zones isolées et mal desservies en transport. Comme il est difficile de bouger pour aller vendre sa production, les coûts augmentent. Plus que la distance, l'état des routes est en cause également (Phélinas, 2004). La force de l'agriculture paysanne était également sa main d'œuvre bon marché car principalement familiale. Cependant, avec le départ des jeunes vers la ville, ce pilier pourrait s'effondrer également (Hernández & Phélinas, 2012).

Enfin, avec l'insertion de l'agriculture sur les marchés mondiaux, les paysans ont dû faire face à la volatilité des prix (Bianco, 2007). D'ailleurs, dernièrement, il y a eu une chute à long terme des prix des produits agricoles. Sans possibilité de stockage ni assurance, les plus petites exploitations ont plus de mal à contrer ces variations (Hernández & Phélinas, 2012). Grâce à cette intégration des marchés agricoles, les multinationales sont devenues désormais les principaux acteurs dans les pays en voie de développement (Hernández & Phélinas, 2012). Ce qui fait également baisser le prix des produits agricoles, ce sont les subsides aux exportations des pays développés. L'Equateur importe maintenant, par exemple, son blé qu'il consomme car celui-ci est moins cher (Houtart & Laforge, 2016).

4.8.1.4 Les pistes de solution pour l'agriculture paysanne

Avant toute chose, un des premiers aspects à améliorer en milieu rural sont les conditions de vie de ses habitants. « L'objectif ultime n'est, en effet, pas de maintenir des millions de petits paysans sur leurs

lopins de terre, mais bien de leur offrir les moyens de mener une existence décente. » (Hernández & Phélinas, 2012:14). Les sections suivantes auront donc pour but de trouver des pistes de solutions pour arriver à cet objectif.

Ensuite, il faut savoir, qu'en Equateur, de nombreuses initiatives populaires existent pour augmenter les ressources provenant de l'agriculture. Dans ce pays, il y aurait une réelle volonté, de la part de la base, d'un changement de la politique agricole actuelle. Les paysans faisant face à la croissance des monocultures, ils y répondraient par de nombreuses réalisations concrètes grâce, entre autres, à leur savoir traditionnel. C'est ainsi que de nombreux exemples équatoriens existent où les paysans essaient de s'en sortir en innovant leur manière de faire : par ici, il y a cette culture biologique de cacao, pour répondre à l'extension des monocultures des palmes ; par-là, l'élevage de lamas ou d'alpagas pour diversifier les ressources ; également, l'écotourisme ; ou encore, une association de familles qui permet à des personnes d'origine urbaine de trouver un travail dans l'agriculture. Il existe aussi toutes des initiatives pour construire des circuits alternatifs de commercialisation, comme les foires paysannes ou la vente de paniers fermiers (Houtart & Laforge, 2016).

Toutes ces solutions font souvent partie d'une stratégie plus large, où on cherche plus de démocratie et une reconnaissance de la part des instances supérieures grâce au plaidoyer politique. Toutes ces initiatives sont dispersées mais il existerait un potentiel en Equateur pour construire une agriculture paysanne forte (*Ibid.*).

a) Améliorer la commercialisation

Là où le paysan y perd le plus, c'est durant la commercialisation. Il faudrait donc agir sur celle-ci pour en capturer les bénéfices et réellement enrayer les mouvements migratoires (Bebbington, 1993). Cependant, comme nous l'avons vu, avec son volume de production faible, le paysan ne peut s'insérer seul dans la chaîne de distribution. Par conséquent, il faut qu'il passe par un nombre important d'intermédiaires ; ces derniers empochant alors la majorité des bénéfices. C'est en effet le vendeur final qui pourra faire la plus grande plus-value (Houtart & Laforge, 2016). Il faut donc que les agriculteurs ne soient plus que des producteurs mais également des vendeurs (Abramovay, 1998) ; que ceux-ci puissent diminuer le nombre d'intermédiaires ou vendre directement aux consommateurs. La ville étant composée d'une part importante de consommateurs, il faut réinventer de nouvelles formes de relation, créatrices de revenus, entre la ville et la campagne, entre paysans et citadins. Des circuits de commercialisation alternatifs, comme les circuits courts, doivent être créés ou renforcés (Bricas & Seck, 2004 ; Houtart & Laforge, 2016).

C'est ainsi que de nombreuses initiatives populaires existantes en Equateur organisent des foires paysannes ou une vente de paniers fermiers. (Houtart & Laforge, 2016). La UPOCAM s'est d'ailleurs lancée dans ce type d'activités en entendant les bons échos des autres organisations paysannes. Les paniers fermiers étant compliqués à mettre en place et à suivre administrativement, elle s'est plutôt tournée sur la création

d'une nouvelle foire paysanne. Dans les écrits également, nous pouvons retrouver cette idée de créer une forme de commercialisation qui relie directement le producteur au consommateur. Les foires et marchés sont souvent mentionnés car ceux-ci fonctionnent bien.

Rebaï (2011) nous parle d'une histoire à succès avec cette foire urbaine à Cuenca. Cette partie dans le sud de l'Equateur fait également face à un exode rural important. Cependant, pour les paysans présents lors de ce marché, les revenus agricoles sont devenus plus importants que ceux apportés par la migration internationale. L'auteur nous dit aussi que la création de ce nouveau marché en circuit court a redonné du dynamisme à l'activité marchande de la région. Les produits de qualité, à prix plus bas que ceux pratiqués par les intermédiaires, ont donc su trouver preneur au sein des citadins.

Pour certains, pour que cela soit un succès, il faut néanmoins un marché quotidien et couvert (Eloy, 2002). Les institutions également doivent avoir une politique de valorisation de cette agriculture paysanne et locale. Les valeurs économiques et culturelles doivent être mises en avant auprès de la population. Pour vraiment insérer les produits ruraux dans l'économie urbaine, l'appui des instances supérieures n'est donc pas un luxe (Eloy, 2002 ; Rebaï, 2011).

Un risque toutefois est d'oublier les populations les plus défavorisées le long de la route. En effet, les associations qui gèrent ces réseaux de commercialisation ne prennent pas toujours en compte les plus pauvres (Rebaï, 2011). Ceux-ci sont plus difficiles, ou plus coûteux, à organiser. Les plus vulnérables, qui ont donc le plus besoin d'appui, sont donc laissés sur le côté. Ceux-ci forment alors toute la cohorte de marchands informels qui vendent à même la rue, sur les trottoirs, dans les carrefours ou aux feux rouges (Rebaï, 2011).

Nous parlerons également plus loin de la création d'emplois non-agricoles en milieu rural comme moyen de créer plus d'opportunités pour ses habitants. Mais il semblerait qu'il ne faut pas parier que sur ce type d'emploi car, seulement avec l'agriculture, il serait possible d'augmenter les revenus grâce à la construction d'un marché avec des produits de qualité ou avec des attributs écologiques (Abramovay, 1998). Ces produits paysans possèderaient une plus grande valeur et pourraient être vendus à un prix juste. Il semblerait que l'agroécologie attire ainsi de plus en plus de monde au sein de la population urbaine (Rebaï, 2011). Par rapport à ce type de production respectueux de l'environnement, de nombreux auteurs nous disent d'ailleurs que le futur de l'agriculture ne se fera pas sans l'agroécologie et qu'il faut développer cette alliance entre paysannerie et agroécologie (Houtart & Laforge, 2016).

Le défi qui se pose alors est de prouver la plus-value de ce produit de qualité. Il faut alors passer par une certification qui pourra décerner un label. Cependant, cette certification par une partie-tiers est très coûteuse. Devant ces frais impayables pour eux, des paysans se sont alors regroupés pour former un *Sistema de Garantía Participativa* (SGP). Ce système participatif, où chaque paysan vérifie une autre ferme que la sienne, est une bonne alternative pour se certifier soi-même, à moindre coût. Des SGP ont fleuri un peu partout en Equateur et de grands réseaux existent désormais comme la *Red Agroecológica del Austro* ou la

Red Agroecológica de Loja (Houtart & Laforge, 2016). Ce système fait d'ailleurs partie des vingt-six idées à renforcer à court et à moyen terme pour appuyer l'agriculture paysanne, avancées par l'IAEN⁷ (Houtart & Laforge, 2016).

Pour ajouter de la plus-value à un produit, mentionnons également les transformations des produits agricoles. Les producteurs pourraient vendre des produits transformés, et non primaires, pour gagner une marge supplémentaire. Par exemple, au lieu de vendre des bananes plantains, le paysan pourrait vendre des *chifles*⁸ ; au lieu de maïs ou de *yuca*, de la farine de ces deux produits, ou même des tortillas. Il faut développer, à la campagne même, ces capacités de transformation des produits, pour les vendre ensuite avec une valeur ajoutée, (Houtart & Laforge, 2016). Cela peut rentrer également dans le phénomène de création d'emplois non-agricoles que nous verrons plus loin.

Plus généralement, il faut renforcer les compétences administratives ou comptables des petits agriculteurs, ou des organisations paysannes, pour leur permettre de répondre à certains cahiers des charges, à des appels à projets ou, tout simplement, pour suivre leur production et leur vente (Bebbington, 1993).

Dernièrement, un des problèmes pour les paysans des pays dits du Sud, par rapport à la commercialisation, est le mécanisme de l'agriculture mondialisée. Cela dépasse peut-être le cadre de ce mémoire, mais il faudrait repenser les subventions aux exportations des pays développés qui inondent les marchés de produits à bas prix et qui faussent alors les prix dans les pays en voie de développement (Houtart & Laforge, 2016 ; Rebaï, 2011). Dans le même ordre, une des vingt-six solutions dont nous avons parlé tantôt est de réduire, pour l'Equateur, les importations de produits agricoles (Houtart & Laforge, 2016)).

b) L'accès au crédit

Un des aspects problématiques pour le paysan, soulevé par Nestor, était l'accès difficile au crédit. Effectivement, il est vrai que cela fait partie des problèmes récurrents pour les petites exploitations. Avec le peu de revenus que génèrent celles-ci, il est difficile de faire des économies pour leurs propriétaires. Pour investir, ils doivent donc obtenir un crédit. Mais les banques, voulant des clients solvables, n'octroient pas ce crédit facilement. Elles préfèrent appuyer les clients dont elles sont sûres qu'ils seront capables de rembourser. Elles privilégient alors le secteur agro-industriel, capable de garantir un remboursement. Par conséquent, ce crédit difficile à obtenir fragilise encore plus la petite agriculture face à la compétition qui les oppose à l'agro-industrie (Houtart & Laforge, 2016)).

Par conséquent, l'auteur nous signale que certains producteurs font alors de l'agriculture sous contrat : une grande entreprise leur donne des intrants chimiques, des semences, une assistance technique et le transport, en échange de la production à un prix fixe. Le producteur est donc certain d'avoir un acheteur et ne doit pas investir dans les matériaux. Cependant, ce procédé réduit fortement la liberté du producteur. Tout d'abord, celui-ci ne peut plus choisir le produit qu'il veut cultiver mais aussi l'acheteur à qui il veut vendre.

⁷ Instituto de Altos Estudios Nacionales

⁸ Bananes plantains frits comme des chips. C'est, par exemple, servi avec le ceviche, soupe froide de poissons très répandue.

Son pouvoir de négociation diminue également avec le prix fixé. Une autre manière pour contrer l'accès au crédit difficile est le crédit hypothécaire. Dans ce cas-ci, le danger pour le paysan est de tout perdre s'il n'arrive pas à payer le crédit. Et cela peut vite arriver en cas de catastrophe naturelle, comme une sécheresse ou une inondation. (Houtart & Laforge, 2016).

Comment changer la situation alors ? Et permettre un accès facilité au crédit pour permettre au paysan d'investir ? L'auteur indique seulement qu'il existe pas mal d'expériences de crédit populaire en Equateur qu'il faudrait renforcer. Celles-ci, basées sur la solidarité, la pression collective et la confiance, sont par exemple les caisses collectives de crédit, les coopératives de crédit, etc. (Houtart & Laforge, 2016). Abramovay (1998) souligne également les coopératives de crédit qui augmentent dans les pays dits du Sud. Mais celui-ci ajoute que celles-ci doivent s'organiser pour faire pression sur les institutions bancaires privées et publiques pour qu'elles favorisent les formes collectives de réduction des risques, comme la garantie solidaire.

4.8.2 Développer les petites villes

Une autre piste de solution, mais qui n'entre pas en contradiction avec ce qui a été dit plus haut, serait d'investir dans les petites villes. Pour faire comprendre leur raisonnement, Todo et Christiaensen (2009) divisent la population en trois catégories : les agriculteurs, les citadins vivant dans les mégapoles et les citadins vivant dans les plus petites villes. Ces derniers sont appelés les « *Missing middle* », ou le chaînon manquant. Ce ne sont pas les mégapoles, comme Guayaquil, mais les villes de campagne qui font le lien entre le milieu urbain et le milieu rural. La ville de Jipijapa se prête bien à cette image.

Ces deux auteurs nous disent, tout d'abord, que l'exode rural engendre de la croissance dans les métropoles grâce aux rendements d'échelle. Cependant, cette croissance serait suivie d'une augmentation des inégalités, ou même de la pauvreté. Elle n'est donc pas bénéfique pour tous car la prospérité dégagée n'est pas partagée. Par contre, Todo et Christiaensen (2009) démontrent ensuite que les investissements dans les petites villes engendrent une diminution des inégalités, au contraire des métropoles. L'urbanisation et l'exode rural, en dehors des grandes cités, engendreraient donc une plus grande égalité et une diversification des activités.

Nous pouvons retrouver un peu de cette idée chez Meka'a (2011). Selon lui, il faudrait une politique de développement rural en créant de grandes entreprises avec des salaires élevés dans les petites villes de campagne, par le biais de renforcement des pouvoirs locaux et des collectivités. S'ensuivrait alors une diminution des écarts salariaux entre le rural et l'urbain qui diminuerait l'exode et, peut-être même, favoriserait la migration de retour. Mais nous retournons ici à une vision de l'exode rural essentiellement économique.

Par conséquent, dans notre cas, il y a tout intérêt à développer la ville de Jipijapa, en parallèle avec l'amélioration des conditions dans les communautés.

Il faut néanmoins mentionner que certains n'approuvent pas cette hypothèse. L'idée de développer les régions d'origine pour arrêter les migrations serait infondée (Vigil, 2015). Selon Vigil (2015), le lien entre développement et niveau d'émigration n'a pas de lien empirique. Et, de plus, le développement pousserait les ruraux à partir car, plus fortunés, ceux-ci auront les moyens de migrer. Mais cet auteur est surtout contre car, selon lui, le développement induit des conséquences souvent néfastes de la part de personnes qui étaient là pour les aider. Il prend pour exemple le libre-échange, la privatisation ou la fin des investissements publics dans l'agriculture. Ces politiques, comme nous le savons, ont eu des conséquences néfastes sur le secteur et n'ont en rien diminué l'exode rural. Mais elles avaient, certes, pour objectif de « développer » le monde rural. C'est ainsi que nous pouvons remarquer que le terme « développement » peut prendre différentes significations très différentes. C'est ainsi que nous ne prendrons pas trop en compte cet avis de Vigil (2015), car la conception de développement utilisé pour ce travail ne reflète pas sa conception à lui.

En conclusion donc, de nombreux auteurs prennent parti de soutenir l'agriculture paysanne, ou le monde rural en général.

4.8.3 Générer de l'emploi

Comme vu dans les entretiens, il faut créer des opportunités de travail à la campagne pour que ses habitants puissent y rester et s'épanouir. Nous avons vu également qu'il faut, de plus, compter sur le développement des petites villes, pour créer un environnement propice à la création d'emplois.

Cette nécessité est d'autant plus vraie car, avec l'amélioration de l'éducation et de son accès moins coûteux, de plus en plus de jeunes se retrouvent avec un diplôme avancé. Le problème alors, soulevé d'ailleurs par Adrian lors des entretiens, est que les études pousseraient à migrer. Tout d'abord, celles-ci ne seraient pas faites pour répondre aux nécessités de la campagne mais de la ville (Alcalá & Martinez, 2012). Mais, surtout, les étudiants ruraux ne pouvant pas trouver un travail valorisant leur nouveau diplôme chez eux, iront chercher ailleurs. En effet, si l'offre éducative s'améliore, il faut que les offres d'emplois se développent parallèlement pour éviter une fuite des cerveaux (Meka'a, 2011). « Ainsi, tout accroissement de l'éducation pour la population rurale doit être accompagné d'une augmentation des opportunités d'emplois, qui ne peuvent être possibles que grâce au développement de l'économie rurale (développement des infrastructures rurales, des voies de communication, des télécommunications...). » (Meka'a, 2011 : 70).

Mais il ne faut pas voir non plus voir le milieu rural comme un lieu exclusivement agricole (Cortes, 2002). Il faut en effet favoriser les conditions pour qu'il y ait des entreprises non agricoles à la campagne. « Nos parece necesario diversificar las fuentes de empleos en el campo, para que la persona que no quiere trabajar en la agricultura, en vez de emigrar hacia las ciudades, pueda mantenerse y encontrar otra fuente de ingreso⁹ ». (Houtart & Laforge, 2016).

9 Il nous paraît nécessaire de diversifier les sources d'emploi à la campagne, pour que la personne qui ne désire pas travailler dans l'agriculture, au lieu d'émigrer à la ville, puisse rester et trouver une autre source de revenus.

Un risque toutefois est que ces emplois peuvent devenir simplement des emplois complémentaires, ajoutant une charge de travail aux paysans, et surtout aux paysannes, sans que leurs revenus n'augmentent proportionnellement. Bien qu'il existe une petite amélioration du niveau de vie des pauvres, Phélinas (2004) montre par exemple que les emplois complémentaires au Pérou ont un impact limité sur la pauvreté. Les emplois non-agricoles sont souvent dans le secteur des services, sont mal payés ou peu productifs (Hernández & Phélinas, 2012). Ces nouveaux emplois doivent donc procurer un salaire assez convenable pour sortir complètement de l'agriculture, tandis que le travail agricole doit être assez rentable pour en vivre.

Le tourisme communautaire peut être un bon exemple de création d'emplois. En effet, la campagne n'est plus vue seulement comme un milieu productif, mais également un endroit à préserver pour son environnement et où on vient se reposer à l'inverse de la ville (Abramovay, 1998). Le tourisme communautaire peut représenter ainsi une source de revenus non négligeables pour une communauté, sans détruire son environnement et en respectant sa culture (Houtart & Laforge, 2016). La UPOCAM tentait d'ailleurs de renforcer son offre dans plusieurs communautés. Aguas Blancas, communauté à la sortie de Puerto Lopez, a par exemple réussi ce pari.

4.8.4 Apports possibles des pouvoirs publics

Nous avons vu lors des entretiens que les paysans ont l'impression d'être abandonnés des pouvoirs publics et que leurs problèmes ne sont pas assez pris en compte politiquement. La question est alors de savoir si cette impression se vérifie dans les faits. Si c'est le cas, quelle est alors la politique du gouvernement équatorien par rapport à sa population paysanne ? Et que pourrait-elle apporter de meilleure ?

4.8.4.1 Politique actuelle en Équateur

Nous allons tout d'abord nous pencher rapidement sur la politique actuelle en Equateur. Dans un précédent travail, nous avons déjà exploré la thématique du tournant à gauche de l'Equateur où, en 2008, de nombreuses initiatives positives avaient été mises sur la table par le gouvernement Correa (Watterman, 2016). Des mesures intéressantes ont été concrétisées par rapport à la charge de la dette, la protection de l'environnement, la prise en compte des minorités et, pour ce qui nous intéresse particulièrement, le *Buen Vivir* et la souveraineté alimentaire. Néanmoins, après trois mandats, le bilan du travail d'*Allianza Pais* est assez mitigé.

Les élections présidentielles de cette année peuvent être d'ailleurs une des preuves de ce bilan mitigé. En effet, celles-ci ont été très clivées entre Lenín Moreno, le successeur de Correa, et Guillermo Laso, candidat de droite, qui a basé sa campagne principalement sur le besoin de changement après les trois mandats de Correa. *Vamos por el cambio !¹⁰* était sa devise. Après avoir raté de très peu le premier tour, Lenín n'a gagné le deuxième qu'avec seulement un peu plus de la moitié des votes. Des manifestations pro-Laso ont animé ces élections tout du long, et même après. En effet, le perdant refusait les résultats et appelait

10 En avant pour le changement

à sortir dans la rue, appel suivi par la population.

Néanmoins, ce bilan a des points positifs ; mais nous ne rentrerons pas dans les détails du *Buen Vivir* ou de la loi de la souveraineté alimentaire comme l'année dernière (Watterman, 2016). Tout d'abord, par rapport à la qualité de vie en milieu rural, celle-ci s'est améliorée. L'accès à l'éducation et aux services de base, comme l'eau ou l'électricité, ainsi que la santé publique ont connu des progrès notables. Cependant, il existe toujours une disparité importante du point de vue du genre ou de l'origine. De plus, les résultats en milieu urbain ou en milieu rural sont également fort différents. Pour l'éducation par exemple, le temps d'étude moyen du pays est actuellement à 9,7 ans mais cette période descend à seulement 6,9 ans pour les milieux ruraux, tandis qu'en milieu urbain, celle-ci est de onze (Houtart & Laforge, 2016)).

Ensuite, le *Ministerio de Agricultura, Ganadería y Pesca*¹¹ (MAGAP) procure des appuis techniques aux agriculteurs, soutient des initiatives ou sont porteurs de projets. Ce ministère a ainsi aidé à la création de plusieurs SGP et les appuie toujours. Du personnel apporte également leur aide à la UPOCAM par exemple. La *Conferencia Plurinacional e Intercultural de Soberanía Alimentaria*¹² (COPISA) est également une agence gouvernementale qui, basée sur la loi de la souveraineté alimentaire, appuie les organisations paysannes. Des effectifs aident également la UPOCAM lors de conférences ou lors du projet FINCAR par exemple (Houtart & Laforge, 2016).

Cependant, selon Laforge (Houtart & Laforge, 2016), le MAGAP manque de moyens et de vision d'ensemble. De plus, sa politique n'est basée que sur la production agricole, et non pas sur le bien-être des paysans ou la régénération des sols. Il regrette aussi l'approche *top-down* que véhicule cette organisation (Houtart & Laforge, 2016). De plus, dans les faits, pour la UPOCAM, il était compliqué de rentrer dans un des SGP du MAGAP. En effet, il fallait une production assez élevée que les producteurs ne détenaient pas encore et des contraintes administratives assez lourdes pour une petite organisation de paysans. Par rapport aux moyens, nous pouvons également signaler que les effectifs du MAGAP ont été réduits suite au tremblement de terre. Ceux-ci ont été affectés à d'autres missions, au détriment d'organisations comme la UPOCAM. Cette dernière a vu son aide diminuer car la personne qui aidait à suivre les dossiers était beaucoup moins présente. Les journaux également plaide pour un renforcement du MAGAP, pour qu'il ait les ressources nécessaire pour octroyer des crédit à taux plus bas ou impulser des projets d'irrigations ou de reforestation (El Comercio, 2014).

Il y avait également le projet de donner plus de deux millions d'hectares aux organisations paysannes pour lutter contre la concentration des terres. Mais, à ce jour, seulement quarante milles ont été distribuées (Liendo, 2017). Une dernière initiative gouvernementale intéressante sont les achats alimentaires publics aux organisations paysannes. Des hôpitaux, des universités, des écoles achètent alors à prix fixe les produits pour garantir un prix juste aux producteurs (Houtart & Laforge, 2016)).

11 Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche

12 Conférence plurinationale et interculturelle de la souveraineté alimentaire

Toutefois, globalement en Equateur, les petits agriculteurs et organisations paysannes font plutôt face à une politique agraire contraire à leurs intérêts, et en faveur de l'agro-industrie (Liendo, 2017). En effet, celle-ci promeut une agriculture intensive pour l'exportation, donne plus de facilités pour l'investissement privé et favorise une expansion de la frontière agricole (Houtart & Laforge, 2016; Liendo, 2017). C'est l'entrepreneuriat qui possède la dominance du secteur, pour une production à grande échelle par de grandes exploitations. Le phénomène de concentration des terres, conjugué à un accaparement de celles-ci, est également important, engendrant alors une précarisation plus importante de la paysannerie ainsi que son exclusion (Houtart & Laforge, 2016 ; Liendo, 2017). Nous pouvons également citer la progression de l'utilisation de transgénique, malgré que la Constitution l'interdise (Liendo, 2017). Le tournant à gauche de 2008 n'a donc pas réellement changé le paysage agricole équatorien, mais a plutôt rénové son appui aux grandes exploitations. Depuis, l'argent public a été plus utilisé en faveur des moyens et grands producteurs, pour des activités agro-industrielles (Houtart & Laforge, 2016).

Par conséquent, le petit agriculteur produit pour lui-même, avec ses quelques ressources et sans soutien. Pour celui-ci, l'accès aux technologies, pour améliorer et diversifier sa production, est toujours limité, malgré ce qui est promu par la nouvelle Constitution. Il manque donc de politiques publiques pour soutenir ce secteur paysan et lui faciliter l'accès aux marchés. De plus, il n'y a pas d'actions suffisantes pour instaurer une réelle sécurité alimentaire. Les investissements en faveur du développement rural ou pour l'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques ont été également insuffisants. L'attention portée à l'exode rural n'a pas non plus été à la hauteur du phénomène (Liendo, 2017).

Par rapport à la lutte contre la pauvreté, certes efficace sur certains points, celle-ci n'a néanmoins pas pris en compte la paysannerie. Et, par la mise en place d'un système de redistribution, il n'y a eu aucune remise en cause du système. Cette politique de redistribution a donc créé des clients, mais non des acteurs (Houtart & Laforge, 2016).

Cependant, au niveau global, selon de Schutter, il y a heureusement trois évolutions de la perception du problème agricole par la communauté internationale : l'importance de l'agriculture paysanne ; l'importance de la qualité nutritive de l'alimentation, et pas seulement de la production ; et que le futur de l'agriculture passera par l'agroécologie (Houtart & Laforge, 2016). Fort est de constater que l'Équateur, comme d'autres pays latino-américain, a encore des progrès à réaliser. En Bolivie par exemple, les paysans ont fait face à une politique de dépaysanisation où l'agriculture industrielle est privilégiée (Cortes, 2002). En Argentine, Brésil, Chili, les paysans se retrouvent également à devoir migrer de leur village pour essayer de trouver un travail ailleurs. Le modèle productiviste a, en effet, progressé partout là où les politiques agraires ont été de déréguler et polariser l'agriculture, au risque d'exclure les plus pauvres « de la seule activité qui leur permettait au moins de nourrir leur famille [...] » (Hernández & Phélinas, 2012 : 14).

4.8.4.2 Politiques à mettre en place

Nous avons déjà vu ci-dessus des initiatives qui pourraient être appuyées ou renforcées par les pouvoirs publics, comme l'accès au crédit, les SGP, les foires paysannes, l'achat public de produits paysans etc. De plus, une des priorités également est l'accès aux régions rurales, avec une infrastructure routière en bon état ou, du moins, avec l'entretien des chemins en hiver. Cet accès pourrait avoir un impact important sur l'intégration économique de la campagne (Phélinas, 2004). Les politiques publiques doivent également faire en sorte que les paysans aient accès aux services de base, comme l'énergie, la santé, l'éducation, la communication, que lui-même ne peut mettre en place (Hernández & Phélinas, 2012). Donner des possibilités aux jeunes de devenir producteurs et de développer une activité agricole est également une mesure à laquelle il faut réfléchir. Le but est de créer un tissu social productif dans les zones rurales (Houtart & Laforge, 2016). Dernièrement, comme vu ci-avant, il faut rompre avec la politique actuelle, défavorable à l'agriculture paysanne, et investir pour le développement rural.

Selon de Schutter (Houtart & Laforge, 2016), il est possible de développer une nouvelle politique agricole respectueuse du paysan en Equateur. En effet, la population agraire équatorienne, indigène et campagnarde, n'a pas encore été totalement absorbée par l'urbanisation. De plus, il existe de nombreuses associations compétentes et expérimentées sur le terrain ainsi que d'innombrables initiatives populaires. Mais cet auteur plaide pour une vision d'ensemble (*Ibid.*). Cela peut paraître simplet mais une grande avancée serait de construire un modèle de développement inclusif, où les paysans et la petite agriculture auraient leur place et leur mot à dire (Liendo, 2017). Les journaux équatorien parlent également d'un projet de développement rural intégral, pour que les activités de la campagne deviennent attractives (Murillo, 2012). Un pays plus juste et avec moins de pauvreté pourrait alors être bâti (Liendo, 2017).

Mais ce changement de mentalités, où l'agriculture paysanne ne serait plus vue comme improductive et retardée, n'est possible qu'avec une pression des habitants de la campagne. Le développement rural dépend donc du poids politique des paysans. La difficulté alors est de regrouper toutes les résistances dispersées pour avoir une action commune (Hernández & Phélinas, 2012). Mais « l'organisation locale, l'amplification des réseaux des agriculteurs, la pression pour qu'augmente leur accès au crédit et aux investissements publics en infrastructures et services (et surtout les investissements en éducation et formation), tous ces facteurs conjugués ont le pouvoir de modifier l'environnement institutionnel du milieu rural pour qu'on cesse de l'assimiler automatiquement au retard et à l'abandon. » (Abramovay, 1998: 14). Comme l'ont dit Alfredo et Edison, il faut lutter pour changer la vision sur l'agriculture paysanne.

Conclusion

Voici venu le temps de conclure. Ce mémoire aura été une aventure longue mais enrichissante. Un sentiment de ne pas avoir pu parler de tout est ressenti tout de même. L'espoir est que le lecteur, lui, ait pu ressentir les histoires réelles derrière ces entretiens, pas toujours faciles à entendre. Cependant, nous pourrions encore parler de tant de choses intéressantes sur les habitants de Jipijapa. Leur vision de la jeunesse, leur relation avec la nature ou avec leurs parents, leurs espoirs, leurs combats, etc.

Nous avons néanmoins pu discuter de leur vision de la campagne. Celle-ci reste assez positive, bien que des aspects négatifs importants doivent impérativement être solutionnés. Ils tiennent ainsi à leur environnement, à leur Nature et à leur tranquillité. Mais l'absence de communication pèse aux jeunes. Leur manière de travailler la terre est également une de leur fierté mais elle manque cruellement de soutien. Ils ne peuvent en vivre que difficilement et doivent donc aller chercher une autre source de revenus. Mais, face au manque d'opportunités à Jipijapa, que ce soit pour travailler ou pour étudier, ceux-ci sont poussés à partir à la ville, cette ville vue comme polluée et bruyante. Mais cette analyse ne peut être vraie pour tout le monde. En effet, certains ne désirent plus travailler la terre et souhaitent un meilleur futur que leurs parents. Mais tous veulent aller de l'avant. Personne n'a cependant renié son héritage de paysan et ils semblent fiers de leur campagne. Ce qui réunit tout le monde également, c'est l'importance des études. Mais y accéder n'est pas toujours facile avec les distances, les transports inexistantes, les routes en mauvais état ou l'argent disponible. Des sacrifices sont alors parfois décidés, personnellement ou pas, pour le bien des frères et sœurs. La migration n'est également pas toujours un abandon de son milieu natal et de sa famille. Des envois d'argent et des visites régulières sont organisés, à la hauteur des possibilités, ou de l'envie de chacun. Mais cet exode des habitants de leur milieu rural visible par tous, ne les réjouit pas. Ils en comprennent les raisons et peu blâment ceux qui sont partis. Mais ils sont inquiets pour le futur de leur communauté, de la fuite de la main d'œuvre et de l'avenir de tous ces jeunes qui partent à Guayaquil. Les conséquences les touchent de plein fouet : fermetures des écoles et diminution du budget par communauté. Un cercle vicieux se forme alors où la migration engendre la migration.

Leurs solutions pour diminuer l'abandon de leur campagne ont pu être également entendues. Fort est de constater que certains sont assez dépourvus face à cette question. Mais d'autres regorgent d'idées et d'enthousiasme. Leurs conditions de vie principalement doivent s'améliorer comme la communication ou l'infrastructure routière. Mais, plus que tout, des opportunités à l'intérieur même du canton doivent être produites. Des emplois, dont le salaire est suffisant pour arrêter de seulement survivre, doivent être créés, dans le domaine agricole ou ailleurs. Si des appuis sont portés sur la commercialisation et que les pouvoirs publics soutiennent efficacement celle-ci, l'agriculture peut être une solution pour l'exode rural. Les paysans, trop souvent oubliés et peu pris en compte au niveau du pouvoir équatorien, doivent être revalorisés, au sein même du gouvernement mais aussi dans l'opinion publique. Mais les emplois non-agricoles en milieu rural ont aussi toute leur importance dans le dénouement de ce phénomène. Et les petites villes comme Jipijapa

doivent être le moteur général d'un développement rural, utile pour diminuer la pauvreté et les inégalités et, ainsi, enrayer l'exode des campagnes qui inonde les métropoles par ses flux de migrants. « C'est dans ce sens que le milieu rural peut être envisagé de manière positive, non comme le local où on attend le moment de s'intégrer à la vie urbaine, mais comme la base de projets capables de motiver le surgissement local et régional de nouvelles chances. » (Abramovay, 1998: 14).

Ce mémoire n'a cependant pas la prétention d'apporter des solutions concrètes. Toutefois, c'est un rappel, parmi tant d'autres, qu'il faut modifier radicalement le système si nous voulons voir apparaître des changements positifs. La vision du développement qui est promue par les pouvoirs publics équatoriens, mais également dans le monde en général, et celle promue par les populations rurales ne sont pas les mêmes ; le futur de l'agriculture n'est pas vu non plus de la même façon. Pour savoir qui des deux a raison, il semble plus intelligent de se pencher sur ce qu'ont à dire les paysans qui travaillent tous les jours dans leur champ. Eux voient les conséquences réelles d'une mesure néolibérale ou d'un changement climatique ; Eux innovent à chaque difficulté pour essayer de s'en sortir ; Eux savent réellement ce qu'est un développement efficace du milieu rural, étant donné qu'ils y vivent.

Il n'est pas possible de savoir si ce changement de système viendra par la base ou par le haut, ou par le haut poussé par la base. Mais ce que ce mémoire a permis de savoir, c'est que les petits agriculteurs de nos latitudes connaissent les mêmes problèmes que ceux dits du Sud. Jouons donc sur la convergence des luttes et mangeons local pour appuyer nos paysans.

Bibliographie

- ABRAMOVAY Ricardo, 1998, « Agriculture familiale et développement territorial au Brésil », *Ruralia*, [En ligne] [URL : <http://ruralia.revues.org/57>, consulté le 11 juillet 2017].
- ALCALÁ SANCHEZ Imelda, MARTINEZ CAMPOS Saúl, 2012, « La migración campo-ciudad, un grave problema social y educativo », in Ier Congreso Internacional de Educación, Chihuahua, Mexique.
- BEBBINGTON Anthony, 1993, « Modernization from below : An Alternative Indigenous Development ? », *Economic Geography*, n°69, pp. 274-292.
- BIANCO Jérémie, 2007, « L'exode rural : un défi posé aux pays en développement », Mouvement pour une Organisation Mondiale de l'Agriculture [URL : http://www.momagri.org/FR/articles/L-exode-rural-un-defi-pose-aux-pays-en-developpement_162.html, consulté le 24 mars 2017].
- BIGDA Lindsay, 2013, « The effects of migration in Ecuador », Med Life [En ligne] [URL : <https://www.medlifeweb.org/blog/item/201-migration-in-ecuador.html>, consulté le 18 juillet].
- BRUSLE Tristan, AUBRIOT Olivia, 2012, « Agriculture paysanne népalaise et phénomènes migratoires : de la complémentarité à la rupture des liens ? », *Autrepart*, n°62, pp. 141-158.
- CASTLES S., CASTLES M., MILLER M., 2003, « Chapter 2. Theories of Migration », in Castles and M. Miller, *The Age of Migration*, Basingstoke : Palgrave : pp. 20-48.
- CORTES G., 1998, « Migrations, systèmes de mobilité, espaces de vie : à la recherche de modèles », *L'Espace Géographique*, n°3, pp. 265-275.
- CORTES Geneviève, 2000, *Partir pour rester. Survie et mutation de sociétés paysannes andines (Bolivie)*, Institut de Recherche pour le Développement, *A travers champs*, Paris.
- CHRISTIAENSEN Luc, YASUYUKI Todo, 2009, « Poverty reduction during the rural-urban transformation : the role of the missing middle », *Policy Research Working Paper Series*, n°6445.
- CORTES Geneviève, 2002, « Migrations et mobilités circulatoires dans les Andes boliviennes. La face cachée d'une ruralité en résistance », *Caravelle*, n°79, pp. 93-115.
- DURSTON John, 1996, « Estrategias de vida de los jovenes rurales en américa latina », in *Juventud rural, modernidad y democracia en mérica latina*, pp.55-80.
- EL COMERCIO, 2011, « La migración no es la única causa de la inseguridad, 19 mai, *El Comercio* [URL : <http://www.elcomercio.com/actualidad/seguridad/migracion-no-unica-causa-de.html>, consulté le 13 juillet 2017].

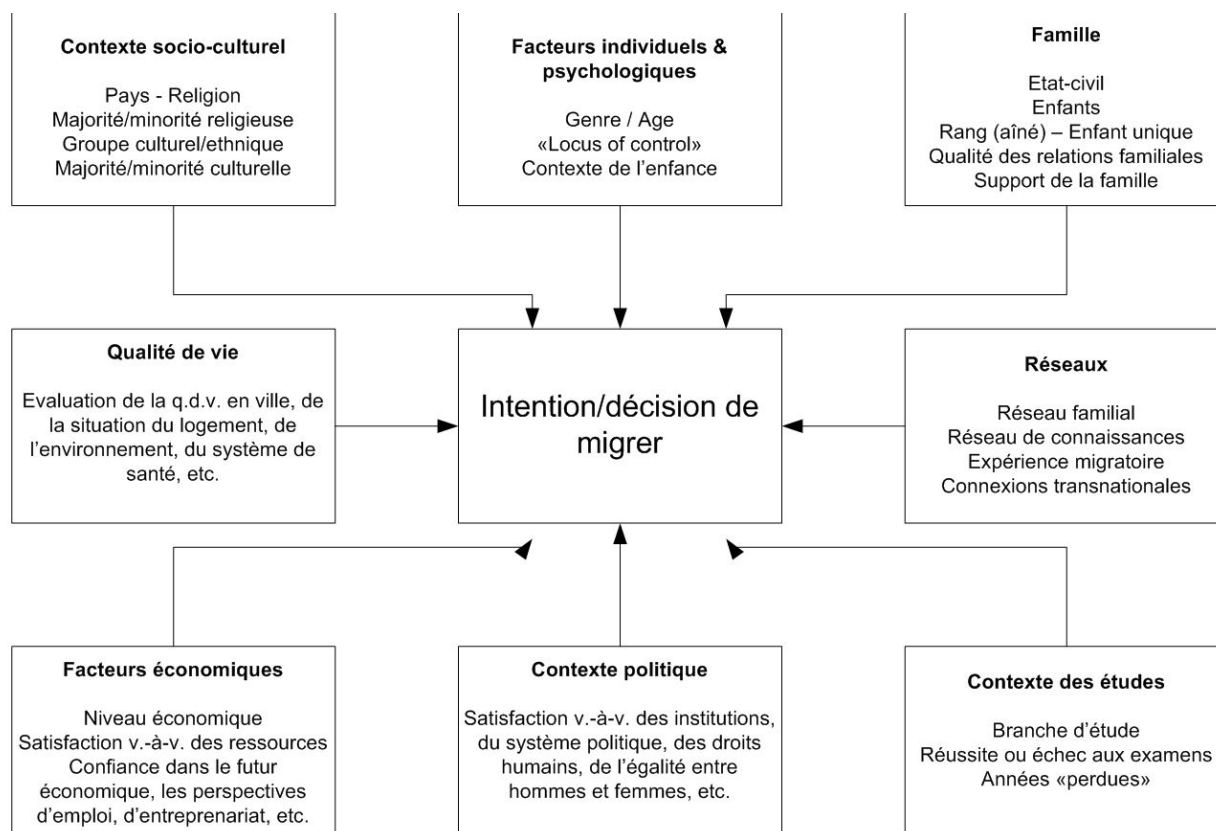
- EL COMERCIO, 2012, « 400 personas buscan empleo a diario en Riobamba », 3 aout, *El Comercio* [URL : <http://www.elcomercio.com/actualidad/ecuador/400-personas-buscan-diario.html>, consulté le 13 juillet 2017].
- EL COMERCIO, 2014, « La fruticultura requiere renovación en la Sierra centro », 24 mars, *El Comercio* [URL : <http://www.elcomercio.com/actualidad/ecuador/fruticultura-requiere-renovacion-sierra-centro.html>, consulté le 13 juillet 2017].
- EL TELEGRAFO, 2017, « Asamblea reconocerá a Guayaquil como "Ciudad de oportunidades" », 24 juillet, *El Telegrapho*, [URL : <http://www.eltelegrafo.com.ec/noticias/politica/2/asamblea-reconocera-a-guayaquil-como-ciudad-de-oportunidades>, consulté le 24 juillet 2017].
- ELOY Ludvine, 2002, « Le système agraire de la zone périurbaine de Sao Gabriel da Cachoeira, Amazonie brésilienne », *Cahiers des Amériques Latines*, n°41, pp.102-121.
- FROMENTIN Pierre, 2015, *Ceux qui sèment*, Association Agro & Sac à Dos, France.
- GALLEGOS Franklin, RAMIREZ Jacques, 2005, *La estampida migratoria ecuatoriana. Crises, redes transnacionales y repertorios de acción migratoria*, Centro de Investigaciones CIUDAD, 2ème ed., Quito.
- GARCIA Samantha, CHALEN Sheyla, PILCO Ericka, MORETA Jessica, MENDOZA Carlos, ESTACIO Stefany, DUMAN Carolina, 2014, *Las Migraciones Internas en el Ecuador*, Université de Guayaquil.
- GRAY Clark, 2008, *Out-migration and rural livelihood in the southern ecuadorian andes*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Caroline du Nord.
- GRAY Clark, 2009, « Rural out-migration and smallholder agriculture », *Popul Environ*, n°30, pp.193-217.
- HERNANDEZ Valéria, PHELINAS Pascale, 2012, « Débats et controverses sur l'avenir de la petite agriculture », *Autrepart*, n°62, pp.3-16.
- HERRERA Gioconda, 2002, « La migración vista desde el lugar de origen », *Revista de Ciencias Sociales*, n°15, pp. 86-94.
- HOUTART François, LAFORGE Michel (Eds.), 2016, *Manifiesto para la agricultura familiar campesina e indígena en Ecuador*, Pensamiento Radical, Quito.
- JACQUET Pierre, 2012, « Exode rural, un impact discuté sur la pauvreté », *Le Monde*, 25 juin, [URL : http://www.lemonde.fr/economie/article/2012/06/25/l-exode-rural-un-impact-discute-sur-la-pauvrete_1724090_3234.html, consulté le 24 mars 2017].

- IRWIN Michael, BLANCHARD Troy, TOLBERT Charles, NUCCI Alfred, LYSON Thomas, 2004, « Pourquoi certains ne migrent pas : L'impact du contexte local sur la sédentarité aux États-Unis », *Population*, vol. 59, pp. 653-680.
- ISSAKA Hamadou, 2015, « Exode rural, urbanisation et sécurité privée à Niamey », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n°270, pp.99-284.
- JACQUEMAIN Marc, 2015, Pratique de l'enquête, Cours donné en 3ème Bac en Sociologie – Anthropologie, Université de Liège.
- JIMENEZ ALBA Elodie, 2014, « Equateur : quitter la ville, réinvestir la campagne », *Demain le Monde*, n°23, [URL : <http://www.cncd.be/Equateur-quitter-la-ville>, consulté le 24 mars 2017].
- HABITAT III, 2016, « From rural to urban : a challenging transition », in *Conferencia Mundial sobre Vivienda y Desarrollo Urbano Sostenible du 17 au 20 octobre*, Quito.
- La Via Campesina, 2015, *Declaración de la Vía campesina sobre la migración y los trabajadores rurales*, [En ligne] [URL : <http://acervo.racismoambiental.net.br/2015/05/02/declaracion-de-la-via-campesina-sobre-la-migracion-y-los-trabajadores-rurales>, consulté le 11 juillet 2017].
- LEJEUNE Christophe, 2015, Méthode de recherche qualitative, Cours donné en 3ème Bac en Sociologie – Anthropologie, Université de Liège.
- LIENDO Roxana, 2017, « L'opportunité manquée : marche arrière de l'agriculture paysanne en Equateur et en Bolivie », in *Le Développement Revisité. Regards Croisés : Intergénérationnels, Interdisciplinaires et Interrégionaux du 9 au 10 mars 2017*, Louvain-la-Neuve.
- MARQUEZ Cristina, 2015, « La migración aumentó el comercio en Riobamba », *El Comercio*, 2 mars, [URL : <http://www.elcomercio.com/actualidad/comercio-riobamba-kichwa-negocios-interculturalidad.html>, consulté le 13 juillet 2017].
- MEKA'A Comas, 2011, « Le différentiel de revenus joue-t-il un rôle déterminant dans la migration rurale-urbaine ? Application au cas du Cameroun », *Revue d'Economie du Développement*, vol. 19, pp. 45-76.
- McKANZIE David, 2007, « A profile of the world's young developing country migrants », World Bank and IZA, *Discussion Paper No.2948*.
- Mouvement d'Action à Travers le Monde, 2015, *Proyecto FINCAR, Adaptación a los cambios climáticos a través el desarrollo de la agroecología con enfoque de género y participación ciudadana, Jipijapa, Manabí, Ecuador*.

- MURILLO H. Victor, 2012, Migración del campo a la ciudad, *El Telegrafo*, 2 octobre, [URL : www.eltelegrafo.com.ec/noticias/cartas-al-director/1/migracion-del-campo-a-la-ciudad, consulté le 24 mars 2017].
- OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 2003, « L'enquête socio-anthropologique de terrain : synthèse méthodologique et recommandations à usage des étudiants », LASDEL, Études et Travaux, n°13.
- PHELINAS Pascale, 2004, « L'emploi complémentaire en milieu rural péruvien : la richesse des pauvres ? », *Economie Rurale*, n°282, pp.40-58.
- PIGUET Etienne, 2013, « Les théories des migrations.Synthèse de la prise de décision individuelle », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 29, n°3.
- PIOTROWSKI Martin, TONG Yuying, « Les déterminants économiques et non économiques de la migration de retour en Thaïlande rurale », *Population*, vol.65, pp.361-377.
- REBAÏ Nasser, 2011, « Les effets de l'émigration paysanne dans les Andes équatoriennes : une lecture photographique », *EchoGéo*, n°16 [URL : <http://echogeo.revues.org/12382>, consulté le 2 juillet 2017].
- REBAÏ Nasser, 2009, « Migración y cambios concretos en la sierra ecuatoriana : un punto de vista desde la parroquia Juncas – Provincia de Cañar », *Pucara*, n°21, pp.17-23.
- BRICAS Nicolas, ABDOULAYE S. Pape, 2004, « L'alimentation des villes du Sud : les raisons de craindre et d'espérer », *Cahiers Agricultures*, n°13 (1), pp.10-14.
- SEPULVEDA Bastien, 2011, « Entre ville et campagnes », *Espace Populations Sociétés* [En ligne] [URL : <http://epe.revues.org/4473>, consulté le 11 juillet 2017].
- VAN CAMPENHOUDT Luc, QUIVY Raymond, 2011, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Dunod, Paris
- VIGIL Sara, 2015, « Une cause invisible de migrations : la tragédie de l'accaparement de terres », *Cités*, n°64, pp. 11 -124.
- VRANKEN Didier, 2012, *Méthodologie des sciences sociales*, Cours donné en 1er Bac en Sociologie – Anthropologie, Université de Liège.
- WATTERMAN Alan, 2016, *L'extractivisme comme modèle de développement. Exploration de la problématique et illustration par l'Équateur*, Travail de 1er Master en Sciences de la Population et du Développement, Université de Liège.
- WATTERMAN Alan, 2017, *Rapport de Stage à la Unión Provincial de las Organizaciones Campesinas de Manabí-UPOCAM (Jipijapa, ECUADOR)*, Rapport de stage en 2ème Master en Sciences de la Population et du Développement, Université de Liège.

Annexes

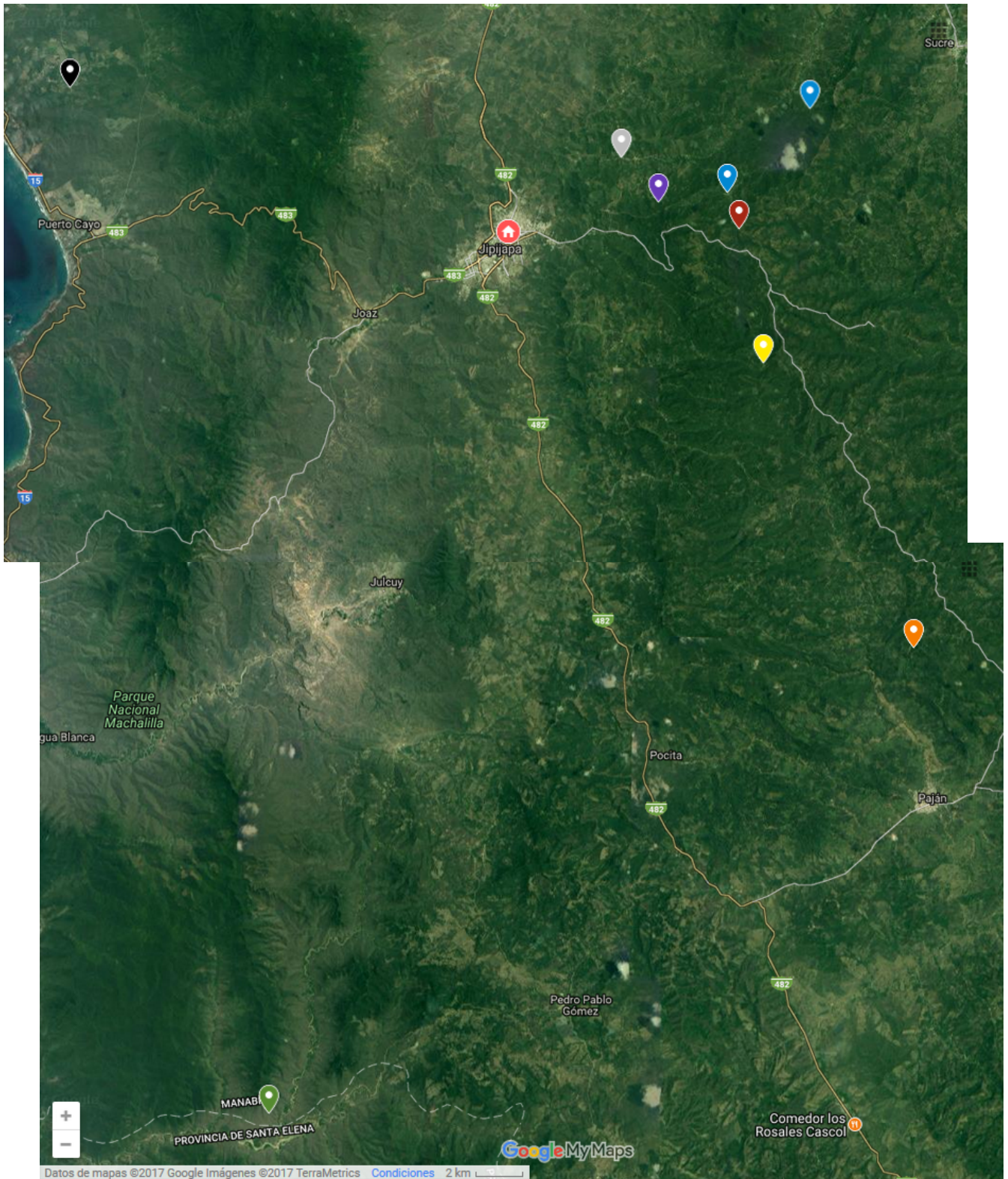
A) Tableau récapitulatif des théories de la migration selon Piguet (2003 : 15)



B) Cartes de Jipijapa et de ses communautés :

Légende :

- Noir : Cantagallo
- Gris : Chade
- Mauve : El Matal
- Bleus : Pisloy de Arriba au Nord et Pisloy de Abajo au Sud
- Rouge : San Pascual
- Jaune : Agua Dulce
- Orange : San Francisco de Paján
- Vert : Casas Viejas



C) Photos

San Francisco de Paján



El Matal



Agua Dulce



Maisons de Pisloy de Arriba



Centre de Jipijapa



Camionnette coopérative pour se rendre à Chade ou à l'entrée de Pisloy de Arriba



Camionnette de la UPOCAM se rendant à Casas Viejas



Chemin de Pisloy de Arriba avec la rivière en période de crue et après



Pisloy de Abajo quelques jours après les inondations et deux mois après. La maison communale, à droite sur la deuxième photo, a été détruite



Pisloy de Abajo deux mois après les inondations. L'école communale a été détruite et le terrain de jeu a été recouvert avec les coulées de boue



Champs à Pisloy de Arriba

